

# LE MONDE DIMANCHE

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

3,50 F

Algérie, 1,30 DA; Maroc, 2,30 dir.; Tunisie, 220 m.;  
Allemagne, 1,40 DM; Autriche, 14 sch.; Belgique,  
25 fr.; Canada, 6,10 \$; Côte d'Ivoire, 225 CFA;  
Danemark, 6,25 kr.; Espagne, 30 pes.; Grèce, 35 dr.;  
Irlande, 40 sh.; Iran, 125 rls.; Israël, 20 N.;  
Italie, 700 L.; Liban, 300 p.; Luxembourg, 20 F.;  
Norvège, 4 kr.; Pays-Bas, 1,50 G.; Portugal,  
35 esc.; Royaume-Uni, 225 CFA; Suède, 2,75 kr.;  
Suisse, 1,20 fr.; Tchécoslovaquie, 20 Kčs.

Tarif des abonnements page 7

5, RUE DES ITALIENS  
75002 PARIS CEDEX 02

C. C. P. 4297-23 PARIS

Tél. : 246-72-23

## Douze personnes ont été tuées à Munich Le cauchemar par l'explosion d'une bombe

Le sanglant attentat de Munich provoque l'indignation, en particulier devant la lâcheté d'une méthode qui consiste à frapper au hasard une foule en fête. Que deux enfants au moins aient été tués dans l'explosion ajoute encore à l'horreur.

À l'indignation se mêle la surprise. Depuis l'épilogue de l'affaire Schleyer, le succès de l'opération de Megadale et le suicide controversé de Baader et de deux de ses compagnons dans la prison de Stammheim, en octobre 1977, la R.F.A. semblait en avoir fini avec le terrorisme. Aucun attentat important, aucun crime politique — visant, du moins, un de ses citoyens — n'était venu contredire la République fédérale. La police avait rematé les filières, démantelé des réseaux. De son côté, le pouvoir s'efforçait de favoriser la réintégration des terroristes « repentis » dans la société ouest-allemande.

Surprise également du fait du choix de la date et du lieu : à huit jours des élections au Bundestag, au plus fort de l'affrontement entre le chancelier Schmidt et le ministre-président de Bavière, « l'État libre », dont la capitale est précisément Munich, l'attentat va évidemment alimenter bien des spéculations. M. Strauss s'est toujours présenté en partisan d'une répression plus vigoureuse du terrorisme. Il accuse le gouvernement de Bonn de ne pas assez la sécurité du pays, dans aucun domaine, et ses amis ont beaucoup reproché au ministre de l'Intérieur, au cours de la campagne électorale, le manque de rapidité et de coordination de ses services à cet égard. Il n'est pas sûr pourtant que l'attentat de Munich apporte de l'eau au moulin du rival de M. Schmidt : l'expérience montre que, face à des épreuves de cette nature, les citoyens de la R.F.A. tendent plutôt à resserrer les rangs autour du pouvoir.

Surprise, enfin, devant la méthode employée, si peu conforme à la tradition du terrorisme, de droite et de gauche, en Allemagne (du moins dans l'histoire de la République fédérale). Cet attentat « aveugle » ne présente aucun point commun avec les précédents coups de main exécutés en R.F.A. dont les auteurs revendiquaient toujours la responsabilité de leur forfait aussitôt après l'avoir accompli. Il rappelle plutôt les techniques de l'extrême droite italienne ou espagnole.

Jusqu'ici, c'étaient toujours des personnalités ou des organisations précises qui étaient visées. Des grands attentats contre les forces armées en R.F.A., comme ceux de Francfort et de Düsseldorf en 1972 et 1976, à l'enlèvement et au meurtre du président du patronat ouest-allemand, Hanns-Martin Schleyer, en septembre-octobre 1977, en passant par de nombreux autres enlèvements et assassinats — de magistrats notamment, comme le président von Drenckmann à Berlin-Ouest en 1974, ou le procureur général Buback à Karlsruhe en avril 1977 — la cible des terroristes était choisie en fonction de critères politiques précis. Rien de tel aujourd'hui. Les conséquences politiques de l'attentat de Munich sont si imprévisibles pour l'instant — à part de nouveaux désagréments pour le ministre de l'Intérieur libéral, M. Baum — que les mobiles des meurtriers apparaissent au moins aussi mystérieux que leur identité. Au point que, si l'hypothèse d'un accident a dû être rapidement écartée, celle d'un geste d'un déséquilibre sans motivation politique ne peut être tout à fait exclue. À moins qu'il ne s'agisse de la première manifestation d'une nouvelle génération de terroristes en Allemagne, dont beaucoup, outre-Rhin, redoutaient l'apparition après la déroute de la Fraction Armée Rouge, voir trois ans. Le pire n'est pas toujours sûr, mais l'Allemagne fédérale doit avoir aujourd'hui le sentiment que son vieux cauchemar recommence.

### Cent quarante blessés

Une très violente explosion, d'origine criminelle selon les premiers résultats de l'enquête, a provoqué la mort de douze personnes au moins, vendredi soir 27 septembre, à la « fête de la bière » de Munich. Le dernier bilan publié à Bonn fait, en outre, état de cent quarante blessés.

La responsabilité de l'attentat n'a pas été revendiquée samedi en fin de matinée. Le chancelier Schmidt a adressé un télégramme de condoléances à M. Strauss, ministre-président de Bavière et candidat de l'opposition à la chancellerie aux élections du 5 octobre prochain.

De notre correspondant

Bonn. — C'est vers 22 h. 30, vendredi 27 septembre, que l'explosion s'est produite, à l'entrée d'un des immenses chapiteaux dressés à Munich chaque année au début de l'automne, pour la « fête de la bière », la fête de la bière. La foule était alors particulièrement dense. Une charge explosive très puissante avait été déposée dans l'une des poutres installées le long du chapiteau, selon les premières observations des enquêteurs. Ce dispositif s'est révélé particulièrement meurtrier : le dernier bilan publié à Bonn fait état de douze morts, parmi lesquels trois enfants, et de cent quarante blessés.

La nouvelle de l'attentat a été connue trop tard dans la nuit pour que les journaux de samedi matin puissent la publier, et à plus forte raison la commenter. Même la radio s'est contentée, dans l'immédiat, de diffuser l'information sans tenter de l'expliquer.

Quelle explosion fournir, en dernière analyse, la nature de l'attentat restait en doute en fin de matinée ? En attendant que sa responsabilité soit revendiquée, on se demande à Bonn s'il relève bien de la Fraction armée rouge, du Mouvement du 2 juin, ou de quelque groupe terroriste analogue. Dans le passé, ces groupes avaient toujours choisi pour victimes des personnes bien précises, hommes politiques, banquiers, magistrats, industriels.

JEAN WETZ.

(Lire la suite page 4.)

## Le projet de budget du logement pour 1981

- Nouvelle baisse des mises en chantier
- Création d'un fonds d'action conjoncturelle

(Lire page 23.)

## Le règlement du conflit irano-irakien dépend du succès de la « mission islamique »

- Téhéran refuse la négociation acceptée par Bagdad
- Les combats s'orientent vers une guerre de positions

Au sixième jour du conflit, le président du Pakistan, le général Zia Ul Haq, est devenu l'homme-clé pour la recherche d'une solution pacifique entre l'Irak et l'Iran.

Le général Zia a été désigné le 26 septembre par la Conférence islamique (organisme permanent réunissant tous les États islamiques) pour remplir « une mission de bonne volonté ». Toutefois, si le représentant iranien à l'ONU a accepté ce terme, le premier ministre iranien, M. Radjavi, a déclaré ce samedi : « L'Iran n'acceptera en aucune manière ni négociations, ni médiation, ni mission de bonne volonté », mais, a-t-il ajouté, ceux qui « voudront s'informer de notre position seront les bienvenus ».

À Bagdad, en revanche, le ministre irakien des Affaires étrangères a déclaré, vendredi :

« L'Irak apprécie les nombreuses propositions de médiation qui ont été faites et accepte que soient discutés les problèmes qui sont à l'origine de la situation actuelle. » A Paris, où le général Zia était attendu dimanche pour une escale sur le chemin de New-York, le porte-parole de l'Elysée s'est félicité, vendredi, de la prise de position irakienne.

Sur le plan militaire, Bagdad et Téhéran ont repris, ce samedi, leurs raids aériens, attaquant de préférence les cibles pétrolières. Mais, sur terre, le conflit évolue vers une guerre de positions. Les Irakiens, qui n'auraient engagé que trois de leurs troupes dans les combats, semblent piétiner au Khuzistan, où Kharranabahr et Abadan résistent toujours en dépit d'un pilonnage intensif d'artillerie.

## L'impuissance de Washington

Washington. — Cette fois, nul ne pourra accuser les États-Unis de n'avoir pas consulté leurs alliés. Dès le début du conflit irano-irakien, Washington s'est tourné avec insistance vers les autres capitales occidentales, comme s'il se sentait très embarrassé d'agir seul ou de vouloir pas se retrouver en tête à tête avec Moscou.

Vendredi, la Maison Blanche a refusé de publier la lettre adressée par M. Carter aux dirigeants français, britannique, ouest-alle-

De notre correspondant

mand, italien et japonais. Proposant-il une réunion en homme et de forme pour discuter de la situation dans le golfe Persique ? Minimisant la chose, on préfère parler ici de « consultation ».

Washington, dit-on, est prêt à organiser une rencontre et à ses partenaires le souhaitent, mais il n'en voit pas la nécessité actuelle. On ne, en tout cas, avoir

cherché à organiser une force navale pour intervenir dans le Golfe. La question ne se pose pas pour le moment puisque la situation sur place est « véritablement normale », comme l'a dit le porte-parole de la Maison Blanche.

La libre navigation dans le détroit d'Ormuz est jugée vitale par Washington, bien que 12 % de son pétrole seulement transite par cette voie. Les réserves des États-Unis leur permettraient d'ailleurs de tenir cent soixante-quatre jours sans importation. Aucun problème d'approvisionnement ne se pose « depuis le début de la crise iranienne. Les Américains ont appris à diminuer leur consommation, et ils peuvent compter davantage sur leurs puits d'Alaska. Mais Washington sait qu'il n'existe qu'un seul marché mondial. Si d'autres pays consommateurs venaient à manquer de pétrole, les Irakiens en achèteraient les fournitures des États-Unis.

ROBERT SOLÉ.

(Lire la suite page 2.)

### AU JOUR LE JOUR

L'armée iranienne était considérée comme la gendarmerie du Proche-Orient, mais il est clair que l'armée irakienne souhaiterait aussi remplir ce rôle. Quant aux États-Unis et à l'Union soviétique, chacun sait depuis Yalta que ce sont les gendarmes de notre univers.

### Gendarmes

Seulement, il y a entre petits et grands gendarmes une légère différence : les uns meurent sur le champ de bataille pendant que les autres prêchent, avec infiniment de raison, la neutralité autour des tapis verts.

MICHEL CASTE.

### TÉMOIGNAGE

## Adieu au théâtre

par JEAN DAVID (\*)

Sénateur, mais n'ayant pas sollicité le renouvellement de mon mandat, j'accéderai dans quelques jours à la liberté. Les élections sénatoriales n'ont guère d'importance. Le Parlement n'est pas le lieu d'une décision. Il est celui d'une parade. L'abondance d'expression que l'on y

trouve est moins le signe de l'invincibilité que la conséquence de l'impossibilité. Ceux qui commandent sont ailleurs, ce sont ceux de la « nomenclature ». L'action publique se définit comme une savante association de la nation d'intérêt général et de la défense d'intérêts privés. Hors du système, point de salut.

Il y a quelques choses de somnambuliques dans le déroulement de notre vie publique. À l'Elysée, le roi s'imaginer apercevoir la France au fond des yeux mais n'élève jusqu'à lui qu'un masque dont il sonne désespérément l'orbite vide et le sourire de confection. Entre les pensées élégantes que cette considération lui inspire et un quotidien où les Français vont leur bonhomme de chemin, le manège des notables tourne. Tourne aussi, un peu plus haut, le grand moulin des administrations. On en perçoit le roulement. Il en tombe des décisions. Il est d'usage de les critiquer, mais sans les discuter vraiment. On nous dit que cela pourrait être pire et que, vu de l'étranger, nous avons bonne mine. Gardons tout par conséquent : le système, le président, les ministres, notre dévoué.

(\*) Ex-sénateur, député de l'Aube (U.C.D.F.).

### A NOS LECTEURS ET ABONNÉS

À dater du mercredi 1<sup>er</sup> octobre, le tarif de nos abonnements sera modifié pour tenir compte de la majoration du prix de vente pratiquée en juillet dernier. Nos lecteurs pourront jusqu'à cette date souscrire des abonnements au prix actuel (voir page 7). Nos abonnés ont été informés par lettre des conditions de renouvellement par anticipation qui leur sont consenties jusqu'au 31 octobre.

La politique est chose trop sérieuse pour que soit accordé au Parlement tout autre pouvoir que d'en parler. Mais qu'il parle ! Vive l'éloquence à toutes les tribunes !

(Lire la suite page 15.)

### LE FESTIVAL DE BIARRITZ

## Couverture sur un éclat de rire

A l'occasion du premier Festival du film ibérique et latino-américain, le Péruvien Luis Figueroa avait résumé la pensée de ses confrères présents l'année dernière, à Biarritz, en déclarant : « Notre ambition est de coopérer et de nous organiser pour favoriser la circulation de films qui échappent au modèle américain. Nous sommes tous solidaires et nous devons être conscients que l'avenir d'un cinéma différent dépend en grande partie de nous. » Il ajoutait : « Par les contacts qu'il provoque, par la « vitrine » qu'elle offre à notre production, une manifestation comme celle de Biarritz ne peut que nous aider à sortir de notre isolement. »

Isolément économique, mais aussi isolement culturel. Le monde cinématographique, qu'explique le Festival de Biarritz, nous est relativement mal connu. Certes, depuis quelques années, derrière la brèche ouverte

par Carlos Saura, les films espagnols commencent à franchir nos frontières. Mais combien de films portugais, cubains, chiliens et même brésiliens avons-nous vus récemment ? On les compterait sur les doigts de la main. C'est à cette carence de la distribution et de l'exploitation que le Festival de Biarritz tente de remédier depuis deux ans et à laquelle il pourrait remédier, mieux encore, si la « vitrine » qu'il constitue s'ouvrait un jour sur une véritable plate-forme commerciale.

Pour l'instant, la manifestation s'en tient aux principes et au rythme de ses débuts. Cette année, quinze longs métrages sont inscrits au programme, qui représentent une dizaine de pays ou « régions » (on note, en effet, la présence d'un film catalan).

JEAN DE BARONCELLI.

(Lire la suite page 18.)

le must de Cartier

Paris

Perfection technique, raffinement esthétique, garantie à vie.



Le Monde

# étranger

## LA GUERRE ENTRE L'IRAK ET L'IRAN

ALORS QUE SES FORCES PIÉTINENT

### Bagdad n'aurait engagé dans le conflit que trois de ses treize divisions

At sixième jour du conflit entre Bagdad et Téhéran, l'offensive irakienne donne l'impression de s'essouffir, tandis que la résistance iranienne paraît s'affirmer. Les combats se poursuivent, et Radio-Téhéran, qui diffuse, depuis vendredi, un plus grand nombre de communiqués, a annoncé ce samedi matin 27 septembre que deux divisions irakiennes ont été abattues alors qu'elles tentaient de bombarder la base de Nohg, à Hamadan, dans le Nord-Ouest. Elle a précisé que la station ferroviaire d'Alwas, centre industriel du Khuzistan, et Abadan ont été bombardées.

Radio-Téhéran a également indiqué que cinq autres appareils avaient été détruits la veille au cours de raids contre Samiran, près de Chiraz, Boucheir, Soussangard près d'Ahvaz, Garveh près de Hamadan, et contre l'île de Kharg. Toujours selon la radio, l'aviation iranienne a effectué cinq raids vendredi contre des objectifs industriels, détruisant à 85 % la raffinerie de pétrole et les installations d'amorçage et, dans la même proportion, des installations pétrolières de Kirouk, ainsi qu'une station radar.

Tandis que les combats terrestres continuent à faire rage dans les secteurs de Khorramchahr et d'Abadan, Radio-Téhéran a annoncé le bombardement de la raffinerie de Rey, près de Téhéran. Les Iraniens ont démenti la radio irakienne a interrompu la retransmission des traditionnelles prières du vendredi pour demander à tous les automobilistes de la capitale de ne plus rouler, jusqu'à nouvel ordre, en raison de la gravité de la situation, l'essence risquant de manquer.

Alors que le conflit paraît se transformer en guerre de position, le président Bahi Sadr a déclaré, vendredi, après une visite sur le front du Khuzistan : « La situation est bien meilleure sur place que ne l'indiquent les informations reçues à Téhéran. C'est maintenant à notre tour de donner une leçon aux forces baasistes. Si le régime de Bagdad n'envoie pas de nouvelles troupes en renfort, l'armée iranienne est perdue. » Fait surprenant selon les experts qui se fondent sur des évaluations établies par les satellites d'observation américains, l'Irak n'aurait engagé dans les combats que trois divisions sur treize.

### « Refusez de servir un allié ! »

Démentant implicitement l'annonce de la mort par Radio-Bagdad, l'ancien Khoméini s'est entretenu vendredi avec le président Bahi Sadr avant de s'adresser « au pays et aux forces armées irakiennes et iraniennes ». Il a lancé à ces derniers l'appel suivant : « Récoltez-vous, mettez-vous en grève, manifestez, paralysez l'économie, refusez de payer vos impôts, Renouez à l'islam pendant qu'il en est encore temps et refusez de servir un allié » (le président Saddam Hussein).

Enfin, l'ayatollah Montazeri, qui dirige la prière du vendredi dans la ville sainte de Qom, a déclaré que le conflit avec l'Irak « inspiré par l'Amérique, aura des effets négatifs sur le problème des otages, qui ne sera pas résolu dans un proche avenir ».

Le même jour, à New-York, un juge fédéral a repoussé une requête du gouvernement fédéral américain visant à geler les comptes de quatre-vingt-seize sociétés américaines qui demandent à être dédommées sur les vols iraniens aux États-Unis pour les nationalisations qu'elles ont subies en Iran. Alors que la requête du département de la Justice visait à faciliter d'éventuelles négociations pour la libération des otages, le juge Thomas Duffy a fait bloquer tous les fonds iraniens dans le district de son ressort (New-York et ses comtés environnants). — (A.F.P., Reuters, A.P.).

### La Conférence islamique décide d'envoyer à Bagdad et à Téhéran une mission de « bonne volonté »

De notre correspondante

New-York. — Les ministres des affaires étrangères de la Conférence islamique, réunis aux Nations unies, ont décidé, vendredi 26 septembre, d'envoyer à Bagdad et à Téhéran une « mission de bonne volonté ». Cette mission aura pour tâche de « prendre contact avec les gouvernements irakien et iranien afin d'engager un règlement pacifique de leur conflit dans un esprit de solidarité islamique ». Le président du Pakistan, le général Zia Ul Haq, qui préside également la Conférence, a été désigné par acclamation pour remplir cette mission. Il sera accompagné par le secrétaire général de la Conférence, M. Habib Chhatti, ancien ministre tunisien des affaires étrangères.

La réunion de la Conférence avait commencé en fin de matinée en la présence du représentant de Téhéran, le Djalal Shemrani, chef adjoint de la mission iranienne auprès des Nations unies. Mais le représentant de l'Irak, M. Ismat Khatami, arrivé la veille, était absent. Il devait entrer en séance un peu plus tard après avoir pris contact — a-t-il dit — avec son gouvernement.

La séance a été assez houleuse, les deux adversaires s'accusant mutuellement d'agression et se déclarant prêts à accueillir une mission de « bons offices » afin que les membres de la Confé-

rence islamique se rendent compte de l'état des « atrocités » commises par l'adversaire.

Envisagée d'abord comme une médiation, la mission s'est transformée en « bons offices ». Puis, finalement, en « bonne volonté », indiquant clairement les limites des espoirs de ses initiateurs.

Dans l'après-midi, M. Chhatti a annoncé qu'il partirait le jour même pour Islamabad. M. Chhatti a laissé entendre que l'ampleur de sa mission serait décidée sur place. Ses doutes subsistent cependant sur les intentions de Bagdad et de Téhéran. Tandis que les Irakiens demandent toujours l'impression de vouloir gagner du temps pour assurer leur avancée sur le terrain, les intentions des dirigeants iraniens restent floues et les représentants de la Conférence islamique ne savent pas très bien à quels interlocuteurs ils auront affaire à Téhéran.

Les discussions du Conseil de sécurité des Nations unies ont, d'autre part, repris vendredi soir, mais il est peu probable que le Conseil, dont les membres sont partagés entre l'avis de laisser la Conférence islamique prendre l'initiative et celle de conserver à l'ONU son rôle d'arbitre international, propose une solution efficace. Après quarante-cinq minutes de délibération, le Conseil s'est ajourné à ce samedi.

NICOLE BERNHEIM.

### L'impuissance de Washington

(Suite de la première page.)

Le carburant manquerait, les prix monteraient, l'inflation se ferait plus forte avec un dollar affaibli, et, en plus, une telle crise menacerait la cohésion des alliés occidentaux. « Tout le nécessaire sera fait pour garder ouvert le détroit d'Ormuz », a déclaré vendredi M. Carter à une chaîne de télévision du Wisconsin. Le président a donné l'impression de paraphraser son propre discours du 22 janvier 1980, lorsqu'il déclara : « Toute tentative, par quelque force extérieure que ce soit, d'obtenir le contrôle de la région du golfe Persique sera considérée comme une attaque aux intérêts vitaux des États-Unis d'Amérique, et une telle attaque sera repoussée par tous les moyens nécessaires, y compris la force militaire. »

Pas d'action unilatérale. Mais cette doctrine Carter — et rendue plus confuse — dans des déclarations successives. Le président précise, d'une part, qu'il n'était pas question d'agir de manière unilatérale, sans le soutien des alliés occidentaux.

et, d'autre part, qu'une telle intervention supposait l'approbation de « certains peuples » de la région.

Grosso modo, on en est au même point. La phrase prononcée vendredi renvoie à la suite d'un long développement sur les consultations avec nos alliés. On voit mal Washington intervenir dans la région sans l'appui, au moins verbal, de l'Arabie Saoudite ou du Koweït, et en a peine à imaginer les États-Unis se lançant seuls dans une nouvelle aventure, cinq mois après le raid avorté contre l'Irak et alors que cinquante-deux otages américains restent détenus. La puissance des États-Unis dans le golfe Persique est donc à deux fois : l'Arabie Saoudite et l'Irak. La perte de ce dernier dans des conditions désastreuses à tout remis en question. Une intervention militaire est difficile sans un réseau de bases.

Washington commence à compter sur l'Égypte, mais en est encore à négocier avec la Turquie, Oman et le Kenya, tout en aménageant la petite île britannique de Diego Garcia, dans l'océan Indien. Les cent cinquante-dix avions qui se trouvent à proximité, la trentaine de navires et les mille huit cents « marines »

présents ne sont pas suffisants pour une opération de longue haleine, d'autant que l'Union soviétique n'est pas loin. La Rapid Deployment Force (force d'intervention rapide américaine) est devenue officiellement opérationnelle le 1<sup>er</sup> mars dernier. Elle est censée intervenir n'importe où pour dissuader une agression ennemie. Chacun sait, cependant, qu'elle a été conçue pour le Proche-Orient.

Deux cent mille hommes et cent mille réservistes des trois armées, placés sous l'autorité d'un général des « marines » doivent pouvoir débarquer en un temps record, avec un équipement complet, dans une zone « chaude ». Mais tant qu'elle n'est pas mobilisée, cette force ne compte qu'un état-major basé en Floride. Ses chefs ne sont pas sûrs de trouver les hommes qu'il leur faudrait et n'auraient pas les moyens d'en expédier un grand nombre sur le théâtre des opérations, faute de moyens de transport suffisants. La Rapid Deployment Force ne sera pas vraiment efficace avant 1985. D'ici là, l'armée américaine se sera équipée de deux gros navires, et si le Congrès livre son opposition, de plus de cent vingt avions-cargos (programme C-17), spécialement conçus pour les

pièces de décollage courtes du golfe Persique. En attendant, malgré la qualité de leur flotte et de leur aviation, les États-Unis sont embarrassés : leurs forces d'intervention n'ont pas en Iran, ni en Irak, ni dans le golfe Persique.

L'impuissance de Washington dans le conflit en cours est frappante, le Wall Street Journal parle même de « situation pathétique ». Si nous avions en une forte présence dans la région, le conflit Irak-Iran n'aurait pas en lieu, affirme le quotidien. Aux Irakiens qui accusent M. Carter d'avoir déclenché la guerre, s'ajoutent aussi des Américains qui lui reprochent quasiment de l'avoir provoquée. M. Ronald Reagan est évidemment de ceux-là. Il exploite l'affaire, tout en cherchant à paraître modéré. Après avoir refusé pendant des semaines les informations confidentielles que lui proposait M. Carter, le candidat de la droite républicaine vient de changer d'avis. Il se rendra en début de la semaine prochaine à la Maison Blanche pour prendre connaissance du dossier Irak-Iran.

ROBERT SOLÉ.

### L'arrêt des exportations de pétrole irakien risque d'entraîner une hausse des prix

La Société nationale irakienne des pétroles a informé ses clients par télex, vendredi 26 septembre, qu'elle suspendait ses exportations de pétrole, invoquant les clauses dites de force majeure, l'Irak expliquant, selon la revue Middle East Economics Survey, que, « en raison de dégâts coûteux et de l'arrêt complet de la production, à partir de maintenant (...) sont suspendues jusqu'à nouvel avis les livraisons de toutes les quantités de pétrole brut irakien ». (L'aviation iranienne a bombardé, ces derniers jours, les puits pétroliers de Kirkouk et de Mossoul, au nord de Bagdad).

L'Irak était le second exportateur mondial. Avant le conflit, 3,2 millions de barils étaient envoyés chaque jour : les deux tiers à partir des ports du Golfe, le tiers restant étant acheminé par oléoduc vers la Méditerranée. Les combats faisant rage dans le Chah-El-Arab, l'Irak avait cessé, dès mardi, ses exportations à partir du Golfe. Mais ses responsables pétroliers espéraient alors accroître le débit des deux oléoducs méditerranéens. L'un (30 millions de tonnes par an) débouche à Gênes, en Turquie. L'autre comporte deux « bretelles ». La première (30 millions de tonnes par an) aboutit à Sanarys, en Syrie, la seconde (30 millions de tonnes par an) à Tripoli, au Liban. Mais elle était fermée depuis 1978 et depuis la guerre civile libanaise. Bagdad avait annoncé cette semaine son intention de remettre en service ce terminet de Tripoli. Une demande d'autorisation en ce sens avait été adressée aux autorités syriennes.

De tous les pays industrialisés, c'est la France qui dépend le plus de l'Irak pour son approvisionnement en pétrole : 23 % environ, soit une moyenne de 27 millions de tonnes par an. Le Japon enlevait 380 000 barils par jour, soit près de 20 millions de tonnes par an.

Comme l'Irak a cessé toute exportation depuis le début de la semaine, l'offre mondiale de pétrole brut s'est réduite maintenant d'environ 2,7 millions de barils/jour (3,2 millions pour l'Irak et 0,5 million pour l'Iran). Pour les vingt pays industrialisés membres de l'Agence internationale de l'énergie (A.I.E.) — dont la France ne fait pas partie, — qui importent en

moyenne 1,5 million de barils/jour d'Irak et 140 000 barils/jour d'Iran, le « trou » dans les importations atteint donc 7 %.

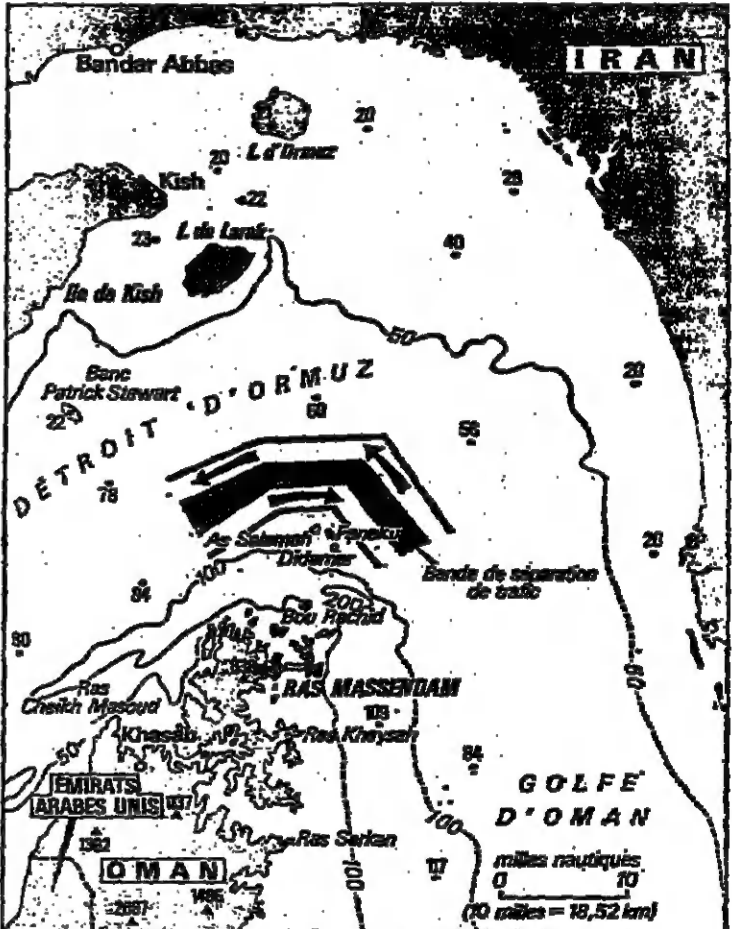
La situation, a indiqué un porte-parole de l'A.I.E., est sérieuse, mais, avec les stocks existants et le pétrole des tankers circulant sur la mer, il est tout à fait possible de réduire au minimum les effets de cette interruption. « Les stocks détenus par les pays industrialisés dans les cuves représentent, selon les experts, environ cent jours de consommation. Sur la mer, les tankers contiennent actuellement 60 millions de tonnes (dont 40 millions dans des navires ralentis volontairement à cause des excédents de pétrole). Les stocks français équivalent, en total, à une centaine de jours de consommation. Mais, n'étant pas membre de l'A.I.E., la France ne pourrait pas bénéficier du « plan de répartition d'urgence » prévu entre les membres de l'Agence, en cas de crise des approvisionnements.

Pour le moment, on ne semble donc pas craindre, dans les pays consommateurs, une réelle pénurie. D'autant que plusieurs pays membres de l'O.P.E.P., notamment l'Arabie Saoudite et le Venezuela, se déclarent prêts, compte tenu de la situation, à ne pas appliquer la décision prise, il y a quelques jours à Vienne, par l'Organisation, de réduire leur production de pétrole de 10 %.

Reste à savoir combien de temps durera le conflit entre l'Irak et l'Iran. Si les combats se poursuivent pendant plusieurs semaines, et si les dégâts causés aux installations pétrolières irakiennes sont graves, et si le conflit s'étend dans le Golfe, une pénurie réelle apparaît.

Quoi qu'il en soit, l'arrêt des livraisons irakiennes risque fort d'avoir pour première conséquence un retournement du marché pétrolier. Comme on l'a déjà vu lors de la « révolution » iranienne de 1979, l'équilibre de ce marché est précaire. Une réduction de l'offre de pétrole de quelques pour cent seulement suffit à faire flamber les prix. En Europe, sur le marché libre, les tarifs des produits raffinés, orientés à la baisse depuis des semaines, se sont brusquement redressés vendredi, les hausses allant de 3 à 10 %.

J.-M. Q.



Le passage des exportateurs dans le détroit d'Ormuz n'est pas limité aux seuls colons de circulation. Le pétrole de l'Arabie Saoudite, en effet, pour permettre aux plus gros pétroliers de passer à pleine charge dans la plus grande partie du détroit. Les colons de navigation ne sont pas obligés. Ils sont également membres de l'Organisation internationale des compagnies maritimes (O.I.C.M.) dans le cadre d'accords de circulation dans les détroits les plus fréquentés.

Ces colons commencent l'optimisme des routes d'Asie et de sortie du golfe Persique, en fonction du trajet le plus court (facteur d'économie pour la combustion et le temps) et du trafic très important (coût de sécurité). Plus qu'une obstruction matérielle due, le cas échéant, à un maître canal (ce qui est le cas du détroit de Panama), c'est le facteur psychologique (peur des équipages ou des armateurs) qui peut entraîner un arrêt du trafic dans le détroit.

### Le projet américain de conférence occidentale suscite des réactions mitigées

Le communiqué américain publié le vendredi 26 septembre a proposé l'organisation d'une conférence à six États-Unis, France, Grande-Bretagne, Italie, R.F.A. et Japon) sur la sécurité dans le détroit d'Ormuz.

« Nous avons consulté un certain nombre de pays amis sur les conditions des approvisionnements de pétrole et de la navigation internationale dans le Golfe. Étant données l'importance de réduire les conséquences économiques du conflit (entre l'Irak et l'Iran) sur la navigation internationale et les marchés mondiaux du pétrole, les États-Unis ont indiqué qu'ils pourraient accueillir une réunion pour discuter de ces problèmes s'il en était besoin. Toutefois, aucune réunion de ce genre n'a été décidée. »

La Grande-Bretagne, pour sa part, s'est déclarée favorable à la constitution d'une force internationale dans la région du Golfe. Partant, avant la mise au point américaine, M. Hunt, ministre adjoint au Foreign Office, a déclaré à une association de femmes conservatrices : « La Grande-Bretagne soutient le plan des États-Unis pour le déploiement rapide d'une force près du Golfe, prête à intervenir au premier signe d'une intervention dans une région où la confiance est la condition du succès. Depuis que la Grande-Bretagne a cessé d'être le « gardien du Golfe »,

il y a neuf ans, les gouvernements britanniques ont œuvré pour la coopération dans le Golfe afin d'y installer la confiance. » Le premier ministre australien, M. Fraser, a indiqué que les États-Unis avaient demandé officiellement à son pays (qui ne figurait pas sur la liste publiée à Tokyo) s'il était prêt à participer à une opération de maintien de la paix dans le golfe Persique. « J'ai indiqué que c'est une chose qui intéresse principalement les puissances européennes », a précisé M. Fraser.

A Bonn, en revanche, au cours d'une conférence de presse, le chancelier Schmidt a déclaré qu'il n'avait pas connaissance de conversations en vue d'organiser une force navale pour assurer la liberté du détroit. M. Schmidt a précisé que, « pour l'instant », les Occidentaux ne considéraient pas qu'une « menace réelle » pèse sur cette voie maritime essentielle.

« Les États-Unis maintiennent « par précaution » des bombardiers de type A-10 et des ravitailleurs en vol aux Açores, a-t-on indiqué, vendredi 26 septembre, de source proche du commandement américain de la base américaine-portugaise dans l'archipel. Dix avions d'attaque au sol A-10 et sept Boeing-707 équipés pour le ravitaillement en vol, qui ont participé en Europe aux récentes manœuvres de l'OTAN, n'ont pas quitté leurs bases aux États-Unis et restent stationnés aux Açores. — (A.F.P.)

Le Monde

publié dans son prochain numéro

- ÉLECTIONS SÉNATORIALES : Résultats complets et commentaires.
- ÉLECTIONS EN R.F.A. : « Le combat des chefs », début d'une enquête de B. Brigouleix.
- IDÉES : La rentrée universitaire : régression ou chance à saisir ?
- ILE-DE-FRANCE : Loisirs des jeunes.
- ÉCONOMIE : Démographie asiatique : un milliard d'Indiens en l'an 2000 ?

### A QUI PROFITE L'EXPLOSION AU PROCHE-ORIENT.

LA GRANDE PEUR DES OCCIDENTAUX

LE NOUVEL observateur CETTE SEMAINE L'HISTOIRE BOUGE. LE NOUVEL OBSERVATEUR AUSSI



## L'opposition iranienne en exil semble trop divisée pour tirer le meilleur parti de la situation

Pour la première fois depuis la proclamation de la République islamique au printemps 1979, la radio et la télévision iraniennes ont joué vendredi l'ancien hymne national, non pas celui du chah, mais celui qui, sous la monarchie, avait la préférence des nationalistes parce qu'il chantait la gloire de « l'éternel Iran » et non celle du monarque. Cet hymne avait été pratiquement interdit par l'imam Khomeiny qui, lui aussi pour la première fois, a lancé un appel à l'union sacrée, non pas au nom de l'islam, mais au service de l'Iran pour contraindre l'envahisseur israélien.

A Paris cependant, l'offensive de Bagdad provoque un sursaut chez certains exilés : « Ce n'est pas par hasard, disent-ils, que Saddam Hussein a mis son avion à l'abri à l'entrée de la Jordanie et que son armée donne l'impression d'avoir manqué son opération éclair. Si elle pousse, c'est pour mieux immobiliser l'armée iranienne. Il s'agit d'une opération de diversion destinée à préparer le terrain à une offensive des forces de l'opposition qui attendent le signal qui leur sera donné au jour J. » Selon d'autres, ces troupes auraient déjà pénétré en Iran en profitant des abîmes de fixation constitués par les forces irakiennes autour d'Ahvaz et en divers points de la frontière.

Depuis quelques jours, les informations parfois contradictoires circulent à ce sujet. Le Times de Londres annonce qu'un groupe d'officiers en exil, sous la direction du maréchal Aryana, estimant que le régime Khomeiny va s'effondrer inévitablement, s'apprête à attirer un avion pour Téhéran. Ancien chef d'état-major limogé par le chah en 1969 pour avoir mal organisé la riposte aux attaques de l'armée irakienne, le maréchal, presque octogénaire, n'a pas grand crédit dans les différents courants de l'opposition qui a sollicité plus qu'il ne l'ont mis en avant.

### L'armée du général Oveissi

Plus sérieux est le général Oveissi, qui, selon le Times, viendrait de regagner l'Irak, venant des États-Unis, pour prendre la tête de 5 000 soldats irakiens. Selon l'hebdomadaire Stern de Hambourg, c'est de 45 000 hommes entraînés par une douzaine d'officiers dans vingt camps, situés le long de la frontière iranienne, qu'il disposerait et de 25 000 autres éparpillés dans les environs du Golfe, en particulier Bahrein et Oman, et de 3 000 autres encore cantonnés à Caïro. Tous attendraient les ordres du Q.G. parisien, d'où le général coordonnerait les préparatifs. Les prochains jours ou les prochaines semaines montreront le crédit qu'il convient d'accorder à ces assertions.

Selon des opposants bien informés, il est très difficile d'avancer des chiffres précis, de même qu'il serait pratiquement impossible d'évaluer l'importance numérique des différents courants, car beaucoup de militaires forment une « masse flottante » qui oscille entre plusieurs chefs de file et à

des allégeances multiples ou successives. Ainsi, tels officiers fidèles aux Pahlavi, proposent aussi leurs services à l'ancien premier ministre, M. Chapour Bakhtiar, dans la mesure où ils estiment que c'est lui qui a le plus de chances de restaurer la dynastie. D'autres, en revanche, favorables à M. Bakhtiar en tant que chef nationaliste, menacent de lui retirer leur appui s'il envisageait une restauration plutôt que la proclamation d'une république démocratique.

Pour s'y retrouver dans cet imbroglio, il faut considérer l'armée telle qu'elle se présentait à la chute de la monarchie en février 1979. Les forces d'élite — 50 000 à 60 000 hommes — appartenaient, dans l'armée de terre, à la garde impériale et aux commandos parachutistes. Dans l'armée de l'air, au corps des pilotes de chasse et aux Homafars (techniciens formés aux États-Unis), et dans la marine au contingent des officiers marins. Beaucoup — mais on ignore combien au juste — ont réussi à émigrer tandis que d'autres se cachent en Iran. Dans l'ensemble, ils sont dévoués à l'ancien régime.

A cette force d'élite il convient d'ajouter les officiers professionnels de l'infanterie, des blindés et des services techniques qui étaient généralement hostiles à l'imam Khomeiny sans être nécessairement des inconditionnels du chah. Il existait en effet parmi eux une proportion appréciable de nationalistes et de monarchistes qui se sont ralliés à M. Bakhtiar.

Oveissi est à Bakhtiar ce que Behechti est à Bani Sadr, disent certains exilés, pour souligner les divergences qui existent tant au sein du pouvoir que dans l'opposition, en déclarant que l'on présente parfois cette dernière comme un bloc alors qu'elle est plus divisée que jamais. Les partisans de l'ancien premier ministre admettent qu'il a eu des contacts avec le général Oveissi, mais ils affirment qu'ils n'ont pas grand-chose en commun.

Selon eux, celui qui fut surnommé le « boucher de Téhéran » est également en contact avec les Pahlavi, mais comme Bakhtiar, il conclurait des alliances tactiques pour mieux conquérir le pouvoir à son seul profit. Ils rappellent que cet homme d'ordre est originaire de Chiraz et que, en dépit de la rigueur dont il a fait preuve « au service de l'État », c'est un musulman croyant et pratiquant qui, de ce fait, pourrait espérer rallier les religieux si l'ancien régime venait à s'effondrer. En somme, entre les trois courants, il n'y a pas alliance mais compétition.

### Le « clan des Pahlavi »

Toujours sur le plan militaire, il faudrait compter avec quelque 20 000 à 30 000 Kurdes armés prêts à vendre leurs services, mais qui, en dernier ressort, sont Kurdes avant tout et versent une partie de leur argent au mouvement nationaliste. Enfin, les quelque 60 000 agents de la SAVAK de mesurent la grande inconnue. Cer-

tains ont été éliminés, d'autres récupérés par le régime. Dans la masse restante, les uns ont rejoint M. Bakhtiar et les autres le général Oveissi ou les Pahlavi sans qu'on sache dans quelle proportion.

Sur le plan politique, les monarchistes se divisent en trois groupes : celui des « anti-pahlavistes » qui souhaitent la restauration de la dynastie des Qadjars. Ils sont peu nombreux. Le « clan des Pahlavi » comprend lui-même deux groupes : celui de la princesse Ashraf, fille de la princesse Asrat, soutenue par de jeunes officiers qui publient l'hebdomadaire Iran Libre et estime que la famille devrait gouverner à nouveau, et celui de l'ancienne impératrice Farah Diba, dont le représentant à Paris, l'ancien ministre Rouzbeh Nafar, estime le Front de libération de l'Iran est favorable à une monarchie constitutionnelle au sein de laquelle pourraient collaborer républicains et monarchistes.

La gauche non communiste regroupe, elle, des anciens du Front national, héritiers de Moudjahid, des éléments du M.L.I. (Mouvement de libération de l'Iran) et l'ancien premier ministre Mehdi Bazargan, des socialistes-démocrates et aussi des Basajia. Les commerçants du Bazar, qui avaient soutenu le fond Khomeiny, ont évolué depuis et nombre d'entre eux sont passés à l'opposition ou soutiennent l'ayatollah Chariat Madari depuis que le régime, sous l'impulsion du président Bani Sadr, a nationalisé le commerce extérieur, les empêchant ainsi d'importer directement et de faire de substantiels bénéfices.

### « Dans les fourgons de l'armée irakienne »

Ces opposants se retrouvent soit dans la mouvance populaire pour la libération de l'Iran, soit dans l'union pour la liberté, dont les membres sont prêts à coopérer avec M. Hassan Nasrallah, mais refusent, en revanche, toute alliance avec M. Bakhtiar, qu'ils estiment trop compromis avec l'ancien régime.

Pourtant, depuis quelque temps, les rapports se sont considérablement détériorés entre l'ancien premier ministre et les forces d'opposition. Une rapide visite en Égypte, dont on ignore l'objet — et les Pahlavi. Ces derniers laissent entendre qu'il est « pénible » d'être en exil, mais ils n'ont pas l'intention de rentrer en Iran dans les fourgons de l'armée irakienne. Les amis de M. Bakhtiar rétorquent avec surprise que ces nationalistes ne sont pas des monarchistes.

Le début de l'été, des opposants affirmèrent à Paris : « Dans trois ou quatre mois il y aura un soulèvement en Iran et le régime des mollahs s'effondrera. » En déclarant leur intention de rentrer en Iran, ils déclarent qu'ils ne veulent pas d'une « union sacrée » avec les forces irakiennes entendantes manifestement favorables à un tel effacement, bien que les rares nationalistes en Iran ne doutent pas le sentiment que les populations des provinces qui réclamaient avec vigueur l'autonomie, notamment au Kurdistan et au Khuzestan, n'ont pas profité de l'occasion — du moins jusqu'à ce jour — pour se soulever massivement. On a, au contraire, l'impression que le mouvement islamique a refait l'union autour de lui, alors que, à l'étranger, les oppositions demeurent particulièrement divisées.

PAUL BALTA.

● M. Chapour Bakhtiar a affirmé qu'il avait l'intention de former un gouvernement en exil, au cours d'une interview vendredi soir 28 septembre à l'Antenne 2.

L'ancien premier ministre iranien a ajouté qu'il ne formerait pas un gouvernement en France, à l'exception de la possibilité qu'il n'aurait pas de prendre une telle initiative si son gouvernement ne devait être reconnu que par les Irakiens, ajoutant qu'il devrait bénéficier d'un consensus d'un grand nombre de pays, surtout parmi les voisins de l'Iran.

Il a également mentionné, parmi ceux qui devraient approuver sa décision, « les pays d'Europe, s'ils cessent de fuir avec Khomeiny comme ils le font depuis un an ».

« Si les militaires étaient libres en Iran, nous sur dix seraient de mon côté. Non pas tant par sympathie pour moi, mais parce que c'est Khomeiny qui les élimine, les tue, les met en prison », a poursuivi l'ancien premier ministre.

« J'ai l'impression que c'est la fin de Khomeiny qui est proche », a conclu M. Bakhtiar.

LE MONDE met chaque jour à la disposition de ses lecteurs des publications d'actualité et d'information. LES BUREAUX de vos journaux.

## PROCHE-ORIENT

### Egypte

#### DIX ANS APRÈS LA MORT DE NASSER

## Le rais continue d'exercer seul la totalité du pouvoir

Le 28 septembre 1970 mourait Gamal Abdel Nasser, épais à cinquante-deux ans par dix-huit années de combats politiques. Ainsi disparaissait brusquement, sans laisser d'héritier, ni d'institutions susceptibles d'en désigner un sans remous, celui dont « tout en abhorrant le despotisme, on ne pouvait pas ne pas admirer le génie » (1).

Celui des égyptiens qui, dix jours plus tard, fut choisi sans tumulte par ses rivaux pour prendre la succession du grand homme passait alors pour la moins forte personnalité de la classe d'officiers libéraux qui, en 1952, avaient renversé le roi Farouk. Coubilant que, pour ne pas s'éloigner des marches du pouvoir, M. Anwar el Sadate avait été le seul proche de Nasser à accepter sans broncher, durant plus de trois lustres, les foudres et les vexations de ce dernier, chacun crut à l'époque, y compris les Soviétiques et leurs amis égyptiens, que le nouveau rais serait éphémère.

Dix ans après, le successeur de Nasser est à la tête de l'un des régimes du tiers-monde qui paraît le moins exposé et, sans ôter du cœur de la majorité des Égyptiens le souvenir de celui qui, à ses yeux, « fit régner la haine » (2) sur l'Égypte de 1953 à 1970, il a réussi sans trop de peine à faire approuver largement par le peuple une politique en bien des points opposée à celle de son prédécesseur.

Aussi ses adversaires parmi les dirigeants arabes, à Moscou ou en Égypte, même, peu nombreux, restent-ils dans une attitude de réserve, et d'être l'artisan d'une « restauration déguisée ».

### De la « victoire d'octobre » à la « paix séparée »

Octobre 1970 à octobre 1973, les trois premières années, celles de la déraison, furent terribles pour le nouveau président, qui ne parvenait pas à se faire entendre au sérieux par ses concitoyens. « Golda Meïr nous fait mourir de peur mais Anouar Bey nous fait mourir de rire ! » Pourtant, l'air de rien, le 15 mai 1971, il élimina de la scène politique les nationalistes pro-soviétiques et, en juillet 1972, il congédiait les experts militaires de Moscou, tout en obtenant par ce geste, au nom du traité de coopération avec l'Union soviétique du 27 mai 1971, que l'U.R.S.S. lui livrât les armes soviétiques qu'elle avait refusées à Nasser.

Ainsi, la guerre du Ramadan (ou de Kippour), déclenchée (3) à la stupéfaction générale le 6 octobre 1973, vit-elle sur le canal de Suez la première défaite des Israéliens. Cette victoire, militairement sans lendemain, mais obtenue par une armée exempte de conseillers étrangers, lavait pour tous les Égyptiens la honte de la défaite de la guerre de six jours, en juin 1967.

Muni d'un blanc-seing par l'Égypte entière en liesse, « le héros de la guerre », de longue date administrateur de l'Occident, put mettre enfin en œuvre sa « politique intérieure et extérieure ». Du jour au lendemain, il tourne le dos aux Soviétiques et se rapproche des « impérialistes » d'outre-Atlantique, tandis que la V<sup>e</sup> République, le chah d'Iran et le roi Fayçal d'Arabie paraissent volontiers le retour de l'Égypte, ex-République arabe unie, dans la mouvance occidentale.

Dans un pays psychologiquement défendu, aux prisons enfin vides ou presque et aux frontières rouvertes, le libéralisme économique eut de nouveau droit de cité. Cependant, ni les deux retraités palestiniens au Sinaï en 1974 et 1975, ni la réouverture triomphale du canal de Suez en juin 1975 ne purent faire oublier l'enlèvement du règlement de paix avec l'État juif et l'impétuosité d'une population frappée par une inflation de 15 à 25 % par an non accompagnée d'une hausse adéquate des salaires.

On peut donc soutenir, qu'en partie au moins, l'idée de son voyage à Jérusalem par lequel le rais stupéfia la planète en novembre 1977, est née des violentes émeutes qui, en janvier 1978, avaient secoué la capitale égyptienne et les principales villes du pays. L'armée chargée de la guerre d'octobre dut alors tirer sur la foule pour rétablir l'ordre.

Les réticences d'Israël qui, après tout, avait en le dernier mois sur le terrain, en octobre 1973 et qui, malgré sa supériorité militaire au Proche-Orient, était resté en proie à de sérieux soucis de sécurité, firent que le beau rêve égyptien d'une paix et d'une réconciliation israélo-arabe est devenu un simple traité israélo-égyptien sous l'égide américaine, à Washington, le 26 mars 1979, après avoir été préparé au sommet américain-égypto-israélien de Camp David en novembre 1978.

Bien que Le Caire ait donné depuis témoignage de sa volonté de ne rien ôter sur les droits territoriaux des Palestiniens, les gouvernements arabes maintiennent le régime égyptien en quarantaine pour cause de « paix séparée ».

S'il y a comme un air de « restauration » dans la politique du second rais, c'est peut-être avant tout parce que l'Égypte de 1970 comportait plus d'un trait commun avec la France d'après la Seconde Guerre mondiale. Napoléon I<sup>er</sup> en 1814-1815. Les deux pays étaient vaincus, amoindris, épuisés, soumis à un système de police. Dix ans après, l'Égypte de 1980, comme la France de 1825, jouit de la paix sans occupation étrangère ou quasiment (4), elle est dotée d'un régime plus respirable et elle commence à se soucier de son bien-être.

Rien ne dit pourtant que sur ce dernier plan l'Égypte soit promise à la même réussite que la France du dix-neuvième siècle. Le nouveau capitalisme sadatien — lequel, notons-le, n'a répudié ni l'œuvre de Nasser, ni la réforme agraire (42 hectares par habitant pour chaque couple et ses enfants mineurs), ni l'industrie d'État — risque fort, en effet, d'être victime, comme le fut le socialisme nassérien, de la paralysante sclérose égyptienne.

Cette calamité ainsi que la suspension depuis 1979 de l'aide publique arabe ont été jusqu'à présent compensées par l'euphorie financière, au rais assez peu équilibrée, due aux envois des 1 800 000 Égyptiens expatriés (environ 10 milliards de francs libérés en 1980) et l'aide annuelle occidentale d'un montant compensable (50 milliards de francs en 1980) soit près du triple qu'il y a cinq ans que des revenus du canal de Suez, passés en trois ans de 1 milliard de francs à plus de 2,5 milliards de francs en 1980) et de ceux du

tourisme (qui représenteront cette année à peu près la même somme que la canal grâce à l'augmentation du nombre des touristes occidentaux et au retour d'une partie des estivants arabes).

Ces sommes sont littéralement englouties par des importations inconsidérées, tandis que le gouvernement n'a à son actif en dix ans que deux réalisations économiques vraiment importantes : le complexe d'aluminium de Nag-Hammadi, en Haute-Égypte, au reste construit avec le concours soviétique, et la reconstruction de la zone du canal, où un millier de personnes ont été réinstallées. Les investissements à l'étranger de l'Occident ne sont pas encore venus, à l'exception de celui, quasi certain, de la firme française de pneumatiques Michelin (400 millions de francs).

L'effacement délabrément de la capitale, où s'entassent près du quart des quarante-deux millions d'Égyptiens, n'a reçu qu'un insatisfaisant début de solution avec le projet d'une dizaine de villes nouvelles dans les déserts libyque et arabique. Le Grand-Caire et aussi Alexandrie (trois millions d'âmes) restent des poudrières où la popularité du chef de l'État a de plus en plus tendance à être inversément proportionnelle aux variations des prix des denrées de grande consommation.

### L'absence de véritables institutions

L'avenir, immédiat ou lointain, de l'Égypte paraît enfin obscur par l'absence de véritables institutions. Sous Sadate comme sous Nasser, tout le poids d'un pouvoir littéralement pharaonique repose sur les épaules, sur la santé d'un seul homme. S'il disparaît, c'est l'inconnu, le chaos, de heurts successifs. Ni le gouvernement, ni le Parlement, ni les partis n'ont d'influence réelle. Il n'y a pas de dauphin désigné, malgré les classes appliquées du général d'aviation Hosni Moubarak, nommé vice-président de la République en avril 1976 et élu aujourd'hui de cinquante-deux ans l'armée, bien qu'apparemment dépolitisée et satisfaite, demeure au fond une énigme. Rien ne garantit la pérennité de l'appareil chimique plus libéral inséparable dans son pays par le « héros de la paix ».

L'inquiétude du lendemain s'est encore accrue, au cours des dernières années, avec la réapparition parmi la jeunesse d'un radicalisme islamique, que Farouk et Nasser combattirent, mais que le président Sadate crut bon, au début de son règne, de favoriser pour prévenir un hypothétique danger communiste. Depuis, les nouveaux « Frères musulmans » veulent de leurs propres mains le bilan qu'ils tracèrent, eux, de la décennie écoulée et tout aussi négatif que celui qu'ils dressèrent de la période nassérienne, durant laquelle ils furent éliminés ou réduits à l'état de « qu'il faut aujourd'hui se développer à peu près librement dans des centaines de mosquées, par voie de casseries et à travers une dizaine de publications, leurs thèmes de refus et de violence.

Face à cet assaut qu'il alimentent naturellement la surpopulation (5) et l'insatisfaction sociale, l'Égypte attend maintenant de voir ce qu'Anouar el Sadate entreprendra pour essayer de garantir la survie de ses réalisations, à commencer par la principale d'entre elles : la paix avec Israël.

J.-P. PERONCEL-HUGOZ.

- (1) Phrase écrite par Chateaubriand à propos de Napoléon I<sup>er</sup>.
- (2) Anouar el Sadate, A la recherche d'une identité : histoire de ma vie - Fayard 1978.
- (3) Le même jour, la Syrie, de concert avec l'Égypte, prenait l'offensive sur le Golan.
- (4) Le dernier tiers du Sinaï (20 000 km<sup>2</sup>) doit être évacué par Israël au plus tard au printemps 1982.
- (5) De 1967 à 1980, le nombre des Égyptiens est passé de 30 millions à 42 millions.

● Le parti national démocrate (P.N.D., du président Sadate) a remporté jeudi 25 septembre les quarante sièges à pourvoir au cours du premier tour de scrutin pour l'élection des membres de l'Assemblée consultative. La victoire « totale » du P.N.D. (trois cent quarante-cinq députés sur trois cent soixante-dix) sur le parti des libéraux socialistes (deux députés) — seule formation de l'opposition à avoir participé aux élections — rend inutile un deuxième tour de scrutin. Le rais devra nommer soixante-dix membres d'ici le 7 octobre, date de la première réunion de l'Assemblée consultative dont le mandat est de six ans. — (Corresp.)

## LA « GUERRE DES KURDES » A FR 3

### « L'ennemi intérieur » des deux belligérants

Tourné peu avant le début des hostilités, mais à l'écart des hostilités, le « petit groupe des « guérilleros », autour de sa rone, puis les rone survivants du raid dévastateur, le village qu'on voit vivre au petit matin et qui n'est plus au soir qu'un amas de ruines fumantes. Du côté iranien de la frontière, un porte-parole des marxistes-léninistes du Komala, dans Mahabad encerclés par les chars de l'imam, va jusqu'à dire : « Nous avons vu que le temps fort de l'opposition était sous le chah, mais sous Khomeiny c'est pire. » C'est Khomeiny qui nous a imposé cette guerre », affirme, pour sa part, le cheikh Azzadine Hussaini, grand vieillard à la voix brisée, qui est de plus en plus dépendant des militants du Komala, du moins pour sa sécurité, et leur concède qu'il approuve « l'esprit économique du socialisme ».

Opposés sur tout, les deux régimes rivaux de Bagdad et de Téhéran s'accrochent sur le refus de toute autonomie à leurs Kurdes. Ceux-ci poursuivent, sans grand espoir, un combat toujours aussi résolu pour le « peuple attaqué de partout et opprimé par ceux qui se sont partagé son territoire ».

En a ajouté la juxtaposition amoureuse des images « avant » et « après » : le petit groupe des « guérilleros », autour de sa rone, puis les rone survivants du raid dévastateur, le village qu'on voit vivre au petit matin et qui n'est plus au soir qu'un amas de ruines fumantes. Du côté iranien de la frontière, un porte-parole des marxistes-léninistes du Komala, dans Mahabad encerclés par les chars de l'imam, va jusqu'à dire : « Nous avons vu que le temps fort de l'opposition était sous le chah, mais sous Khomeiny c'est pire. » C'est Khomeiny qui nous a imposé cette guerre », affirme, pour sa part, le cheikh Azzadine Hussaini, grand vieillard à la voix brisée, qui est de plus en plus dépendant des militants du Komala, du moins pour sa sécurité, et leur concède qu'il approuve « l'esprit économique du socialisme ».

Opposés sur tout, les deux régimes rivaux de Bagdad et de Téhéran s'accrochent sur le refus de toute autonomie à leurs Kurdes. Ceux-ci poursuivent, sans grand espoir, un combat toujours aussi résolu pour le « peuple attaqué de partout et opprimé par ceux qui se sont partagé son territoire ».

P.-J. F.

**A QUI PROFITE L'EXPLOSION AU PROCHE-ORIENT.**

LA GRANDE PEUR DES OCCIDENTAUX

LE NOUVEL **observateur** CETTE SEMAINE L'HISTOIRE BOUGE. LE NOUVEL OBSERVATEUR AUSSI



## L'ancien syndicat et le nouveau concluent un accord pour la gestion des fonds sociaux dans les chantiers navals

• *Journal of Management Education* 31(10):1033-1044



# La Fédération du Nigéria vingt ans après l'indépendance

**Le retour  
au régime civil  
espoir et modèle  
pour l'Afrique noire**



treize ans de dictature militaire, les Nigériens ont commencé, lentement mais sûrement, à refaire l'apprentissage de la vie parlementaire. La réussite de la II<sup>e</sup> République nigérienne est importante non seulement pour le peuple nigérien lui-même, mais aussi pour l'ensemble des Africains, qui observent avec intérêt une évolution qui peut être pour eux à la fois un thème d'inspiration et un modèle.

Dossier réalisé par PHILIPPE DECAENE

Du fait de l'importance de sa superficie, de sa population, de ses ressources économiques, la Fédération du Nigéria est considérée comme le « géant » de l'Afrique. Beaucoup des dix-neuf États qui la composent sont plus peuplés que certaines Républiques voisines. Cet immense ensemble fait figure de sous-continent et constitue un pôle d'attraction politique considérable (1).

D'autre part, les Nigériens représentent un marché d'une exceptionnelle étendue, et tous les États du monde industrialisé, de la Grande-Bretagne aux États-Unis, du Japon à la République fédérale d'Allemagne, multiplient les efforts pour s'y implanter commercialement.

La véritable manne financière que rapporte l'exportation annuelle de 100 millions de tonnes de pétrole ouvre des possibilités sans égales ailleurs en Afrique noire aux produits manufacturés en provenance des usines européennes, américaines et asiatiques.

En revanche, de puissants courants centrifuges parcourent cet univers, qui se caractérise par l'extrême diversité de ses particularismes religieux, ethniques, linguistiques, culturels et politiques. A tout moment, ces courants peuvent s'affronter de manière sanglante, comme ce fut le cas durant la guerre civile nigéro-biafraise, terrible épreuve que les Nigériens sont parvenus à surmonter rapidement.

Après de nombreux soubresauts internes, une série de quatre putschs successifs accompagnés de nombreux assassinats politiques,

(1) Le Monde daté 12-13 octobre prochain publiera un second supplément sur la Fédération du Nigéria.

## Une histoire mouvementée

COMME pour tant d'autres pays d'Afrique, l'indépendance du Nigéria fut proclamée en 1960, le 1<sup>er</sup> octobre. Trois régions sont alors placées sous l'autorité d'un gouvernement, avant que, le 15 juillet 1963, une autre consultation approuve la création du Centre-Ouest. 1963 verra aussi l'instauration de la République. Le 30 décembre de la même année, des élections générales ont lieu. Elles se déroulent dans la confusion en raison

de la fédération. Le 7 janvier 1964, un gouvernement d'union nationale est constitué. Il est présidé par Abubakar Tafawa Balewa, premier ministre sortant. Les élections se multiplient, favorisant l'exécution de coups d'État grâce auxquels les militaires se maintiennent au pouvoir, pendant treize ans, avant de céder la place aux civils.

Durant cette période, quatre généraux présideront aux destinées du Nigéria. Les deux premiers — A. Ironsi et Y. Gowon — ne parviendront pas à maîtriser les graves problèmes que le pays doit affronter. Avec les deux autres — M. Muhammed et O. Obasanjo — le Nigéria entrera progressivement dans une phase de retour à la normale qui aboutira à une complète « civilisation » du régime.

Le sang n'a été signalé. Le pays est calme. Le colonel Garba s'est rapidement effacé devant le général Murtala. Rofai Muhammed, ancien ministre des communications, a été nommé président. Le succès du putsch paraît résulter d'une triple crise. D'ordre politique d'abord, en raison du « découpage » de 1967. D'ordre économique également, le Nigéria est entré trop vite dans le monde de l'abondance.

(Lire la suite page 5.)

## Une des grandes démocraties du monde

LE dira-t-on jamais assez ? Il y a, en Afrique noire, le Nigéria... et les autres. Un an après le retour des civils au pouvoir, la vie politique nigérienne compte un monde unique, hors des normes du continent. Institutions, comportements et mœurs : tout y est singulier, incomparable, surprenant. Un système fédéral et présidentiel, dont les rouages encore mal rodés sont largement empruntés au modèle américain : président, vice-président, Sénat et Chambre des représentants, tous issus du suffrage universel. Un multipartisme

authentique où cinq formations s'emparent avec fougue, le plus souvent à deux contre trois. Une justice sans cesse sollicitée, fière de son indépendance fraîchement reconquise et qui joue un rôle temporellement. Une presse multiple (quatorze quotidiens), inclusive, impertinente, voire irresponsable. Autant de traits inédits sur un continent si peu respectueux des libertés et où les pouvoirs en place s'emparent trop souvent d'étouffer chaque voix discordante.

Un fait demeure pourtant essentiel : le plus riche et le plus puissant pays d'Afrique a choisi le chemin de la liberté. Il y a un an, beaucoup s'étonnaient des doutes, des sautes d'humeur, sur l'aptitude du régime civil à consolider son assise dans un pays vaste, complexe, hétérogène, longtemps réputé ingouvernable. Cette démocratie à l'essai, prédisaient-ils, octroyée par un quartier de généraux, sombrerait bien vite dans le chaos et la division. Or, aujourd'hui, ce scénario pessimiste n'est plus guère évoqué. Les Nigériens sont les premiers à croire aux chances de survie de la II<sup>e</sup> République. Sans doute les sceptiques avaient-ils sous-estimé plusieurs facteurs positifs : la minutie précautionneuse qui avait présidé à l'aménagement de la transition, la bonne acclimatation des nouvelles institutions fédérales au contexte nigérien, le pragmatisme sage du président Shehu Shagari, homme de rassemblement en quête d'un consensus, et surtout la hantise de l'échec, qui pousse les dirigeants politiques de tous bords à rechercher le compromis afin que le système fonctionne.

Un rude apprentissage Mais l'apprentissage est rude. Première difficulté : le gouvernement fédéral est une coalition. D'un côté le parti national du Nigéria (N.P.N.) de M. Shagari, vainqueur des élections générales de juillet 1978 ; de l'autre le parti populaire du Nigéria (N.P.P.) arrivé en troisième position et que dirige M. Nnamdi Azikiwe. Le premier exprime les vœux de l'établissement ; le second représente, pour l'essentiel, la communauté Ibo des États de l'Est.

(Lire la suite page 12.)

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

par EDMOND JOUVE (\*)

des antagonismes politiques et sociaux qui affectent les grands partis. Le Nigeria National Alliance (N.N.A.), majoritaire dans le Nord, l'empêche. Mais ce succès est lourd de menaces pour

### Le gouvernement des militaires (1966-1979)

● L'ANCIEN RÉGIME (1966-1975). — Le 15 janvier 1966, le général Aguiyi Ironsi, l'original de l'Est, prend la tête du gouvernement après la disparition du premier ministre fédéral, du premier ministre de la région du Nord et l'éviction du chef de l'État, M. Akiwumi. Six mois plus tard, le lieutenant-colonel Yakubu Gowon succède au pouvoir, à la suite de l'assassinat de son prédécesseur par des officiers musulmans, le 29 juillet 1966. Les conditions de son arrivée aux affaires, la politique menée depuis 1966, avaient valu au chef de l'État l'hostilité d'une partie importante des populations du Nord. Il est vrai qu'il s'était rapidement employé à réduire leur hégémonie. Le 27 mai 1967, la fédération était passée de quatre à douze États membres.

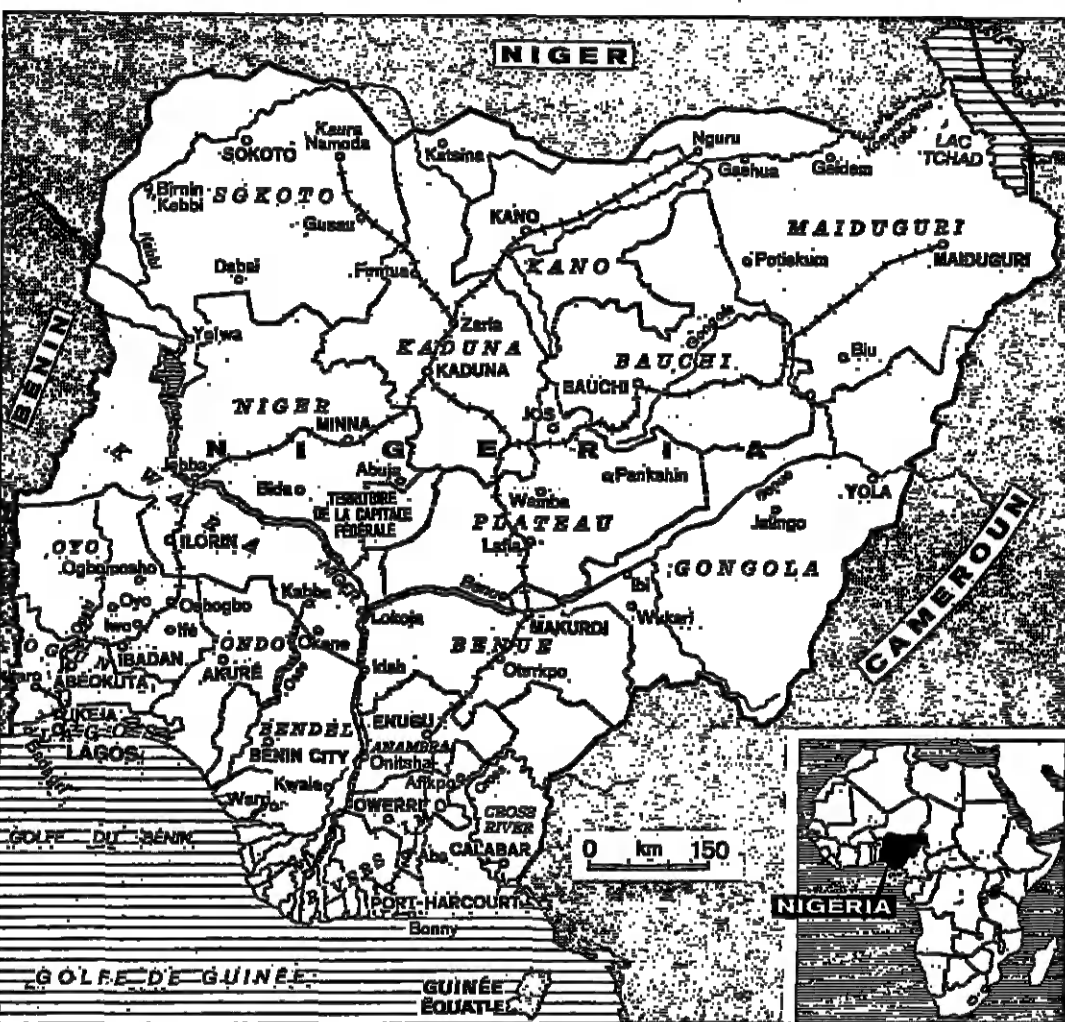
La région de l'Est est alors divisée en trois, celle du Nord en six. Les Ibos, qui se voient attribuer un territoire sans accès à la mer, s'insurgent contre cette décision. La sécession du Centre-Est, baptisée « République du Biafra », devient effective le 30 mai 1967. Le colonel O. Ojukwu, ancien gouverneur militaire de ce territoire, en prend la direction. Le général Gowon décrète le blocus et, le 1<sup>er</sup> juillet 1967, il ouvre les hostilités. Il faudra attendre plus de deux ans et demi pour assister à la fin de la guerre meurtrière du Biafra (un million de morts, selon certaines estimations) et à la victoire des troupes fédérales, le 16 janvier 1970.

La rébellion réduite, le chef de l'État fera tout pour éviter massacres et règlements de comptes. Placé à la tête d'un Conseil militaire suprême composé des gouverneurs militaires des douze États, il promet, dès 1970, de rétablir la démocratie et de lever l'inter-

diction des activités politiques. Le 1<sup>er</sup> octobre 1974, il fait machine en arrière, en raison, dit-il, « des signes de révolte politiques ». Il s'engage à lutter contre la corruption et à prendre des mesures en faveur de l'agriculture. Mais il est trop tard. Ces promesses ne parviennent pas à apaiser les inquiétudes et à empêcher sa mise à l'écart, le 29 juillet 1975. Sonne alors l'heure du colonel Garba. Bénéficiaire de la confiance du général Gowon, il commande la brigade des gardes chargés de sa protection.

Le pays, dont le chef de l'État vient d'être destitué, souffre de graves faiblesses. L'exploitation des ressources minières, et notamment du minerai d'étain, stagne. Les productions vivrières végètent. L'élevage est peu productif. Le cours du cacao est en baisse. Le chômage se développe. Au même moment, il est vrai, les revenus du pays connaissent une forte croissance. A la veille de la guerre civile, en 1966, la production pétrolière s'élevait à quelque 20 millions de tonnes. Elle passait à 26 millions de tonnes en 1968, à 33 millions en 1970, à 38 millions en 1972, à 112 millions en 1974. Le Nigéria, pays membre de l'O.P.E.P., est alors le huitième producteur mondial de pétrole. D'où, en 1974, un excédent de sa balance commerciale de plus de 4 milliards de nairas. Son produit national brut croît de façon considérable. Une aussi brusque augmentation des revenus favorise une large corruption, aggravée encore par l'incapacité de l'administration à gérer efficacement cette énorme masse budgétaire. Ces facteurs ne seront pas étrangers au coup d'État du 29 juillet 1978.

Le général Gowon assiste à la conférence des chefs d'État et de gouvernement de l'O.U.A. à Kampala lorsqu'il apprend sa destitution. Aucune effusion de

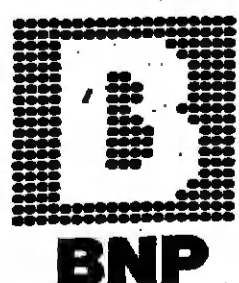


### LES DIX-NEUF ÉTATS FÉDÉRÉS

	Capitales	Population	Partis dom.	ETATS	Capitales	Population	Partis dom.
NORD				SUD-OUEST			
Sokoto .....	Sokoto	4 538 787	N.P.N.	Lagos	Ikeja	1 443 568	U.P.N.
Kaduna .....	Kaduna	4 098 206	(P.F.P.)	Oyo	Ibadan	5 208 884	U.P.N.
Kano .....	Kano	5 774 840	P.F.P.	Ondo	Akure	2 128 690	U.P.N.
Bauchi .....	Bauchi	2 431 226	N.P.N.	Ogun	Abeokuta	1 530 960	U.P.N.
Borno .....	Maiduguri	2 997 090	G.N.P.F.	Benue	Benin	743 370	U.P.N.
CENTRE				SUD-EST			
MIDLANDS				ANAMBRA			
Niger .....	Minna	1 194 508	N.P.N.	Anambra	Enugu	3 596 515	N.P.P.
Kwara .....	Kaduna	1 714 485	N.P.N.	Iso	Owerri	3 672 654	N.P.P.
Plateau .....	Jos	2 026 657	N.P.P.	Cross River	Calabar	3 478 131	N.P.N.
Gongola .....	Zaria	2 885 583	(G.N.P.F.)	Rivers	Port Harcourt	1 715 925	N.P.N.
Biafra .....	Makurdi	2 427 817	N.P.N.				

La répartition par aire géographique est seulement destinée ici à faciliter la compréhension de lecteurs peu familiers avec les réalités nigériennes. Les parenthèses indiquent l'existence d'une discordance entre l'appartenance politique de l'exécutif et celle de la majorité de l'assemblée d'État.

## LE GROUPE BANCAIRE FRANÇAIS AUX QUATRE COINS DU MONDE



**au NIGERIA**

BNP REPRESENTATIVE OFFICE  
(NIGERIA) Ltd  
63.71 Broad Street  
NIDB House (5th Floor)  
P.O. Box 51670 FALOMQ  
Lagos

UNITED BANK FOR AFRICA Ltd (U.B.A.)  
(Banque Associée)

**BANQUE NATIONALE DE PARIS**

Siège social 16 Boulevard des Italiens 75009 PARIS Tél. (1) 244.45.46 Télex 280605





# Une histoire

(Suite de la page 5.)

Le troisième plan de développement (1<sup>er</sup> avril 1975-31 mars 1980) (1) devait être à l'origine d'une transformation profonde de l'économie. Mais c'était compter sans le mécontentement suscité par la répartition du pacht pétrolier. En novembre 1974, une grève de cheminots paralysa le trafic ferroviaire. Le conflit éclata à propos du paiement des primes de vacances, les grévistes exigeant la rétroactivité de cette mesure. D'autres revendications sont liées à l'octroi de fortes augmentations dans la fonction publique.

Le secteur privé n'est pas épargné. Le 31 janvier 1975, les ouvriers de la plus grande mine d'étain cessent le travail. Vingt-quatre heures après, les employés des fonderies de Maki reçoivent un relèvement de 300 % de leurs salaires. Des actions de ce genre s'étaient déjà produites dans le bâtiment, les banques, les grands magasins, les mines d'étain de Jos, la raffinerie de Port-Harcourt. A Lagos, plus de mille deux cents pétitionnaires d'organisations syndicales et de groupements de travailleurs sont réunies à une commission créée en vue d'examiner les revendications salariales dans le secteur public.

Dans le Centre-Est, les rassemblements de plus de trois personnes susceptibles de troubler l'ordre public sont interdits. Dans le Bénoué-Plateau, M. Ghis Surma, commissaire d'Etat à l'information et aux affaires intérieures, exprime le souhait que l'armée nigérienne reste au pouvoir pendant quinze ans encore. Certes, le 5 février 1975, plus de cinquante mille ouvriers du textile reprennent le travail, mais d'autres actions continuent. Dans les transports publics, où deux mille employés ont débrayé, la situation reste critique. Les responsables syndicaux menacent de déclencher une grève générale le 17 février 1975 si les salaires ne sont pas revalorisés. L'agitation a aussi

gagné les universités. Elle va être entretenue par les étudiants jusqu'au coup d'Etat de 1975.

Au mois de mai, la lutte contre l'inflation passe au premier plan. Les responsables du contrôle des prix arrêtent de nombreux commerçants faisant négocier de produits devenus rares. Des détaillants et des grossistes accusés de vendre le lait à un prix prohibitif sont arrêtés au Moyen-Ouest. Des chauffeurs de camions-citernes soupçonnés d'aller s'approvisionner à des pompes clandestines sont interceptés par la police. A

## Une politique de la table rase

● LE NOUVEAU REGIME (1973-1979). — Il a connu deux variantes dont le coup d'Etat manqué du 13 février 1975 constitue la charnière. Les mesures prises avant ce putsch par le général Muhammad ont assis le nouveau régime. Celles décidées par son successeur, le général Olusegun Obasanjo, visaient à l'affermir.

Le général Muhammad inaugure sa présidence en pratiquant une politique de la table rase. D'où l'annonce, très rapide, de la mise à la retraite d'office des gouverneurs militaires et des officiers généraux à partir du grade de général de division. D'où la destitution des membres de l'ancien gouvernement. D'où plus tard, la mise à la retraite d'office d'une dizaine d'ambassadeurs. D'où l'annulation des résultats du recensement de 1973. Celui de 1963, situant la majorité de la population dans le Nord, avait été à l'origine de graves désordres qui aboutirent au coup d'Etat du 15 janvier 1966.

Autre fait révélateur d'un changement de cap : le report du dixième Festival international d'art et de culture noire. Le Festival devait se tenir à Lagos, du 22 novembre au 30 décembre 1975. Mais les militaires acceptaient mal de voir gaspiller les deniers publics dans cette opéra-

tion de prestige. Une prodigalité de mauvais aloi était dénoncée. Des milliers de voitures avaient été commandées. Des produits alimentaires importés d'Europe avaient été stockés en grande quantité. C'en était trop. Après avoir annoncé un report du Festival, les nouvelles autorités limogent plusieurs responsables. Cependant, le radio annonce, le 31 juillet 1975, que le deuxième Festival national des sports se tiendra comme prévu à Lagos. En raison de l'encombrement de la capitale, le général Muhammad fait mettre à l'étude son transfert sur un autre site. Une nouvelle réglementation visant à atténuer la congestion des ports entre en vigueur. Des personnalités de l'ancien régime prêtent leur concours aux nouvelles autorités.

L'entreprise de reconstruction passe aussi par la lutte contre l'inflation. Pour la juguler, les militaires font contrôler les prix. Des dispositions nouvelles sont prises en vue de réduire l'encombrement de la capitale. Un « découpage » plus satisfaisant du pays est envisagé. Le 27 mai 1967, le général Gowon avait créé douze Etats membres. L'une des premières décisions de son successeur sera de constituer une commission chargée d'un projet de nouveaux Etats. Présidée par un

juge à la Cour suprême, M. A. K. Irikafa, elle entend bien travailler dans un esprit de totale impartialité.

D'autres mesures sont annoncées tendant à démocratiser la vie politique. Ces promesses sont précédées de mesures d'apaisement. Le 11 août 1975, le gouvernement ordonne la libération immédiate de cinquante détenus, dont cinq officiers ayant trahi dans le coup d'Etat de janvier 1966. Les autorités accompagnent ces décisions d'un avertissement : elle ne toléreront aucun acte de subversion susceptible de ralentir la marche vers la stabilité. S'ajoutent à cela : la nationalisation du Daily Times (deux cent cinquante mille exemplaires) et la confiscation des terres de vingt-huit grands propriétaires. Le gouvernement marque ainsi sa volonté de mettre un terme à la corruption et à l'accaparement des richesses par quelques privilégiés. Ces décisions contribuent à assésir le nouveau régime. Il appartiendra au successeur du général Muhammad de le consolider.

Cet affermissement passe d'abord par la mise en échec du putsch du 13 février 1975, qui coûte la vie au chef de l'Etat, et le retour à une vie politique démocratique. En matière économique et sociale, l'option occidentale est confirmée. Ainsi, en dépit de la « nigérianisation » des ressources minières, les compagnies étrangères continuent de participer à l'exploitation du pétrole. Néanmoins, un texte impose à ces sociétés de céder, avant la fin de 1978, 40 % à 60 % (parfois davantage) de leur capital aux nationaux. Un relèvement des impôts sur les sociétés est décidé. Les pays européens ne bouderont pas pour autant le Nigeria.

Dans le domaine politique, plusieurs mesures ont été prises. Le 3 février 1976 le chef de l'Etat annonçait la décision de transférer la capitale dans le centre du pays. Le même jour, on apprenait la création de sept nouveaux Etats au sein de la Fédération. Leur nombre était ainsi porté à dix-neuf. Au mois de mars suivant intervenait un important remaniement ministériel. Cinq nouveaux ministères étaient nommés. Trois changements de portefeuille. Le res-

pensable des coopératives et approvisionnements devenait ministre en mission et président de l'Agence pour le développement de la nouvelle capitale fédérale. Les militaires ont voulu aussi « moraliser » la fonction publique. Les commissions d'enquête constituées en février 1976 ont été à l'origine de mutations et de licenciements particulièrement nombreux. 80 % des emplois ont changé de titulaires.

De 1960 à 1966, l'action diplomatique du jeune Etat avait été discrète. A la veille de l'indépendance, le premier ministre, Sir Abubakar Tafawa Balewa, annonçait son intention de demander l'admission de son pays au sein du Commonwealth et de l'Organisation des Nations unies. Par une série de mesures, le Nigeria s'inscrit à l'Occident. Le général Muhammad expose ses vues en ce domaine. Le nouveau texte devra désorganiser l'opposition d'une opposition réelle au gouvernement central. Il devra permettre l'élection d'un président et d'un vice-président responsables devant le peuple mais restant le caractère fédéral du pays. La composition du gouvernement devra, elle aussi, tenir compte du caractère fédéral du Nigeria. L'indépendance du pouvoir judiciaire devra être garantie et le pays doté d'institutions destinées à décourager la corruption. Enfin, la Constitution ne devra promouvoir aucune philosophie ou idéologie particulière. Le projet de Constitution sera élaboré de 1976 à 1978, d'abord par un comité spécial, ensuite par une Assemblée constituante.

Le 15 octobre 1975, le général Muhammad installe une commission de cinquante experts présidée par un juriste de grand renom : le chef F.A. Rotimi Williams (ancien secrétaire général et ministre de l'Etat de l'Ouest, avocat à la Cour suprême du Nigeria). Cet organisme est chargé de préparer un projet de Constitution en tenant compte des directives fournies par le Conseil militaire suprême. Elles sont ainsi énoncées par le chef de l'Etat : supprimer les pratiques électorales douteuses, décourager l'opposition institutionnalisée en suscitant un consensus fondé sur une communauté des intérêts, organiser une véritable responsabilité des fonctionnaires, en finir avec une exécutif centralisation du pouvoir confié par une minorité. Le 14 septembre 1976, la commission des cinquante remet au gouvernement militaire un projet formé de dix chapitres et de deux cent quatre-vingt articles. Ce texte suscite un vaste débat national avant d'être soumis à une Assemblée constituante.

Le 31 août 1977, un collège de « grands électeurs » désigne deux cent trente-deux membres de cet organisme. Chacun des dix-neuf Etats a d'abord élu cinq délégués ; le reste des sièges leur a été attribué en tenant compte du recensement de 1963. Les vingt-neuf autres — dont neuf appartenant au Conseil militaire suprême — sont nommés directement par cette instance. Elle désigne des personnalités représentant les femmes, le monde du travail, le commerce et l'industrie, la presse, l'éducation, les étudiants, les services publics, les autorités traditionnelles. Reunies en exercice le 6 octobre 1977, la Constituante se voit confier la mission de mettre au point une version améliorée de la Constitution.

Pronuée le 31 septembre 1978, la loi fondamentale entre en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 1979.

Cette Constitution, largement inspirée de celle des Etats-Unis d'Amérique, rompt avec le Westminster System. Elle organise une séparation des pouvoirs qui juxtapose un exécutif fort et un Parlement bicaméral. Tenant compte du rapport du Comité constitutionnel elle dispose, en son article 2, que « la Nigeria est un Etat consociatif indissoluble et indivisible ». Son gouvernement est fondé sur les principes de liberté, d'égalité et de justice.

Le rapport du Comité constitutionnel rejetait le bicaméralisme de l'exécutif. « La séparation des fonctions de chef de l'Etat et de chef du gouvernement entraîne une division entre l'autorité réelle et l'autorité formelle », disait ce texte. En conséquence, le président (Nigeria âgé d'un moins trente-cinq ans), et le vice-président, choisis par lui, sollicitent, ensemble, la confiance des électeurs au scrutin universel direct pour un mandat de

## La lutte contre les sociétés multinationales

Le président Obasanjo a aussi mené une lutte vigoureuse contre les sociétés multinationales implantées en Afrique australe. A ce titre, il a, en mai 1978, ordonné le retrait de fonds appartenant à l'Etat ou contrôlés par lui et déposés à la Barclays Bank of Nigeria. Par ailleurs, les autorités gouvernementales alimentent le Fonds d'aide aux forces opposées du Shabal, créés à Lagos en 1977. Le comité de libération de l'O.U.A. bénéficie lui aussi du soutien du Nigeria. Celui-ci a, en outre, renforcé ses liens avec des pays ne ménageant pas leurs efforts en faveur de la libération des peuples : Algérie, Angola, Mozambique, Tanzanie, etc.

Autres faits significatifs : Lagos a abrité la conférence anti-apartheid du 29 au 30 août 1977, et, en juillet 1978, le gouvernement a annoncé sa déci-

sion de boycotter les Jeux du Commonwealth en raison de la participation de la Nouvelle-Zélande, coupable d'entretenir des relations sportives avec l'Afrique du Sud et de ne pas avoir condamné la politique d'apartheid. Le Nigeria a également tenté de régler plusieurs conflits africains : médiation du général Garba entre l'Angola et le Zaïre pendant les événements du Shabal, offre de bons offices dans la querelle frontalière entre le Tchad et la Libye, rôle de conciliateur dans la guerre civile du Tchad.

Cette intense activité diplomatique est à porter au crédit des militaires. Ceux-ci ont, en outre, honoré leur principale promesse : rétablir un régime civil dans leur pays. Le 1<sup>er</sup> octobre 1978, en effet, l'engagement sera tenu.

## Le retour au régime civil (1979-...)

Dès les premières semaines de sa présidence, le général Muhammad proclame solennellement son désir de remettre le pouvoir aux civils. A l'occasion du quinzième anniversaire de l'indépendance, il annonce que le rétablissement devra s'effectuer en plusieurs étapes : formation de nouveaux gouvernements et nomination d'un comité de rédaction de la Constitution, organisation d'élections locales pour la désignation des représentants à l'Assemblée constituante destinée à approuver le projet définitif de Loi fondamentale, en octobre 1978, levée de l'interdiction des partis politiques, élections en 1979. Le général Muhammad prend donc soin de déterminer un échéancier qu'il rend public. Après que diverses mesures aient été prises, permettant la mise en route du processus, le transfert du pouvoir sera effectivement opéré et la seconde république verra le jour.

Pour que la remise du pouvoir aux civils soit faite de façon satisfaisante, deux conditions au moins devaient être remplies : la constitutionnalisation du pouvoir, la levée de l'interdiction des partis.

En matière constitutionnelle,

l'histoire du Nigeria est d'une assez grande richesse. Avant l'indépendance, deux lois fondamentales avaient déjà vu le jour. Première en date, la Constitution Richards (promulguée en 1946, entrée en vigueur deux ans après) s'efforçait de concilier des impératifs parfois contradictoires : unité du pays ; spécification des régions (une certaine autonomie est reconnue aux trois provinces du Nord, de l'Ouest et de l'Est) ; tutelle britannique et tendances nationalistes. La solution retenue ne fera pas l'affaire de tous. Ainsi, le National Council of Nigeria and Cameroon (N.C.N.C.) du Dr N. Azikiwe partira en guerre contre ce texte qu'il estime trop favorable aux régions.

Cinq ans plus tard, en 1951, la Constitution Mac Pherson met en place un Etat fédéral. Le recours à l'élection est généralisé. Mais trop d'oppositions subsistent entre les partis. La province du Nord menacée de se séparer des deux autres. En mai 1962, les députés de Kano opposent Ekwonaka et Dos, faisant plusieurs dizaines de morts et des centaines de blessés. La Constitution Lyttelton, adoptée en 1964, redistribue les compé-

# ALRAINE

(NIGERIA) LIMITED

Agences-représentations : PORT-HARCOURT, SAPELE, KOKO, WARRI, BRASS, CALABAR, KADUNA, KANO

**ACTIVITÉS :**

- SHIPPING
- DEDOUANEMENT
- TRANSPORT
- FRET AERIEN (KANO)
- TRAFFIC DE CONTENEURS
- MAGASINAGE
- CHALANDAGE
- DEGROUPEMENT DE CONTENEURS

Implantés depuis un quart de siècle dans le pays, nous en avons acquis une expérience certaine et avons mis en place des structures matérielles et humaines importantes. Ceci nous permet de faire face à toute activité rattachée à l'acheminement et la mise en place de projets industriels, d'implantations nouvelles, d'approvisionnement régulier d'industries locales.

Affiliés à un groupe établi dans le monde entier, notre souplesse est notre force. Pour nous contacter abaissez :

**SIÈGE SOCIAL :** 26, Creek Road, Apapa. P.O. Box 2206, Lagos. Téléphone : 80-3470/4. Télex : 21244. Télégrammes : Freight Lagos.

**PARIS :** S.C.A.C., 30, quai National, 92806 Puteaux. Télex : S.C.A.C.-620591-F. Téléphone : (1) 776-41-000. M. H. Nicolas.

**LONDRES :** Télex : 888-983 - Intmod-G. Téléphone : 01-235-4638. Mr. T. Robson/Mr. K. Jacobsen.

**COPENHAGUE :** Télex : 15287 - SCANAFRIC. Téléphone : 01-14-1187. M. R. Martinsen.

**Spécialiste en transports maritimes et terrestres de tous grands complexes industriels**

مكتبة الأمل



Une histoire

مكتبة

du Nigéria

mouvementée

quatre ans, renouvelable une seule fois. En, le titulaire de la magistrature suprême dispose de fonctions de chef de l'Etat et de premier ministre. Il assure le respect de la Constitution, nomme ministres, magistrats, ambassadeurs et hauts fonctionnaires. Il détermine les grandes orientations de la politique étrangère. Il déclare l'état d'urgence et la loi de l'Etat. Il a parfois besoin, pour prendre une décision de l'assentiment du législatif. Ce n'est pourtant pas le cas pour la nomination du secrétaire de la fédération, de l'inspecteur général de la police, du directeur de la fonction publique, des secrétaires permanents fédéraux, des conseillers particuliers.

Selon l'article 157, le président devra seulement, en matière de considération de caractère fédéral au Nigéria et la nécessité de promouvoir l'unité nationale. Le chef de l'Etat n'est pas, non plus, obligé d'obtenir l'assentiment du Sénat pour désigner le président ou un membre du Conseil d'Etat, du Conseil de la défense nationale ou du Conseil de la sécurité nationale. Il pose que le Sénat doit agréer. En revanche, l'article 157 dispose que le Sénat doit agréer toute nomination aux fonctions d'ambassadeur, de haut commissaire et de représentant principal du Nigéria à l'étranger. Il en va de même pour les fonctions de contrôleur financier de la fédération, de président du tribunal du Nigéria, de juge à la Cour suprême et de président de la cour d'appel fédérale. Le Sénat a également le pouvoir de confirmer ou de refuser la nomination des ministres.

Le chef de l'Etat ne peut appartenir à l'une ou l'autre des deux chambres de l'Assemblée nationale. Il peut cependant participer à une séance du Sénat, de la Chambre des représentants ou des deux réunies soit pour adresser une message sur

les affaires du pays, soit pour faire une déclaration sur la politique du gouvernement. S'il considère qu'il y a de l'intérêt national, le vice-président ne dispose pas de pouvoirs propres. Il lui sont délégués par le chef de l'Etat. Le vice-président succède au président en cas de vacance de la présidence pour cause de décès, de démission ou de destitution. Le président et le vice-président prêtent serment lors de leur prise de fonction.

Dans les Etats membres, les gouverneurs exercent des pouvoirs du même ordre que le président de la République à l'échelon qui est le leur.

Le Parlement, désigné lui aussi pour quatre ans, est composé d'un Sénat de 96 membres (8 par Etat) et d'une Chambre des représentants, composée de 320 membres (449 ont été élus en tenant compte de la population des Etats, le siège restant étant réservé à un délégué du territoire de la capitale fédérale). Pour appartenir au Sénat, il est nécessaire d'avoir trente ans révolus. Il suffit d'être âgé de vingt et un ans pour faire partie de la Chambre des représentants. Les membres de l'Assemblée nationale ne doivent pas éliger moins de cent quatre-vingt-un jours par an. Leur fonction essentielle consiste à voter les lois, en particulier le budget, à fixer les salaires et les indemnités de certains hauts responsables. La Constitution prévoit aussi que le Conseil économique national (qui existe depuis 1959) donne son avis sur les affaires économiques de la fédération. Il est chargé notamment de coordonner les efforts de planification des dix-neuf gouvernements du pays. Ainsi, le Conseil est-il un lieu de rencontre pour les membres des gouvernements de la fédération et des Etats. Enfin, la Constitution prévoit que le siège de la capitale sera transféré dans un nouveau territoire.

La résurrection des partis

Les militaires ne se sont pas bornés à donner au pays une nouvelle loi fondamentale. Ils ont aussi à l'origine d'une résurrection des partis. Avant 1966, date de leur intervention, ils refusaient les cultures tribales, ethniques et religieuses du pays. L'Action Group était le parti des Yoruba, à l'ouest; le Congrès des peuples au Nord, celui des Haoussas. Pendant la Convention nationale d'Addis Abeba, le 15 août 1966, le régime militaire avait rétabli le multipartisme, le Conseil militaire suprême avait envisagé les restrictions qui pourraient être imposées aux partis. Dans le rapport déposé le 14 septembre 1976, le rejet du parti unique était ainsi motivé: « Notre société est trop hétérogène et la nécessité apparente de créer un Etat monopartite ne nous semble pas une option viable. En outre, il est clair que peu de personnes accepteraient de se voir imposer un tel Etat car, pour que l'Etat monopartite puisse exister, il faudrait qu'il soit imposé par le régime militaire, ce qui serait incompatible avec le but avoué du régime de développer un système démocratique ouvert. »

Un décret n° 73, promulgué à la fin de l'année 1977, énonçait que la composition de l'ensemble de chaque parti doit refléter le caractère fédéral du Nigéria. Leur financement devient public et se fait sur la base de 25 kobo par électeur inscrit. Les sommes ainsi recueillies devaient être distribuées aux partis proportionnellement aux suffrages obtenus aux élections. D'après la Constitution du 21 septembre 1979, les partis doivent, en effet, refléter le caractère fédéral du Nigéria. A la suite de la levée de l'interdiction qui pesait sur eux, on les a vu remettre par dizaines. Cependant, en février 1979, la commission électorale n'en a agréé que cinq sur une liste de dix-neuf pour participer aux futures élections.

Le Parti national du Nigéria (P.N.N.) compte dans ses rangs le futur chef de l'Etat: Alhaji Shehu Shagari. Agé de cinquante-quatre ans, est ancien instituteur, de religion musulmane, est originaire de Sokoto, au nord-est de la fédération, et d'ethnie haoussa. Important homme d'affaires, il n'est pas inconnu en politique. Fils d'un chef de village, il a été élu en 1964. Lorsque le général Dronsi s'est emparé du pouvoir, en 1966, il était ministre des travaux publics et l'un des très proches collaborateurs du premier ministre. De 1971 à 1975,

il a été ministre du général Gowon. M. Shagari est aussi un ancien dirigeant de la Northern People's Convention, un pouvoir dans les années 60.

Le Parti de l'unité du Niger (United Party of Nigeria, U.P.N.) est dirigé par le chef yoruba Obafemi Awolowo. Agé de soixante-dix ans, il a été premier ministre de la région Ouest. Chef de l'opposition parlementaire après l'indépendance, il a été vice-président du Conseil exécutif fédéral. Le PUN jouit d'une large audience dans la partie occidentale du pays.

Le Parti du peuple du Nigéria (P.P.N.) a à sa tête le docteur N. Awkwe. Agé de soixante-quinze ans, est ancien chef de l'Etat du Nigéria indépendant. Il a été président de la République en 1976. Le Parti pour la rédemption du peuple (P.R.P.) est dirigé par Alhaji Aminu Kano. Agé de cinquante-neuf ans, est haoussa, originaire de l'Etat de Kano, fut commissaire à la santé dans le gouvernement Gowon.

Le Grand parti du peuple du Nigéria (G.P.P.N.), né d'une scission au sein du P.P.N., est dirigé par Alhaji Waziri Ibrahim. Agé de cinquante-trois ans, est Kanouri du Nord-Est et a été ministre du développement économique sous la 1<sup>re</sup> République. Ces cinq partis — dont les programmes ne présentent pas toujours de différences idéologiques très notables — ont été les principaux artisans du transfert du pouvoir aux civils.

La « démillitarisation » du pouvoir a été rendue possible grâce à une série de consultations électorales qui, pour l'essentiel, se sont déroulées en 1979. Le mouvement, cependant, avait été enclenché plus tôt.

Pour la première fois depuis onze ans, des élections municipales avaient été organisées le 28 décembre 1978, sur suffrage universel, dans onze des dix-neuf Etats membres. Huit mille conseillers locaux en étaient issus.

Plus tard, de juillet à août 1979, les Nigériens votèrent cinq fois. Le 7 juillet, ils désignèrent les sénateurs. Le 14, ils élurent les membres de la Chambre des représentants. Dans les deux cas, le P.N.N. gagna la majorité absolue. Deux autres consultations eurent pour cadre les Etats fédérés. Le 21 juillet furent élus les mille trois cent quarante-sept

membres des Assemblées des Etats et le 28, les dix-neuf gouverneurs.

L'élection la plus attendue fut, sans conteste, celle du 11 août 1979, destinée à désigner le chef de l'Etat. Sur un total de 16 844 800 suffrages exprimés (pour 48 millions d'électeurs de plus de dix-huit ans, dont 52 % de femmes), Alhaji Shehu Shagari obtint 5 888 000 voix. Il devança ainsi ses quatre concurrents: M. O. Awolowo (4 315 000 voix), M. N. Awkwe (3 523 000 voix), M. A. Kano (1 123 000 voix) et M. W. Ibrahim (1 086 000 voix). Pour faire obstacle à la mainmise d'une ethnie sur l'appareil d'Etat, la Constitution dispose qu'est proclamé élu le candidat qui satisfait aux deux conditions suivantes: recueillir le plus grand nombre de voix et obtenir un minimum de 25 % des suffrages dans les deux tiers au moins des Etats.

Or, si M. Shagari a bien battu les autres candidats, il n'a obtenu que 26 % des suffrages exprimés que dans douze Etats sur dix-neuf (deux tiers de dix-neuf égale 12,63). En conséquence, les rivaux de M. Shagari demandèrent que soient mises en œuvre les dispositions constitutionnelles relatives au second tour, autrement dit que la commission électorale fédérale prenne toutes dispositions (dans les sept jours qui suivent la proclamation des résultats) pour qu'un nouveau scrutin soit organisé.

Renaissance de la République

Dans ce cas, les deux noms les mieux placés doivent être départagés non plus au suffrage universel direct, mais par un collège électoral réunissant les membres des Chambres fédérales et des Assemblées des Etats. La commission électorale n'a pas retenu cette solution, estimant qu'il suffisait à M. Shagari d'avoir obtenu les deux tiers de 25 % des voix dans un troisième Etat, soit 18,95 %. Dès lors, la condition posée était bien remplie puisque le candidat le mieux placé avait été choisi par 20,4 % des électeurs d'un troisième Etat celui de Kano. En conséquence, M. Shagari a été proclamé élu le 18 août 1979. Le 20, les partis des candidats battus ont contesté la validité de cette élection. Mais ils n'ont pas été suivis. Après un hiatus de quinze ans, et une fois les consultations électorales opérées, la République pouvait donc renaitre.

Aussi, le 1<sup>er</sup> octobre 1979, le général Obasanjo remettait-il officiellement le pouvoir au président Shagari au cours d'une cérémonie solennelle avec le dix-neuvième anniversaire de l'indépendance.

EDMOND JOUVE

(2) Depuis l'indépendance, trois plans de développement ont été mis en œuvre au Nigéria. Le premier (1962-1968) a donné lieu à 2,2 milliards de nairas de dépenses d'investissement. Le deuxième, couvrant la période 1970-1975 et a fait l'objet d'un programme d'investissement de 2,5 milliards de nairas. Les dépenses d'investissement devaient s'élever à 2,9 milliards de dollars pour la troisième plan.

**Le Monde**

Service des Abonnements  
5, rue des Mathurins  
75009 PARIS CEDEX 12  
C.C.P. Paris 4297-32

ABONNEMENTS  
3 mois 5 francs 3 mois 12 francs

FRANCE P.O.M. - T.O.M.  
20 F 321 F 421 F 521 F

TOUS PAYS ETRANGERS  
PAR VOIE NORMALE  
30 F 60 F 90 F 120 F

ETRANGERS  
(par mandat postal)  
I - BELGIQUE-LUXEMBOURG  
PAYS-BAS  
234 F 356 F 558 F 720 F

II - SUISSE - TURQUIE  
285 F 356 F 558 F 720 F

Par voie aérienne  
Tous sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (tous pays) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse: donner l'ancien et le nouveau domicile (avec le numéro de téléphone) à l'éditeur, en joignant une copie de l'ancien et du nouveau chèque postal.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance relative aux abonnements ou à la rédaction de l'ouvrage.

# La Société Générale est présente au Nigéria. Pour vous.

Le Nigéria est un pays en plein développement, difficile à aborder sans une information préalable.

Présente à Lagos, Apapa, Ilorin, Kano, Kaduna et très prochainement à Ibadan et Port Harcourt par sa filiale la Société Générale Bank (Nigéria) Ltd, la Société Générale peut vous aider.

Sur place, les représentants de sa filiale vous accueilleront, vous assisteront dans vos démarches, vous aideront dans la négociation de vos contrats.

En France, ses spécialistes vous informeront sur les différents marchés, les procédures, les règlements. Ils vous assisteront dans l'élaboration de vos contrats et la rédaction de leurs clauses financières.

Commercialement ou financièrement, partout où c'est important pour vous, la Société Générale peut vous aider.



**SOCIÉTÉ GÉNÉRALE**  
Banque française et internationale.

An Nigéria

LAGOS - 126-128, Broad Street - PMB 12741  
Tél. 53285 - Téléc. 21379 - Câble: SOGENI

APAPA - Nasco House, 29, Burma Road.

ILORIN - 89, Ibrahim Taimo Road.  
KANO - Bompa Road.

KADUNA - Kaduna South.

IBADAN - 11, Alhaji Jimor Odutola Road.

PORT-HARCOURT - 2, Liberation Drive.

Représentant: Monsieur G. PLA,  
126-128, Broad Street, Lagos - PMB 12741  
Tél. 53285 - Téléc. 21379 - Câble: SOGENI

En France  
Société Générale  
5, rue des Mathurins, 75009 Paris,  
MM. Albessart, Zahlen, Domeo, Wolf  
Téléphone: 298-20-00.



(PUBLICITE)

# NIGÉRIA : la première année

## Histoire politique

**L**e Nigeria, l'Etat noir le plus peuplé du monde, est devenu souverain le 1<sup>er</sup> octobre 1960. C'était auparavant une colonie britannique depuis 1914, date à laquelle lord Lugard a réuni ce qui était jusqu'alors les protectorats du Nord et du Sud-Nigeria. L'indépendance a été obtenue de la Grande-Bretagne par la lutte nationaliste — grèves, agitation, protestations de masse et guerre verbale. Il n'y a pas eu de lutte armée.

L'administration qui a inauguré l'indépendance politique du pays a été désignée par des élections démocratiques qui ont eu lieu en 1960. Ce gouvernement a remis le pouvoir à une junte militaire en janvier 1966, après que certains éléments de l'armée nigérienne se furent révoltés à la suite d'une agitation politique généralisée et de violences dans certaines parties du pays.

A cette époque, le Nigeria était une fédération dirigée par un premier ministre au centre et quatre premiers ministres régionaux. Le premier ministre, deux premiers ministres régionaux, un ministre fédéral et un certain nombre d'officiers supérieurs ont été tués. L'officier général commandant l'armée nigérienne a pris le pouvoir en tant que chef du gouvernement militaire et commandant suprême des forces armées. Il a cherché à diriger le pays vers une forme de gouvernement unitaire. Cette politique s'est heurtée à l'impopularité et, après six mois, le gouvernement a été renversé, son chef, un de ses gouverneurs militaires et certains officiers de l'armée étant tués.

Le second gouvernement militaire du Nigeria a duré neuf ans. Pendant cette période, une guerre civile a été menée pour réunifier le pays après qu'une partie de celui-ci ait tenté de faire sécession. La paix a été imposée par les armes, mais à la fin de cette guerre, le gouvernement a proclamé qu'il n'y avait ni vainqueurs ni vaincus. Une amnistie générale a été décrétée et les victimes de la guerre ont été secourues.

Il y a eu une période de reconstruction d'après guerre suivie d'un boom économique. Le Nigeria était alors devenu une fédération de douze Etats, en réponse à la demande de création de nouveaux Etats.

Un troisième gouvernement militaire est né dans un coup d'Etat sans effusion de sang le 29 juillet 1975. Il a annoncé un programme quadriennal qui se terminerait par le retour à un gouvernement démocratiquement élu et le transfert de la capitale fédérale de Lagos à Abuja dans le centre du pays, en réponse à la demande du peuple. Il a aussi créé sept nouveaux Etats pour faire du Nigeria une fédération de dix-neuf Etats. Le chef de ce gouvernement, le général Murtala Muhammad, a été tué dans un coup d'Etat avorté le 13 février 1976, après six mois dramatiques de pouvoir et a été proclamé héros national. Son chef d'état-major au commandement suprême, le général Olusegun Obasanjo, a été persuadé par ses collègues de prendre la tête du gouvernement et de terminer le programme entrepris par son prédécesseur assassiné.

Un comité constitutionnel de quarante-neuf personnes a été créé pour rédiger une Constitution. Le projet de constitution a été soumis à l'examen du public et un débat pendant toute une année avant d'être soumis.

## Les priorités

**D**ANS deux discours prononcés le 1<sup>er</sup> octobre 1979, après sa prestation de serment, le président Shehu Shagari a annoncé les priorités de son gouvernement. Ces priorités avaient constitué la base de sa campagne présidentielle.

Il a promis que l'agriculture serait transformée afin de permettre au Nigeria de satisfaire à ses besoins alimentaires et il a annoncé officiellement le début d'une révolution agricole, appelée la Révolution verte.

Il y aura également des millions de logements nouveaux dans les zones urbaines aussi bien que rurales. L'accent sera mis sur la propriété des logements et, pour réduire le prix de la construction des maisons, le gouvernement du président Shehu Shagari encouragera la production locale de matériaux de construction.

L'éducation sera une priorité. Elle devra être de qualité et avoir un contenu moral. Les individus et les organismes bénévoles seront encouragés à ouvrir des écoles, à condition

de respecter les principes directeurs fixés par le gouvernement.

Il y aura un ministère de la science et de la technologie qui mettra en point les politiques qui se refléteront dans le système éducatif.

L'Afrique restera la pierre angulaire de notre politique étrangère et la volonté de la nation est qu'elle soit libre, exempte de préjugés raciaux, à l'abri des influences étrangères et des vestiges du colonialisme. Le président Shehu Shagari a promis que nous continuerons à soutenir toutes les forces de progrès et à nous opposer à toutes les forces d'oppression en Afrique et ailleurs. Il a réaffirmé sa foi et son soutien concernant la Charte des Nations unies et la Déclaration universelle des droits de l'homme, la Charte de l'Organisation de l'unité africaine, la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (C.E.A.O.) et l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (O.P.E.P.).

Le 21 septembre 1978, le gouvernement militaire a annoncé la levée de l'interdiction de la politique partisane. Il a créé la Commission électorale fédérale (Fecode) et l'a chargée de la responsabilité d'enregistrer les partis politiques et d'organiser les élections au Sénat, à la Chambre des représentants, aux assemblées locales des Etats, ainsi que les élections de gouverneurs et l'élection du président et du vice-président sur une seule liste.

Beaucoup de groupements politiques ont souhaité être enregistrés, mais cinq seulement ont satisfait aux exigences sévères de qualification édictées par la Fecode. Les cinq partis politiques sont le National Party of Nigeria (N.P.N.), The Unity Party of Nigeria (U.P.N.), le Nigerian Peoples Party (N.P.P.), The Peoples Redemption Party (P.R.P.) et The Great Nigerian Peoples Party (G.N.P.P.). Une des grandes exigences de la Fecode pour enregistrer un parti national était qu'il ait une base nationale, étendue sur le plan géographique.

Chacun des cinq partis a conquis le pouvoir au niveau des Etats comme suit : le N.P.N. contrôle 7 Etats, l'U.P.N. 5 Etats, le N.P.P. 3 Etats, le G.N.P.P. 2 Etats et le P.R.P. 2 Etats.

Dans leur totalité les cinq partis politiques ont présenté des candidats aux élections présidentielles qui ont eu lieu le 11 août 1979. Le candidat du N.P.N., M. Alhaji Shehu Usman Aliyu Shagari a remporté l'élection avec son collègue le docteur Alex Ibeany, inclus dans l'opposition, ayant remporté les doubles conditions d'obtenir la majorité des voix, suffisamment réparties sur le plan géographique pour assurer que le président soit l'un du pays tout entier.

M. Alhaji Shehu Shagari et son collègue M. Alex Ibeany ont pris serment respectivement comme président et vice-président de la République du Nigeria. Le concurrent le plus proche de M. Alhaji Shehu Shagari a été le chef Obafemi Awolowo, leader de l'Unity Party of Nigeria, qui avait comme collègue le chef Philip Unuadu.

Le parti de M. Alhaji Shehu Shagari, le N.P.N., a eu le groupe le plus nombreux tant au Sénat qu'à la Chambre des représentants. Il s'est mis d'accord avec le N.P.P., arrivé en troisième position, pour constituer une majorité de travail à l'Assemblée nationale. C'est-à-dire au Sénat et à la Chambre des représentants.

La prestation de serment de M. Alhaji Shehu Shagari comme premier président exécutif du Nigeria a mis fin à la période de treize ans de régime militaire dans le pays.

de respecter les principes directeurs fixés par le gouvernement.

Il y aura un ministère de la science et de la technologie qui mettra en point les politiques qui se refléteront dans le système éducatif.

L'Afrique restera la pierre angulaire de notre politique étrangère et la volonté de la nation est qu'elle soit libre, exempte de préjugés raciaux, à l'abri des influences étrangères et des vestiges du colonialisme. Le président Shehu Shagari a promis que nous continuerons à soutenir toutes les forces de progrès et à nous opposer à toutes les forces d'oppression en Afrique et ailleurs. Il a réaffirmé sa foi et son soutien concernant la Charte des Nations unies et la Déclaration universelle des droits de l'homme, la Charte de l'Organisation de l'unité africaine, la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (C.E.A.O.) et l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (O.P.E.P.).

## La première année

**A**U 1<sup>er</sup> octobre 1980, le président Shehu Shagari aura été en fonctions depuis un an. Comment s'est-il acquitté de sa tâche et dans quelle mesure a-t-il tenu ses promesses ? Pour porter un tel jugement, il faut conserver présentes à l'esprit les contraintes imposées par les dispositions constitutionnelles de la séparation des pouvoirs.

Selon la Constitution, l'Assemblée nationale ou l'exécutif peuvent l'un et l'autre présenter des projets de loi, mais il faut l'accord des deux parties pour que ces lois soient promulguées. Lorsque le consentement du président n'a pas été reçu dans les vingt et un jours après le vote d'une loi par l'Assemblée nationale, celle-ci peut réexaminer le projet de loi et, si elle le vote à une majorité

des deux tiers, le président est tenu de donner son accord. La même disposition régit les rapports entre l'exécutif et le législatif au niveau des Etats.

Les actes de l'exécutif et du législatif peuvent faire l'objet de recours devant les tribunaux de la part des citoyens.

Depuis un an que fonctionne notre système présidentiel, des combats passionnés et acharnés ont eu lieu devant les tribunaux et un certain nombre d'actions et de décisions gouvernementales au niveau fédéral et à celui des Etats ont été remises en cause avec succès devant les tribunaux. Tout cela a contribué à rassurer les Nigériens quant au retour à la démocratie après treize années de régime militaire.

## L'agriculture

**L'**AGRICULTURE ou la Révolution verte a été jusqu'ici la priorité numéro un du gouvernement du président Shehu. Récemment, le ministre de l'Agriculture, M. Alhaji Ibrahim Gusan, désormais surnommé le « Révolutionnaire vert en chef du Nigeria », a donné des détails sur ce que le gouvernement a réalisé pour traduire dans les actes les plans et les programmes.

La Révolution verte sera mécanisée. Des milliers et des milliers de tracteurs seront achetés. Pour commencer, 200 tracteurs environ, 50 camions de 10 tonnes, 250 batteuses mobiles, 250 petites pompes d'irrigation, 44 camionnettes de relations publiques, 250 batteuses de sorgho et de millet et 1 800 égrenuses à main ont été acquis pour distribution aux agriculteurs. Cela a représenté environ 18 millions de nairas.

Les sauterelles, l'érosion, les inondations et la sécheresse sont l'objet de mesures révolutionnaires. Le gouvernement a commandé une flotte d'hélicoptères pour s'ajouter à

celle qui est déjà engagée dans la lutte contre les sauterelles.

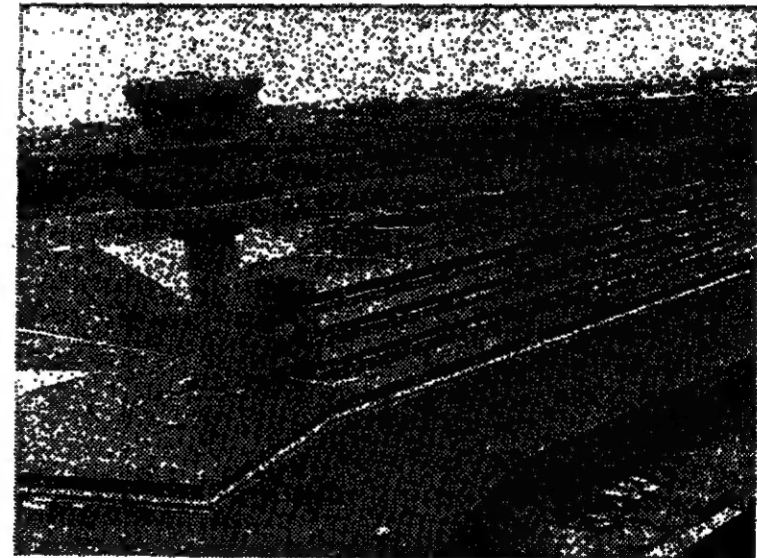
Il y a eu une réorganisation du ministère fédéral de l'Agriculture et de ses agences comme la Société de production de récoltes à racines et l'Office des grains, deux organes chargés de produire et de commercialiser l'alimentation de base de la plupart des Nigériens. Le rôle de ces deux organismes est considéré comme capital pour la révolution. La Banque mondiale envoie quatre experts pour aider à organiser un système rentable et efficace de commercialisation pour ces organismes. Des présidents et des conseils d'administration ont été récemment désignés pour leur donner une orientation convenable.

Les universités et les écoles d'agriculture dans tout le pays sont mobilisées pour organiser un programme de formation ultra-rapide pour les agriculteurs dans le cadre du programme gouvernemental d'insécurité des paysans. L'intention est d'amener les agriculteurs à utiliser eux-mêmes les machines, sans dépendre pour cela des fonctionnaires du gouvernement.

Il y a des installations de stockage, et le ministre a l'intention d'en construire d'autres. Le gouvernement achète aux agriculteurs ce qui sera considéré comme excédentaire et le vendra aux consommateurs dans le besoin des zones où il n'y a pas d'excédents.

Les organismes de recherche agricole apportent leur aide ; le pays espère pouvoir se nourrir lui-même et être en mesure d'exporter des produits alimentaires d'ici à cinq ans en dépit de la dépendance de pays voisins pour certaines de leurs fournitures alimentaires.

L'ensemble de la révolution agricole coûtera des milliards de nairas et entraînera la participation des autorités locales et des Etats, en plus du gouvernement fédéral.



Le plus grand aéroport international du Nigeria, Murtala Muhammad, près de Lagos.

celle qui est déjà engagée dans la lutte contre les sauterelles.

Il y a eu une réorganisation du ministère fédéral de l'Agriculture et de ses agences comme la Société de production de récoltes à racines et l'Office des grains, deux organes chargés de produire et de commercialiser l'alimentation de base de la plupart des Nigériens. Le rôle de ces deux organismes est considéré comme capital pour la révolution. La Banque mondiale envoie quatre experts pour aider à organiser un système rentable et efficace de commercialisation pour ces organismes. Des présidents et des conseils d'administration ont été récemment désignés pour leur donner une orientation convenable.

Les universités et les écoles d'agriculture dans tout le pays sont mobilisées pour organiser un programme de formation ultra-rapide pour les agriculteurs dans le cadre du programme gouvernemental d'insécurité des paysans. L'intention est d'amener les agriculteurs à utiliser eux-mêmes les machines, sans dépendre pour cela des fonctionnaires du gouvernement.

## Le logement

**L**e gouvernement du président Shehu Shagari s'est engagé fermement à fournir deux cent mille logements. Le président a lancé le programme en donnant le premier coup de pioche à Yola, dans l'Etat de Gongola, le 9 juin 1980. Le ministre fédéral du logement et de l'environnement participe directement à la construction de deux mille logements dans chaque Etat, y compris le territoire de la capitale fédérale à Abuja. Des contrats ont été signés pour l'exécution du programme dans tous les Etats.

Le décret sur l'utilisation des terres, inscrit dans la Constitution et

qui attribue la terre au gouvernement des Etats, a représenté une difficulté majeure pour la mise en œuvre du programme de logement. Les travaux ont débuté effectivement dans les Etats où des terrains ont été mis à la disposition du gouvernement fédéral.

L'accent est mis sur l'occupation par la propriété. Les prêts sont distribués par l'intermédiaire de la Banque fédérale d'hypothèques et sont de trois sortes : prêts sociaux, économiques et commerciaux.

Les prêts sociaux, remboursables dans un délai de quinze à vingt

ans, couvrent l'achat de logements destinés à être occupés par leur propriétaire, avec une limite de 65 000 nairas. Ces prêts couvrent aussi des maisons construites par les lotisseurs pour la vente à des prix ne dépassant pas 65 000 nairas par maison ou 30 000 nairas par appartement. Les prêts économiques couvrent les maisons d'habitation privées bâties par les promoteurs et non couvertes en vertu des prêts sociaux. Ces prêts sont également destinés au développement des matériaux de construction, et la période de remboursement applicable va jusqu'à dix ans. Les prêts commerciaux couvrent les bâtiments commerciaux, les bâtiments spécialisés, les grands magasins, le développement des bureaux et les opérations des sociétés de logement des Etats dans ces domaines. Cette catégorie de prêts est remboursable dans un délai de sept ans.

Une nouvelle ville se construit à Abesan et la construction des habitations a déjà commencé. Cette agglomération devrait regrouper trois cent cinquante mille personnes.

Il y a aussi un projet de développement urbain de la Banque mondiale qui prévoit une mise en œuvre par étapes dans huit Etats. Le projet est en cours dans l'Etat de Bauchi. La première phase sera dans les Etats de Lagos, d'Ogun, de Borno et d'Imo, tandis que la seconde phase sera dans les Etats de Gongola, de Niger et d'Ondo.

Le programme de logements du gouvernement comprend aussi la construction de logements prioritaires dans les municipalités d'Ajao-kuta et d'Aladija-Shefi. La construction des 250 logements prioritaires à Ajao-kuta est terminée et le plan-masse pour 5 000 unités est achevé. A Aladija, les grands travaux ont réellement commencé pour 4 500 logements destinés aux cinquante mille habitants de la municipalité. La ville devrait être entièrement prête en décembre 1982.

Le ministre du logement et de l'environnement, le docteur Wahab Desamu, est un spécialiste de la planification urbaine. Le gouvernement bénéficie en outre de l'expertise en matière de logement du vice-président, le docteur Alex Ibeany, qui, avant d'entrer dans la politique, était un architecte renommé et prospère.

## L'éducation

**L'**EDUCATION est une priorité du gouvernement du président Shehu Shagari, et il l'a indiquée clairement dans son premier discours à la nation en disant : « Mon administration s'est immédiatement engagée à faire de l'éducation une priorité. Nous devons immédiatement développer les infrastructures éducatives afin de faire face à la demande à tous les niveaux de notre système éducatif. Nous avons également l'intention d'améliorer la qualité et le caractère fonctionnel de l'éducation, avec un contenu moral sûr. »

Il a également promis que son gouvernement améliorerait la qualité des enseignants et leurs conditions de travail afin d'en attirer suffisamment, en nombre et en qualité.

L'enseignement primaire gratuit et universel (EPU) continue de représenter la plus haute priorité du gouvernement. Les effectifs vérifiés des écoles primaires au Nigeria sont actuellement de 11 457 773 élèves contre 8 300 000 lors du lancement du plan en septembre 1976. Le plan comporte la participation et la coopération des pouvoirs publics au niveau fédéral, à celui des Etats et au niveau local, pour le financement et la gestion de l'enseignement primaire.

Dans son premier discours à la nation, le ministre de l'éducation, le Dr L.C. Madunike a annoncé qu'il avait décidé que le gouvernement fédéral verserait une subvention de 40 nairas par élève aux gouvernements des Etats pour financer le plan de scolarisation. Ce plan est important car il vise avant tout à éliminer l'analphabétisme. Le gouvernement gère également un programme d'alphabétisation des adultes visant aux mêmes fins. L'accent, dans ce domaine, est mis sur l'alphabétisation fonctionnelle.

Le gouvernement fédéral et ceux des Etats président et gèrent des écoles secondaires. Le gouvernement fédéral a trente-neuf collèges fédéraux, conçus comme des « écoles d'unité », avec des effectifs totaux de 23 083 élèves. Le gouvernement du président Shehu Shagari a réduit les frais de pension dans ces écoles de 120 à 60 nairas par an pour assurer qu'elles attirent toutes les classes de Nigériens. Le gouvernement a également conçu une nouvelle politique d'admissions pour ces écoles, répondant aux impératifs du mérite, des besoins des Etats voisins

مكتبة محمد



# du mandat du président

et au principe fondamental que les collèges du gouvernement fédéral sont conçus comme des « écoles de l'unité ». Les étudiants de ces écoles représentent habituellement un microcosme du Nigeria. L'enseignement secondaire est gratuit dans tout le pays. Les effectifs sont augmentés de 1500 élèves par an et par école.

L'enseignement technique visant à la production de main-d'œuvre qualifiée a reçu une grande attention, avec l'augmentation du nombre d'instituts polytechniques. Il y a vingt-quatre instituts de ce type au Nigeria, dont sept appartiennent au gouvernement fédéral. Ces instituts polytechniques décernent le diplôme national ordinaire (O.N.D.) et le diplôme national supérieur (B.N.D.).

Il y a, au Nigeria, deux écoles normales nationales, l'enseignement technique. A l'heure actuelle, il y a deuxcent soixante écoles normales de deuxième catégorie, avec des effectifs totaux de 234 680 élèves.

Il y a aussi vingt-cinq institutions offrant des cours sanctionnés par le certificat national d'éducation (N.C.E.) dans différentes combinaisons de matières, avec une population étudiante totale de 17 690 personnes.

Le Nigeria compte probablement plus d'universités que n'importe quel autre pays en Afrique. A l'heure actuelle, il y a treize universités à part entière et la création de trois nouvelles vient d'être annoncée. En 1982, le système de l'université ouverte commencera à fonctionner dans le pays. Cela bénéficiera aux gens plus âgés, qui n'ont pas eu l'occasion de pousser leurs études quand ils étaient jeunes, aux travailleurs à plein temps et à ceux qui ne peuvent se payer l'éducation universitaire sur le campus. L'université ouverte est, en fait, une tentative audacieuse du gouvernement du président Shehu Shagari pour faire progresser le développement de la main-d'œuvre au Nigeria.

## Développement de la sidérurgie

Le Nigeria construit des projets sidérurgiques dans les zones suivantes :

I. Le complexe intégré d'acier de haut fourneau d'Ajokuta ;

II. L'usine sidérurgique de réduction directe Delta à Aladja ;

III. Les trois laminoirs d'Inland Steel à Oshogbo, Jos et Katsina. Ces projets ont été entrepris avant l'arrivée en fonction du présent gouvernement, mais celui-ci est décidé à les accélérer et les a placés dans ce but sous l'autorité d'un ministre, M. Alhaji Ali Makiye.

Les travaux considérables, représentant environ 65 % du génie civil de l'usine de réduction directe Delta, étaient accomplis en septembre 1979. Le complexe d'Ajokuta est confié à des entrepreneurs soviétiques qui, après de longues discussions, ont désormais accepté de livrer la section légère et les tréfileries à la fin de 1983, tandis que les unités restantes seraient mises en service d'ici à 1985.

mal de cette année. L'administration actuelle a entrepris en fait une augmentation systématique du nombre de missions de défense tant en Afrique que dans d'autres pays amis. En tant que membre des Nations unies, le Nigeria participe toujours pleinement aux forces intermédiaires de l'ONU au Liban (UNIFIL), et cette administration s'est assurée que le pays contribue sa juste part à la paix mondiale. La Défense Industries Corporation est en cours de réorganisation pour faire face aux besoins d'armes légères du pays. Une usine militaire de montage est en construction. Au cours de l'année écoulée, l'administration actuelle a pris livraison de quatre des navires de guerre modernes et ultra-perfectionnés pour lesquels une commande avait été passée. Ce sont les N.N.S. *Ambo, Enginmiri, Brinmi et Oflom*. Quatre autres navires de guerre — N.N.S. *Ekepe, Domisa, Siri et Aradu*, la plus grosse et la plus perfectionnée des frégates que ce pays ait jamais possédées — ont été acquies.



Le président SHEHU SHAGARI

## Communications et services postaux

Le gouvernement est conscient de l'importance d'un réseau efficace de communications pour le développement national. Le ministre des communications, Alhaji Alkali Olayangi a promis, en prenant ses fonctions, que les Nigériens assisteraient à une amélioration nette des services postaux et des télécommunications dans la première année de la présidence exécutive du Nigeria.

Cette période a vu l'installation de vingt centres téléphoniques automatiques, qui ont augmenté de soixante six mille cinq cents le nombre de lignes téléphoniques, avec des installations permettant aux abonnés d'être directement en communication avec d'autres abonnés dans une localité différente sans l'assistance d'une opératrice. Pendant cette période, les services de Télé-grammes ont été accrus de deux mille lignes, tandis que, en ce qui concerne les télécommunications extérieures, des possibilités d'appels internationaux directs ont été offertes dans l'agglomération de Lagos pour améliorer le service rendu aux clients.

Le service postal a été également amélioré avec l'achèvement de vingt-

Lorsque ces travaux seront terminés, tout téléopérateur, dans n'importe quelle partie du Nigeria, pourra choisir entre les programmes de télévision émis par l'un quelconque des trois principaux centres du pays.

Les communications du Nigeria avec le monde extérieur sont l'affaire de Nigerian External Communication Ltd (NET). Pour améliorer l'accès des différentes parties du Nigeria au monde extérieur, NET a entrepris la construction à Kaduna du second complexe d'accès international qui, une fois terminé, se chargera du trafic de télécommunications des Etats du Nord du Nigeria. Ce réseau fournira la possibilité d'un acheminement de remplacement et d'une diversité pour les communications du Nigeria avec le monde extérieur.

NET a également introduit l'appel international direct dans l'agglomération de Lagos pour faire face à la demande croissante du service téléphonique international. En fait, ces facilités sont offertes jusqu'ici dans trois centres. Il y a eu aussi

## ABUJA : nouvelle capitale fédérale

Le gouvernement du président Shehu Shagari transférera le siège du gouvernement fédéral à Abuja en 1982-1983. Tous les projets urbains concernant cette date limite de 1982-1983 sont sérieusement entrepris. Une fois terminée, Abuja sera une des villes les plus modernes du monde. Le ministre chargé de l'autorité de développement de la capitale fédérale est M. Jatau Kadiya.

## Relations extérieures

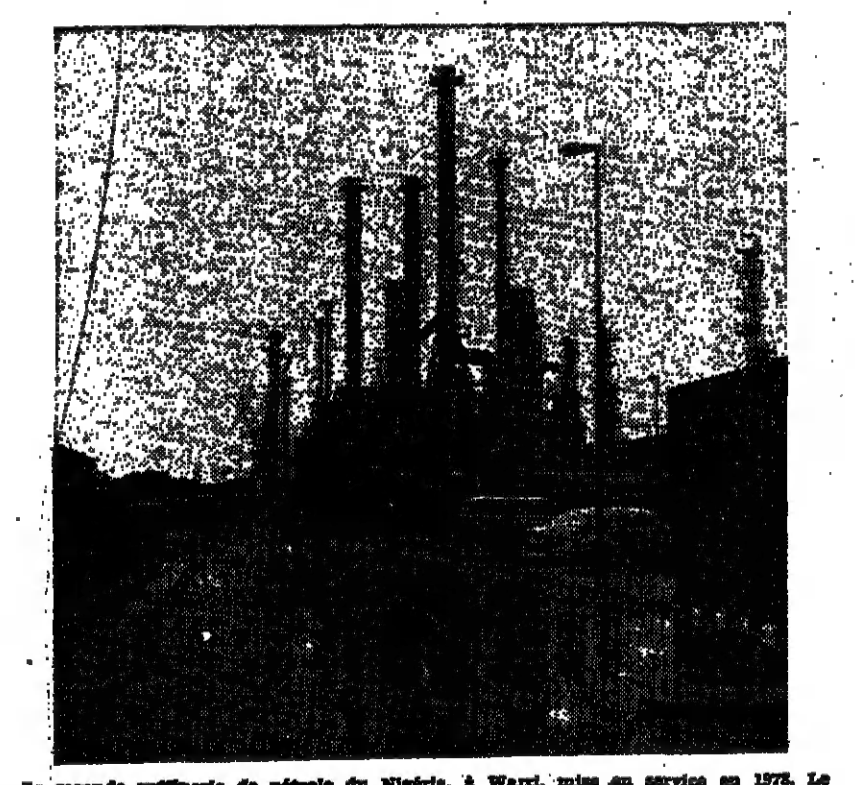
L'AFRIQUE reste au centre de notre politique étrangère. Notre rôle dans la lutte pour l'indépendance de l'Angola et spécialement du Zimbabwe est bien connu. Le Nigeria continue à aider les pays africains frères pour la formation de certains de leurs nationaux par des bourses d'études dans les universités nigérianes. Le Nigeria continuera de faire pression sur l'Afrique du Sud pour qu'elle renonce à son système scandaleux d'apartheid et qu'elle accorde l'indépendance à la Namibie. Le Nigeria entretient maintenant des relations diplomatiques aussi bien avec la Corée du Nord qu'avec celle du Sud. Le ministre des affaires extérieures est le professeur Ishaya Adu.

## Santé

Il y a eu une augmentation du nombre de lits disponibles dans les hôpitaux universitaires. Ces hôpitaux sont au nombre de treize. Il y a eu une augmentation de médecins et d'infirmières formés localement. Le total des inscriptions d'étudiants dans les écoles de médecine est passé de 600 à plus de 1 000 en 1980. L'objectif d'ensemble du ministère de la santé, dont le titulaire est M. D.-C. Ugwu, reste de fournir dans tout le pays des services de santé préventifs et curatifs efficaces et conviviaux.

## Sports

Les Nigériens adorent les sports, le plus en vogue étant le football. L'équipe nationale de football des Aigles verts s'est classée championne d'Afrique en remportant la Coupe africaine de l'unité. Elle a participé aux Jeux olympiques de Moscou et a joué un match nul de 1 à 1 avec l'équipe tchécoslovaque qui a remporté la médaille d'or. Elle est encore en course dans les séries de la Coupe du monde, dont les finales se jouent en Espagne en 1982.



La seconde raffinerie de pétrole du Nigeria, à Warri, mise en service en 1975. Le Nigeria est le sixième producteur mondial de pétrole brut et le second d'Afrique.

## Travaux publics

Le Nigeria continue à construire de nouvelles routes et à remettre en état les anciennes. C'est un fait reconnu que le Nigeria possède l'un des meilleurs réseaux routiers d'Afrique. En conséquence, l'accent est mis sur sa remise en état. Des bureaux d'études ont été chargés de préparer des appels d'offres pour la remise en état et l'entretien spécial d'environ 1 300 km de routes à travers la Fédération. Des ponts à bascule ont été installés sur les grandes routes existantes et des négociations ont été conclues avec la Banque mondiale pour un prêt de 108 millions de dollars destiné à financer le sixième projet routier. Ce projet consiste dans le remplacement de certaines routes à travers le pays. Le ministre des travaux publics est M. Victor Iwe Nnam.



Trois constructeurs opèrent en coopération avec le gouvernement : Peugeot Automobile Nigeria L.T.D., à Kaduna, Volkswagen of Nigeria à Lagos, et Mercedes à Enugu.

## Transports

La principale préoccupation du ministre fédéral des transports, dont le titulaire est M. Alhaji Umaru Dikko, est la mise en œuvre d'un plan massif de réseau ferroviaire basé sur l'écartement standard, en vue d'ouvrir le pays et d'intégrer l'économie nationale. Il faudra plus de vingt-cinq ans pour réaliser ce projet. Il y a une Compagnie nationale du fret qui, pendant la période étudiée, a transporté 125,85 millions de tonnes de produits 4,5 millions de tonnes de recettes. Elle a également gagné 2 millions de nairas sur le transport des marchandises sèches. Elle a aussi obtenu des contrats de fret pour la plus grande partie des projets sidérurgiques du pays.

## Économie

TOUTES les activités, courantes et de développement, dépendent de la situation de l'économie. Depuis un certain nombre d'années maintenant, le Nigeria parle en milliards. Mais au 30 septembre 1979, dernier jour du régime militaire, la situation financière d'ensemble du gouvernement fédéral montrait un déficit d'environ 1,4 milliard de nairas. Les gouvernements des Etats connaissent une situation aussi peu enviable. A la suite de saines mesures budgétaires, le gouvernement du président Shehu Shagari est parvenu à renverser la tendance. Les dépenses courantes pour l'exercice 1980 ont été fixées à 2,70 milliards de nairas, en augmentation de 7,5 % sur le budget de l'année précédente, alors que, auparavant, le pourcentage d'augmentation était allé jusqu'à 42,9 %, en 1979-1980 par exemple. Le budget d'investissements pour 1980 a été fixé à 7,823 milliards de nairas supplémentaires, dont une partie est financée par l'excédent du budget courant. L'insuffisance des ressources du budget d'investissements sera comblée en imposant une réduction générale de 20 %, en attendant une amélioration de la répartition des recettes. Les ministères des finances, de l'industrie et du plan, dont les titulaires respectifs sont le professeur S.M. Essang, M. Adamu Ciroma et Mme Adenike Kuru Oyagbola, ont des rôles cruciaux à jouer dans la mise en œuvre de l'économie. Les détails du IV<sup>e</sup> Plan de développement (1981-

1985) devraient être bientôt connus. Dans le secteur industriel, l'accent est mis désormais sur la création de petites et moyennes entreprises auxquelles sont soutenus financiers substantiel sera apporté par la Nigerian Industrial Development Bank et la Nigerian Bank for Commerce and Industry qui bénéficieront ensemble d'un prêt de 90 millions de nairas du gouvernement fédéral dans les estimations d'investissements en capital en 1980.

L'inflation est combattue et le gouvernement a résisté à des demandes déraisonnables d'un salaire minimum irréaliste. Il a relevé de 60 à 100 nairas par mois le salaire minimum dans le secteur public et a fourni des indemnités de logement et de transport.

Selon les termes du président, le Nigeria veut « un monde nouveau où aucun homme ni aucune nation ne soient opprimés et où les hommes aussi bien que les nations soient jugés sur le contenu et la qualité de leurs ressources humaines plutôt que sur leurs prouesses militaires ou économiques ». Après un an de mandat, les résultats obtenus par le président Shehu Shagari témoignent de cette philosophie.

Des informations supplémentaires au sujet du Nigeria peuvent être obtenues auprès de la haute commission ou de l'ambassade du Nigeria ou directement auprès du directeur fédéral de l'information, République Building, Maitama, Lagos, Nigeria.

trois bureaux de postes départementaux dont dix ont déjà été ouverts, tandis que les travaux sont encore en cours dans cent soixante-dix-neuf autres endroits. Six sous-bureaux de poste et cent quarante-deux agences postales ont été également ouverts. Dans le secteur de la distribution du courrier, cinq nouvelles liaisons ont été ouvertes et quarante-deux mille neuf cents boîtes aux lettres supplémentaires ont été fournies à l'usage des clients pour réduire le retard causé par la distribution individuelle des lettres à domicile.

Des progrès ont également été enregistrés pour le génie civil sur les cinq emplacements de retransmissions de télévision. Sur celui du Sud-Ouest, 66 % du système d'antenne et des travaux d'électronique, de mécanique et d'électricité sont terminés, et le chiffre correspondant pour l'emplacement du Nord-Est est de 70 %. Aucune installation d'équipement n'a commencé sur les sites du Centre-Nord, du Sud-Est et du Nord-Ouest, en raison de retards dans les travaux de génie civil.

la mise en service du câble sous-marin Lagos-Abidjan qui fournira, entre autres choses, un acheminement de rechange de haute qualité pour le réseau de satellites et des facilités de télécommunications internationales aux autres membres de la C.E.R.A.O. (Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest). Le NET a également commandé le Centre informatisé de répartition des messages qui délivre automatiquement les télégrammes internationaux au bureau de destination le plus proche et achemine également les messages à partir d'un certain nombre de centres vers leur destination à l'étranger sans intervention d'un opérateur à Lagos.

La station terrestre de satellites de Lanlate a été améliorée pour répondre aux nouvelles exigences de l'Organisation internationale des satellites (INTELSAT). NET a également ouvert des bureaux dans cinq capitales d'Etat pour fournir des services de téléphone, de télé et de télécopieur. Ces facilités seront étendues par la suite aux autres capitales d'Etat.

de  
rent  
de  
let  
s :  
ant  
été  
pur  
r de  
me  
et  
sant  
D.T.  
ail-  
sup-  
r la  
cité  
sak-  
rail-  
kon-  
per  
Jon.  
la  
ants  
gés-  
sp-  
ent-  
ait  
de  
sa-  
iser  
de  
de  
sire  
du  
lacté  
ibat  
s p.  
ul-  
sen-  
la  
en-  
de  
ard.  
mé-  
don  
lait  
no-  
qui  
un  
b-ll-  
me  
RD  
ais  
op-  
ver  
vec  
en  
pe-  
rés.  
ent  
on  
de  
sur  
st-  
à  
né  
au  
rile  
ain  
les  
tes  
re-  
les  
été  
et  
en  
jon  
par  
uit  
ta-  
de





## La seconde République nigériane:

Le 1<sup>er</sup> octobre 1979, l'une des armées numériquement les plus importantes d'Afrique sud-saharienne (près de deux cent mille hommes) remettait de son plein gré aux civils la direction du pays le plus peuplé et le plus riche de potentialités de cette région.

La Fédération nigériane compte, en effet, quatre-vingts millions d'habitants et en aura probablement le double en l'an

par GUY NICOLAS (\*)

3900. Disposant d'un immense marché, elle bénéficie d'un pacte pétrolier qui fait d'elle le septième producteur du monde. Ces ressources favorisent l'expansion rapide d'un secteur industriel dynamique. Ses treize universités constituent une pépinière de cadres de valeur. Ses initiatives sur le plan international africain sont de plus en plus à la mesure de sa jeune puissance.

Le retour de ce pays au régime démocratique, au terme de treize années de pouvoir militaire, a soulevé relativement peu d'intérêt auprès des Français trop souvent habitués à limiter leurs horizons africains aux anciennes possessions françaises. Pourtant, dans une Afrique en proie à des difficultés croissantes et que certains promettent aux seules dictatures, l'instauration d'une démocratie réelle aurait dû attirer l'attention. En effet, le succès d'un tel régime dans un tel pays ainsi que son rayonnement peuvent entraîner un bouleversement des mœurs politiques environnantes. Car la nouvelle démocratie nigériane est, pour l'instant, l'une des plus libres et des plus ouvertes du monde : toute remise en cause, toute nouvelle mesure, tout conflit y est passé au crible d'une critique vigilante, servie par une presse indépendante. Bénéficiant

(\*) Professeur à l'Institut national des langues et civilisations orientales (INALCO).

d'une Constitution libérale, elle affronte les problèmes qui se posent à tout régime politique africain — notamment celui de l'unité dans la diversité ethnique, linguistique, économique, religieuse, politique, etc., particulièrement complexe en ce qui la concerne — avec une disposition d'esprit résolument réaliste et empirique.

Pour en venir là, il aura cependant fallu au peuple nigérien une suite d'épreuves, jalonnées par d'âpres conflits régionaux, quatre coups d'État militaires, des

pogroms massifs, des purges et une longue et cruelle guerre civile à fondement sécessionniste. Tel a été le prix douloureux à payer pour échapper au piège de la « balkanisation », puis à celui de la dislocation généralisée. Les cicatrices laissées par ces expériences entretiennent une détermination farouche en faveur de l'unité nationale et une répulsion assez générale à l'égard des facteurs de division qui ont provoqué la dislocation de la première République et la terrible affaire du Biafra (1).

### Une Constitution de type américain

La Constitution de la seconde République nigériane a été élaborée sous le contrôle de l'armée. Celle-ci a veillé à ce que les facteurs susceptibles de réveiller les dissensions antérieures en soient systématiquement éliminés et à ce que le nouveau régime soit unitaire et fondé sur l'égalité des citoyens, quels que soient leurs origines, leur passé ou leurs croyances. A cette fin, les militaires au pouvoir se sont efforcés de recueillir l'avis de représentants de toutes les parties du pays et de tous les milieux. Mais ils ont imposé à l'Assemblée constituante, réunie à cet effet, des cadres rigides, et ont contrôlé les moindres détails des dispositions qu'ils ont finalement retenues.

Le texte de la Constitution n'a pas été soumis au suffrage populaire. Mais il a été ratifié de facto par les partis et l'électorat, lors de sa mise en application. Les desseins du régime militaire ont été favorisés par le boom pétrolier qu'a connu le pays sous sa juridiction et les effets de sa politique de « nigérianisation » des entreprises étrangères. La manne pétrolière a permis, notamment, au pouvoir fédéral central de développer sa puissance et son autorité, au moment où s'affaiblissait le marché des anciennes ressources marchandes régionales, d'origine agricole : arachide pour le Nord, cacao pour l'Ouest et huile de

palme dans l'Est. Elle a favorisé, en outre, le développement de l'appareil d'État central, servi par une fonction publique importante, attachée à l'unité du pays et aux acquis de cette période. Cette Constitution s'inspire fortement de celle des États-Unis d'Amérique, dont l'inspiration s'est alors substituée à celle de l'ancienne puissance coloniale. Elle instaure, en premier lieu, un système politique fédéral, fondé sur trois ordres de pouvoirs, à savoir un gouvernement central, des « États » locaux jouissant d'un statut analogue à celui des leurs homologues nord-américains et des juridictions plus modestes : les *local governments* (L.G.s). Chacun de ces cadres possède des attributions précises et une certaine indépendance, par rapport aux deux autres, en matière de législation ou d'administration. En second lieu, cette Constitution sépare à tous les niveaux les instances du législatif, de l'exécutif et du judiciaire, qui sont largement indépendantes les unes des autres et se contrôlent mutuellement.

L'exécutif fédéral est assumé par un président de la République élu par l'ensemble des électeurs au suffrage universel direct. Ce personnage dispose d'une large autonomie de décision. Il nomme ses ministres, choisis en dehors du Parlement, dirige une

administration fédérale dont les compétences peuvent interférer avec celles des appareils des États bien qu'elle en soit distincte, assure le commandement de l'armée et d'une police fédérale et oriente la diplomatie du pays.

Le pouvoir législatif est confié à deux Assemblées, soit une Chambre des représentants de quatre cent cinquante membres et un Sénat de quatre-vingt-cinq membres, représentant les États. Les députés sont élus au suffrage universel par l'ensemble de l'électorat, et les sénateurs par ceux de leurs États respectifs. Le Parlement discute et vote le budget et les lois, approuve certaines décisions du

chef de l'État et peut leur opposer son veto.

Les membres du pouvoir judiciaire sont désignés par le président, mais en deviennent indépendants ensuite, pour la durée de la législature. Une Cour suprême autonome veille au respect de la Constitution. On retrouve une structure analogue à l'échelon de chaque État : l'exécutif y est représenté par un « gouverneur » et le législatif par une Assemblée d'État. Chacune de ses instances est désignée par les électeurs de la circonscription, au suffrage direct, de manière indépendante. Il existe également un appareil judiciaire local dont les décisions sont supervisées par une haute cour fédérale en cas d'appel.

### Une fragile coalition parlementaire

Le nombre des États de la Fédération a été fixé par le régime militaire à dix-neuf. Chacun d'eux a la population

et commencé à fonctionner, d'un seul bloc, au matin du 1<sup>er</sup> octobre 1979.

Une telle procédure et la brusque réémergence d'un débat démocratique dans un pays dominé durant treize ans par un pouvoir autoritaire ont brutalement mis à l'épreuve un régime conçu de manière idéale, sans associations prévisibles virtuelles entre les tenants d'intérêts opposés et remis à des acteurs inexpérimentés, à l'exception de quelques chevronnés de retour de la première République (1), regardés avec suspicion par les électeurs pour avoir contribué au naufrage de celle-ci, mais néanmoins restés en raison de leur expérience ou d'un ancien chevronnage le plus souvent local. Les possibilités de grippage de la machine démocratique en question ne manquaient pas. Mauvais présage : la validité de l'élection du futur chef de l'État fut contestée par ses adversaires devant les tribunaux dès le suffrage d'août 1979.

Une première difficulté est venue, précisément, du caractère relativement peu représentatif du premier personnage de la Fédération : élu avec seule-

ment 33 % des suffrages, M. Shehu Shagari, candidat du National Party of Nigeria (N.P.N.), n'a obtenu plus du quart des voix que dans douze États et non dans les deux tiers exactement, comme l'exigeaient les textes. Dès lors, ses adversaires ont estimé qu'il y avait lieu de suivre la procédure prévue en tel cas, ce qui leur aurait permis de le suppléer. Bien que les tribunaux aient avalisé la décision contraire de la Commission électorale fédérale (Fedeco) instituée par les militaires, il est resté considéré comme mal élu par cette opposition. Son autorité en a souffert quelque peu et un certain discrédit a entaché d'emblée le régime.

Un second nœud de conflits a marqué l'instauration des premières élections entre le chef de l'État et le Parlement fédéral : M. Shehu Shagari ne pouvait compter, au départ, que sur les élus de son parti, qui ne dépassait que 36 % des sièges de la Chambre des représentants et 37 % de ceux du Sénat. Or le N.P.N. a refusé de constituer un gouvernement d'union nationale associant l'ensemble des partis. Il lui fallait donc, pour régner, diriger ses adversaires. C'est seulement après une entente avec le Nigeria People's Party (N.P.P.) de l'ancien président Nnamdi Asikiri, lequel détenait 17 % des sièges de la Chambre et 24 % de ceux du Sénat, que sa position est devenue plus assurée. Mais cette coalition est restée très fragile, ainsi que l'a montré l'indiscipline récente des élus et des gouverneurs N.P.P. En effet, une grande partie des premiers ont refusé de voter les sommes destinées à la rémunération des « officiers de liaison présidentielle », mais, domptés, nommés par le président dans les États, de sa propre initiative. Quant aux seconds, ils se sont joints à leurs homologues de l'opposition en juin 1980.

Bien que les cinq partis retenus par la Commission électorale fédérale disposent, en

## Aller de l'avant en pensant au public



Les efforts d'aujourd'hui construisent le Nigeria de demain : l'Organisation Ibru est fière de pouvoir y apporter une contribution majeure.

Nous avons grandi avec les années, passant d'une petite société de commerce à l'une des principales entreprises du Nigeria, mais nous avons gardé présent à l'esprit une notion fondamentale : le progrès, cela concerne tout le monde.

Nous avons commencé par le poisson, et qui dit poisson dit protéines. Pour pouvoir fournir ces protéines à un prix avantageux, nous avons été les pionniers de l'industrie moderne du poisson et des surgelés au Nigeria et pour les mettre à la disposition de tous, nous avons construit un vaste réseau d'entrepôts frigorifiques et de distribution.

À partir de cette base solide, nous avons abordé d'autres secteurs importants d'activité : tels que l'Agriculture, la Santé, le Logement et l'Éducation ; nous cherchons à poursuivre notre rôle dans le Nigeria d'aujourd'hui en contribuant à fournir aux gens les produits de base dont ils ont besoin pour construire le Nigeria de demain.

The Ibru Organisation  
33 Creek Road, PMB1155 Apapa, Lagos  
Telephone: 46504-6  
Telex: 21324. Cables: Ibru Lagos

**IBRU**

PEUGEOT

مكتبة من الأعمال



## une nouvelle chance pour l'Afrique ?

principe, de tous les nationaux, c'est-à-dire fédéralisme et parti présidentiel bénéficie d'une notable audience dans la plupart des Etats de la Fédération : c'est le cas du N.P.P. est concentré dans les Etats du Nord-Est (pays ibo, principalement), celui de l'Unity Party of Nigeria (U.P.N.) s'inscrit surtout dans les cinq Etats de l'ancienne région du Cameroons (pays yoruba, principalement), ce qui lui confère une audience purement méridionale correspond à la clientèle de l'Action Group, dont il est le dirigeant légal de la présente République. L'audience du Congrès National People's Party (C.N.P.P.) est limitée aux Etats du Nord-Est, correspondant en partie au pays du Borno et à l'ancien empire du Bornou, celui du People's Redemption Party (P.R.P.) réduite aux Etats de Kano et de

Kaduna (centre ~~pour~~ pour l'essentiel.

Ces partis diffèrent surtout  
 de fonction : les dirigeants :  
 MM. Shohat (G.N.P.P.),  
 M. Mandjakovic (G.N.P.P.),  
 M. Kozak (U.P.N.),  
 M. Aminu (U.P.N.),  
 M. Zano (P.R.P.), M. Alhaji Wasir  
 (G.N.P.P.). Deux d'entre eux  
 présentent un programme réputé  
 progressiste : le P.P.P. et  
 le P.R.P. Les trois autres sont  
 partisans d'un régime libéral  
 aux milieux réactionnaires. En  
 outre, la coalition  
 présente à la N.P.P. des  
 membres qui associe le  
 P.N.P. à la N.P.P.  
 La seconde rassemblement  
 l'U.P.N. et le G.N.P.P. Les  
 participants à la N.P.P. issus  
 du P.R.P. et des deux autres  
 pourraient constituer l'amarce d'un  
 régime bipartite, tandis  
 que les autres N.P.P.s  
 pourraient constituer la base

noncent les atteintes portées aux droits de leurs partisans ou militants par celles-ci, en s'appuyant sur les majorités qu'ils peuvent détenir ailleurs.

Un autre problème venant compliquer la situation politique est celui de l'indiscipline de certains élus ou titulaires de postes officiels. L'égard des instances supérieures de leurs partis. Certains militants « naïfs » se laissent tenter par les offres de partis adverses, et se désolidarisent des options de leurs organisations, en opposant leur qualification de réactionnaires, réalistes ou d'états à l'« incompétence » des hommes d'appareil ou des politiciens de la première génération.

Tous les partis sont en proie à des dissensions qui peuvent aboutir à des scissions. C'est ainsi que en printemps 1990, le

détriment de son organisation  
et qui a été la formation d'un  
gouvernement d'union nationale,  
déposant les mandats actuelles,  
a donné ordre aux deux gou-  
verneurs de Kano et de Kaduna  
de dissoudre ces mandats. Et  
c'est sur leur refus d'obtempérer  
que ces deux dirigeants ont été  
déposés, ainsi que certains de  
leurs partisans.

Par ailleurs, les trois gouvernements N.P.P., rompant la solidarité de leur parti avec le N.P.N., se sont joints au « groupe des neuf » en août 1980. Une telle situation pourrait entraîner, si elle s'affirmait, celle de leur formation à l'égard de la coalition au pouvoir, la prise en minorité de l'un de l'Etat au

Parlement fédéral ■ ■ ■ près des deux tiers des Etats de la Fédération, ainsi que la défaite ultérieure du parti national.

Dans les Etats, certains gouverneurs peuvent avoir, de leur côté, à affronter des majorités ■ représentants appartenant à des partis ou ■ des coalitions adverses. Il en est ainsi, notamment, dans l'Etat de Kaduna, dont le gouverneur est P.R.P. et l'Assemblée ■ dominante M.P.N., et qui se trouve de ce fait paralysé depuis le début de la législature, l'Assemblée se refusant à approuver la liste des membres du cabinet gubernatorial, ■ s'abstenir ses décisions et à le laisser appliquer son programme.

Fédération pourrait comprendre un jour trente Etats. Les adversaires de ce courant ~~national~~ qu'il s'agit de vider la Constitution de son sens et la Commission nationale de la Constitution, en suscitant un regain des forces centrifuges d'autant. Le problème s'ajoute celui d'une augmentation du nombre ~~des~~ local ~~provinciaux~~. Certains gouverneurs, estimant que ceux-ci ont été constitués de manière purement arbitraire, ont décidé d'embêter les remanier. De tels embêtements peuvent entraîner des conséquences administratives, électorales ou politiques importantes. Aussi, ces décisions ont été généralement mises en cause devant les tribunaux, qui

Dans cette situation politique effervescente, en effet, l'ordre judiciaire, qui a hérité du prestige et de l'indépendance que lui reconnaît le monde anglo-saxon, est généralement considéré comme le gardien et l'interprète impartial de la Constitution. Constantement sollicité par les partis les plus divers et interprétant les textes de manière plus ou moins large, il use fréquemment de son droit de rejet des décisions des différents pouvoirs législatifs et exécutifs qui ne lui paraissent pas conformes à la lettre ou à l'esprit de la loi. La légèreté avec laquelle il interprète contribue fortement à réduire les écarts. Par contre

reduire les excès. Par contre, elles peuvent se révéler paralysantes lorsqu'elles contrarient des mesures visant à résoudre des problèmes urgents, l'application des principes de partis pris pouvant ou favorisant les manœuvres d'obstruction de certaines minorités.

(Lire pp. 12-13.)

(2) Le principe de répartition retenu en 1980 (formule Oshiba) accorde 70 % du revenu global au gouvernement fédéral, 20 % aux États et 10 % aux L. G. Entre ces derniers, les critères de partage sont l'importance de la population (30 %), l'égalité (40 %).

## L'importance de la compétition entre partis

Les conflits entre partis dominent une large part de la vie politique du pays. Les Etats, les cinq provinces en question, ont tous des sièges au Parlement fédéral, avec lequel le chef de l'Etat doit compter, notamment pour le vote du budget, les six répartissent également les postes de gouverneurs et les sièges des assemblées des dix-neuf Etats de la Fédération. De ce fait, les rapports entre le président et les gouverneurs, et les Etats et avec leurs majorités législatives sont au moins ambigus ou conflictuels, entre qu'ils appartiennent aux mêmes formations ou coalitions.

**Le parti du président contrôle**  
huit postes de gouverneur et son  
allié, le N.P.P., deux postes de  
gouverneurs et trois assemblées.  
Par contre, l'U.P.N. « détient »  
les cinq gouverneurs et les cinq  
assemblées du Sud-Ouest, le  
G.N.P.P. deux postes gubernato-  
riaux et une assemblée, plus une  
avec une (Gomela) et le P.R.P.

deux exemplaires de nos lettres  
aux Etats (Kono)

Les deux grands partis d'opposition aux de Gaulle bastions, menant une fronde continue à l'encontre du gouvernement fédéral qui n'est véritablement accepté que dans les milieux locaux par le N.P.N. Les rapports entre administrations fédérales et locales sont ainsi très difficiles, surtout plus que dans le parti s'efforce d'appliquer son programme dans ses fiefs et prépare activement les élections de 1953, les premières à s'effectuer hors du contrôle de l'armée.

Le chef de l'Etat conserve son intérêt sur des services aussi importants que la police fédérale et se trouve ainsi en mesure de passer outre aux décisions des assemblées et exécutives locales, voire de les défaire, en certains cas. Par ailleurs, les partis qui détenaient seulement une position minoritaire dans certains Etats peuvent chercher à paralyser l'action des majorités locales ou à les desservir après de l'électorat, tandis qu'ils dé-

du P.R.P. ont été suspendus, en mai-juin, puis expulsés, en juillet 1980 par la direction de ce parti. Cette dernière situation est liée à un autre problème : les rapports des différents groupes politiques des premiers mois de la législature, les gouvernements des neuf Etats d'opposition, qui se qualifient eux-mêmes de « progressistes », bien que telle ne soit pas l'orientation du G.N.F.P., ont pris pour butinde se sa réputation, de se faire connaître, ainsi, un bloc au sein duquel l'autorité du chef de l'Etat est constamment mise en cause, en raison d'initiatives considérées comme des abus de pouvoir de sa part. Cette pratique a été dénoncée par le secrétaire général du P.R.P. et du P.R.M. à la Constitution et une manifestation d'inspiration opportuniste.

De son côté, le chef du Parti de la rédemption du peuple (P.R.P.), qui redoute que cette structure officielle ne favorise la constitution d'un nouveau parti, par un leader de l'I.P.N., Awolowo.

**Etat fédéral ■ Etats fédérés**

Sur un autre plan, la répartition des ressources de l'Etat, lesquelles proviennent pour l'essentiel du revenu pétrolier, soulève des conflits passionnés. Un premier problème est celui de la répartition de la part, le *share*, respectivement un budget fédéral, et ceux des Etats et à ceux des *local governments*. Une autre question est celle d'allouer une partie du revenu du pétrole au chapitre entre un *district* ou celui de la *province*, et les *tribal* entre les différents *local governments* (3).

Sous le régime militaire, en effet, l'administration indienne avait attribué la part de lion et a pris l'habitude de distribuer ses crédits les crédits très arbitrairement. Les gouvernements des Indes exigent aujourd'hui une répartition plus équitable. Cela n'a rallié que l'opposition la plus active. Pour ce motif l'Inde dirigée par ses partisans, au détriment des

On retrouve dans cette querelle certains relents du fascisme antique bien-fraîché ; ainsi, certains thèmes, notamment ceux de la « révolution nationale du pétrole », réclamant une plus grande part du

revenu national, en raison de leur richesse, et ne sont pas loins de se considérer comme exploités par le reste de la Fédération. Les autres Etats et les partisans de l'égalité nationale invoquent le principe de l'unité nationale et de l'équité pour refuser cette revendication. Un nouveau système de répartition est à l'étude. Mais sa mise au point soulève des problèmes plus difficiles à résoudre dans la contenance démocratique actuel, où chacun peut faire valoir ses arguments, qu'à l'époque du régime militaire.

Un autre problème important est la mise en cause du nombre actuel des États de la Fédération par certaines communautés locales qui souhaitent se séparer de leur suzerain. Les revendications de ce type sont arbitrairement inscrites par le régime militaire, qui ne peut en constituer des bases solides. La prise en compte de ce type d'aspiration peut se faire, en se basant sur les données d'un sondage de réclamations, fondées sur des particularismes ethniques, linguistiques, religieux, politiques multiples, mais dans ce cas les stratégies économiques ou électo-

# PEUGEOT AUTOMOBILE NIGERIA LIMITED



**P.A.N. fondée en 1972 par un accord signé entre le GOUVERNEMENT FÉDÉRAL DU NIGÉRIA et AUTOMOBILES PEUGEOT.**

**Le siège de PEUGEOT AUTOMOBILE NIGERIA LIMITED, ainsi que l'usine d'assemblage se situent à Kaduna.**

**P.A.N. emploie 3.800 personnes.**

Le 100.000<sup>e</sup> Peugeot a été assemblé à l'usine de Kaduna en décembre 1979. Pendant cette même année 1979, la production de l'usine de Kaduna s'est élevée à 35.000 véhicules, soit une production journalière de 149 voitures.

**En 1980, la production devrait être supérieure à 45.000 unités (production journalière de 191 véhicules).**

**La surface couverte de l'usine représente 75.000 mètres carrés.**

**Les modèles assemblés sont les berlines 504, Breaks 504 et, tout récemment, les berlines 505.**

**Un magasin de pièces de rechange d'une superficie de 13.000 m<sup>2</sup>, situé à LAGOS, ■ entré en activité au printemps 1979.**

**La densité du réseau de vente et d'après-vente couvre l'ensemble du pays.**

**Le chiffre d'affaires estimé de P.A.N., pour 1980, s'élève à environ 391 millions de Naira, soit 2 milliards 750 millions de Francs Français.**

**La Société des Automobiles Peugeot participe à l'activité de P.A.N. par l'assistance dans les domaines de l'organisation et de la formation essentiellement à travers une équipe de spécialistes français qualifiés, dont la principale contribution est de préparer et de réaliser le Transfert-progressif des responsabilités aux ingénieurs, cadres et agents de maîtrise Nigériens.**





## La seconde République nigériane

(Suite de la page 11.)

On s'attendait à ce que la seconde République nigériane soit une véritable révolution. Mais, comme l'exclusion d'un seul homme, le général Abacha, ou l'intervention de la police dans la rue de Benin, à l'annonce de la démission du gouverneur, ont montré que les pouvoirs locaux au régime et à la capacité de celui-ci à sauvegarder le pays de la discorde. Dans l'ensemble, cependant, les premières crises se sont déroulées de la manière la plus pacifique et conformément au code démocratique, et il est permis d'espérer que ces difficultés, inévitables dans le contexte d'un retour aussi brusque et aussi dirigé au régime représentatif, seront progressivement surmontées.

On ne saurait oublier, par ailleurs, que l'armée demeure vigilante et ne peut permettre que son œuvre soit détruite. Elle estime, en effet, non sans raison, que sa tâche a permis au pays de surmonter la situation inextricable dans laquelle avait sombré la première République.

### Le coup de gong d'août 1980

La grande masse des Nigériens est également sensible à la corruption qui sévit dans les sphères officielles, en particulier dans les milieux politiques. Les dirigeants politiques s'efforcent de limiter les abus de leur pouvoir, à la « révolution verte » et à la politique de « développement social » du P.R.P. qui militent pour des changements plus radicaux.

Ainsi se dessine un nouveau partage politique en trois fractions, une de droite et une de gauche. Toutefois, les partis peuvent être regroupés en deux formations politiques : la compétition électorale de 1979, faite de répondre aux normes du pouvoir militaire, lesquels prendraient en compte les revendications qu'ils ont pu satisfaire. En particulier, tous les États-majors fédéraux se sont opposés aux revendications du mouvement syndical (Congrès national du travail) qui réclame le salaire minimum mensuel passe de 60 à 300 Naira, ce qui n'estiment pas pouvoir y faire face.

Par ailleurs, certaines tendances « balkanistiques » de nature régionale, ethnique ou confessionnelle, restent jusqu'ici dans la mythologie nigériane. L'unité nationale, se manifestant à nouveau du fait de l'exaspération des aspirations au renversement des États, les conflits internes et de l'éventualité de l'élimination des formations n'ayant qu'une audience locale les ont écartés.

Dans le contexte de la démission en août 1980 par les dirigeants du P.R.P. d'un complet visant au renversement du régime, avec l'appui de certains dirigeants militaires, le régime a été renversé. Ce coup de gong (3). Ce complet a été suivi par des membres de l'opposition, ainsi que par la démission de certains membres de l'opposition. Bien que cette démission ait pu paraître comme un acte de désespoir, elle a permis la formation d'Abacha Kano en s'appuyant sur les forces militaires et progressistes dominées par l'U.P.N. d'Obafemi Awolowo, qui a manqué d'inquiéter les milieux politiques, notamment les dirigeants du N.P.P., lesquels ont demandé au chef de l'État de faire la clarté sur cette affaire.

### Maîtriser les vieux démons

Si le régime parvient à maîtriser les vieux démons et à édifier un régime démocratique, il pourra promouvoir l'égalité de tous, il pourra promouvoir la paix d'une Afrique africaine, à caractère africain. Tel est le rêve que poursuivent aujourd'hui les dirigeants nigériens.

(3) Cf. les journaux nigériens *Nigerian* des 11, 18, 21 août 1980, *Daily Times* des 13 et 19 août 1980, *Nigerian Tribune* des 11 et 18 août 1980.

et qu'il lui appartient de protéger la jeune démocratie qu'elle a engendrée. Sa seule présence est une garantie pour le peuple nigérien. En outre, les dirigeants politiques ne paraissent pas superficiels. En effet, compte tenu de la situation dans laquelle se trouve le pays, les dirigeants politiques ont su constituer, de force, une équipe capable de mener à bien la tâche qui leur est confiée. Il s'agit notamment d'un pays riche en ressources pétrolières et en produits agricoles d'exportation et qui, sous le régime militaire, a connu une croissance économique remarquable.

A l'arrière-plan du jeu des « politiciens », les forces militaires prennent une mesure de leur responsabilité vis-à-vis de la partie économique et politique du pays. Il s'agit notamment d'un pays riche en ressources pétrolières et en produits agricoles d'exportation et qui, sous le régime militaire, a connu une croissance économique remarquable.

Si l'alliance N.P.P.-N.P.N. fonctionne, le parti pour la rédemption du peuple (P.R.P.) de M. Abacha Kano, qui prétend cristalliser, dans un mouvement populaire, les aspirations au changement dirigées contre les structures semi-féodales du Nord, le parti populaire de M. Abacha Kano, qui prétend cristalliser, dans un mouvement populaire, les aspirations au changement dirigées contre les structures semi-féodales du Nord, le parti populaire de M. Abacha Kano, qui prétend cristalliser, dans un mouvement populaire, les aspirations au changement dirigées contre les structures semi-féodales du Nord.

GUY NICOLAS.

## Une des grandes démocraties du monde

(Suite de la page 5.)

Les deux N.P.P. et N.P.N. possèdent la majorité du Sénat (33 sièges sur 55) et à la Chambre des représentants (100 élus sur 100). L'alliance N.P.P.-N.P.N. a permis pour la première fois de réunir les deux branches historiques de la communauté nationale, les deux après la fin de la guerre du Biafra. Du côté du N.P.P. s'offrait le luxe d'épargner d'embée au pays une crise politique.

Face à la coalition, trois formations d'importance locale : le parti uni du Nigeria (U.P.N.) conduit par le prestigieux vétéran Yoruba M. Obafemi Awolowo, le Parti pour la rédemption du peuple (P.R.P.) de M. Abacha Kano, qui prétend cristalliser, dans un mouvement populaire, les aspirations au changement dirigées contre les structures semi-féodales du Nord, le parti populaire de M. Abacha Kano, qui prétend cristalliser, dans un mouvement populaire, les aspirations au changement dirigées contre les structures semi-féodales du Nord.

Si l'alliance N.P.P.-N.P.N. fonctionne, le parti pour la rédemption du peuple (P.R.P.) de M. Abacha Kano, qui prétend cristalliser, dans un mouvement populaire, les aspirations au changement dirigées contre les structures semi-féodales du Nord, le parti populaire de M. Abacha Kano, qui prétend cristalliser, dans un mouvement populaire, les aspirations au changement dirigées contre les structures semi-féodales du Nord.

### Calmer le jeu politique

L'U.P.N. ne prône l'enfoncement des chevaux de bataille. Le *Nigerian Tribune*, quotidien de l'U.P.N., n'accorde aucun rôle à la coalition, allant jusqu'à surnommer le président Shagari « Président incompétent ». Frustré de l'absence de pouvoir ayant déjà largement échappé aux politiciens yorubas sous la première République, menacé par de plus jeunes présidents n'ayant pas encore brisé le monopole de la succession, M. Awolowo semble vouloir faire à son parti plus de mal que de bien.

Le président Shagari sera-t-il éternellement en mesure de brider ces ultras ? Dans les faubourgs de Lagos, de sanglantes rixes nocturnes mettent aux prises les nervis des deux camps. En n'opposant aucune entrave aux déferlements passionnels, en laissant libre cours aux véhémences de l'opposition, le président a pris sans conteste un risque que le pays n'est pas nécessairement prêt à assumer. Il lui faut de temps à autre calmer le jeu politique. En janvier dernier, il avait réuni autour de lui tous les dirigeants afin de freiner l'escalade des affrontements locaux et de mettre au point un code moral du leadership. L'enjeu était simple : éviter l'impasse.

Les dirigeants ont convenu de ne pas se livrer à des attaques personnelles. Les deux personnalités tentent de débancher réciproquement les déclarations de dévouement de fonds. Tenant à conserver leurs distances, les chefs du N.P.P. excluent toute idée de fusion avec le parti de M. Shagari. Parmi les rangs de ce dernier, beaucoup souhaiteraient se débarrasser une fois pour toutes du N.P.P. et faire cavalier seul. Le chef de l'État ne semble pas disposé à réduire l'assise politique du régime.

Les tensions les plus fortes se font sentir dans les États échappant à l'emprise de la coalition au pouvoir. Les partis d'opposition continuent de gouverner et huit gouvernements d'État. Or les sources de conflits ne manquent pas : désir des États de voir élargir leurs compétences législatives, protestations contre les interventions de la police chargée de faire respecter les droits du gouvernement fédéral, polémique autour des officiers de liaison présidentiels (P.L.O.), représentants de M. Shagari dans chaque État, controverses à propos de la redistribution des revenus pétroliers.

En n'opposant aucune entrave aux déferlements passionnels, en laissant libre cours aux véhémences de l'opposition, le président a pris sans conteste un risque que le pays n'est pas nécessairement prêt à assumer. Il lui faut de temps à autre calmer le jeu politique. En janvier dernier, il avait réuni autour de lui tous les dirigeants afin de freiner l'escalade des affrontements locaux et de mettre au point un code moral du leadership. L'enjeu était simple : éviter l'impasse.

Les dirigeants ont convenu de ne pas se livrer à des attaques personnelles. Les deux personnalités tentent de débancher réciproquement les déclarations de dévouement de fonds. Tenant à conserver leurs distances, les chefs du N.P.P. excluent toute idée de fusion avec le parti de M. Shagari. Parmi les rangs de ce dernier, beaucoup souhaiteraient se débarrasser une fois pour toutes du N.P.P. et faire cavalier seul. Le chef de l'État ne semble pas disposé à réduire l'assise politique du régime.

Les tensions les plus fortes se font sentir dans les États échappant à l'emprise de la coalition au pouvoir. Les partis d'opposition continuent de gouverner et huit gouvernements d'État. Or les sources de conflits ne manquent pas : désir des États de voir élargir leurs compétences législatives, protestations contre les interventions de la police chargée de faire respecter les droits du gouvernement fédéral, polémique autour des officiers de liaison présidentiels (P.L.O.), représentants de M. Shagari dans chaque État, controverses à propos de la redistribution des revenus pétroliers.

### La nécessaire solidarité nationale

Pour ce qui concerne la distribution entre États, quatre critères ont été retenus : responsabilité financière (40 %), population (40 %), nombre d'élèves dans les écoles primaires (15 %), rendement de la collecte des impôts (5 %). Aucune solution ne pouvait contenter tout le monde. Les États riches estiment légitime l'expression de M. Awolowo, « de priver ce qu'ils gagnent à la suite de leurs efforts ».

Les tensions les plus fortes se font sentir dans les États échappant à l'emprise de la coalition au pouvoir. Les partis d'opposition continuent de gouverner et huit gouvernements d'État. Or les sources de conflits ne manquent pas : désir des États de voir élargir leurs compétences législatives, protestations contre les interventions de la police chargée de faire respecter les droits du gouvernement fédéral, polémique autour des officiers de liaison présidentiels (P.L.O.), représentants de M. Shagari dans chaque État, controverses à propos de la redistribution des revenus pétroliers.

Les tensions les plus fortes se font sentir dans les États échappant à l'emprise de la coalition au pouvoir. Les partis d'opposition continuent de gouverner et huit gouvernements d'État. Or les sources de conflits ne manquent pas : désir des États de voir élargir leurs compétences législatives, protestations contre les interventions de la police chargée de faire respecter les droits du gouvernement fédéral, polémique autour des officiers de liaison présidentiels (P.L.O.), représentants de M. Shagari dans chaque État, controverses à propos de la redistribution des revenus pétroliers.

sur ce problème de partage du gâteau est un véritable casse-tête pour les autorités centrales.

Nommée en novembre 1979, une commission spéciale — la huitième depuis 1949 — dirigée par un économiste de renom, M. Phis Ogiibo, s'est mise à l'œuvre. Elle a remis son rapport fin juin. Le gouvernement fédéral, qui tient les cordons de la bourse, a légèrément modifié, à son profit, les recommandations de la commission. M. Phis Ogiibo, dans la version finale, les revenus pétroliers seront distribués désormais comme suit : gouvernement fédéral (30 %), États (30 %), gouvernements locaux (équivalents des États fédéraux, 15 %), États spécial (7 %). Une moitié de ce fonds est destinée aux États producteurs, l'autre aux États non producteurs. La future capitale, Abuja, la future capitale. Le gouvernement fédéral a accepté d'accepter environ 20 % des revenus pétroliers ; d'autre part, il accorde une sorte de subvention aux États producteurs. Deux initiatives qui devraient désamorcer de vieux débats.

Les tensions les plus fortes se font sentir dans les États échappant à l'emprise de la coalition au pouvoir. Les partis d'opposition continuent de gouverner et huit gouvernements d'État. Or les sources de conflits ne manquent pas : désir des États de voir élargir leurs compétences législatives, protestations contre les interventions de la police chargée de faire respecter les droits du gouvernement fédéral, polémique autour des officiers de liaison présidentiels (P.L.O.), représentants de M. Shagari dans chaque État, controverses à propos de la redistribution des revenus pétroliers.

Les tensions les plus fortes se font sentir dans les États échappant à l'emprise de la coalition au pouvoir. Les partis d'opposition continuent de gouverner et huit gouvernements d'État. Or les sources de conflits ne manquent pas : désir des États de voir élargir leurs compétences législatives, protestations contre les interventions de la police chargée de faire respecter les droits du gouvernement fédéral, polémique autour des officiers de liaison présidentiels (P.L.O.), représentants de M. Shagari dans chaque État, controverses à propos de la redistribution des revenus pétroliers.

### Cinq partis

La Constitution nigériane cinq partis. Le président Shagari est favorable à un renforcement.

### LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

Président : M. Abacha Kano  
Vice-président : M. Abacha Kano  
Ministre de la Justice : M. Abacha Kano  
Ministre de l'Agriculture : M. Abacha Kano  
Ministre de l'Industrie : M. Abacha Kano  
Ministre des Communications : M. Abacha Kano  
Ministre de l'Éducation : M. Abacha Kano  
Ministre du Travail et de la Productivité : M. Abacha Kano  
Ministre des Affaires étrangères : M. Abacha Kano  
Ministre des Finances : M. Abacha Kano  
Ministre de la Santé : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture, du Sport et des Loisirs : M. Abacha Kano  
Ministre de la Coopération internationale : M. Abacha Kano  
Ministre de la Planification : M. Abacha Kano  
Ministre de la Technologie : M. Abacha Kano  
Ministre des Transports : M. Abacha Kano  
Ministre des Travaux publics : M. Abacha Kano  
Ministre de l'Énergie : M. Abacha Kano  
Ministre de l'Environnement : M. Abacha Kano  
Ministre de la Pêche : M. Abacha Kano  
Ministre de la Foresterie : M. Abacha Kano  
Ministre de la Santé animale : M. Abacha Kano  
Ministre de la Santé humaine : M. Abacha Kano  
Ministre de la Sécurité sociale : M. Abacha Kano  
Ministre de la Protection sociale : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture matérielle : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture immatérielle : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture populaire : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture officielle : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture académique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture scientifique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture artistique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture littéraire : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture cinématographique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture musicale : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture sportive : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture ludique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture récréative : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture éducative : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture professionnelle : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture sociale : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture politique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture économique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture juridique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture religieuse : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture philosophique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture scientifique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture artistique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture littéraire : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture cinématographique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture musicale : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture sportive : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture ludique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture récréative : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture éducative : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture professionnelle : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture sociale : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture politique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture économique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture juridique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture religieuse : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture philosophique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture scientifique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture artistique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture littéraire : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture cinématographique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture musicale : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture sportive : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture ludique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture récréative : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture éducative : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture professionnelle : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture sociale : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture politique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture économique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture juridique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture religieuse : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture philosophique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture scientifique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture artistique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture littéraire : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture cinématographique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture musicale : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture sportive : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture ludique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture récréative : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture éducative : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture professionnelle : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture sociale : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture politique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture économique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture juridique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture religieuse : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture philosophique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture scientifique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture artistique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture littéraire : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture cinématographique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture musicale : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture sportive : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture ludique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture récréative : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture éducative : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture professionnelle : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture sociale : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture politique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture économique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture juridique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture religieuse : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture philosophique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture scientifique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture artistique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture littéraire : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture cinématographique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture musicale : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture sportive : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture ludique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture récréative : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture éducative : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture professionnelle : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture sociale : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture politique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture économique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture juridique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture religieuse : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture philosophique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture scientifique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture artistique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture littéraire : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture cinématographique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture musicale : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture sportive : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture ludique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture récréative : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture éducative : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture professionnelle : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture sociale : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture politique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture économique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture juridique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture religieuse : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture philosophique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture scientifique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture artistique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture littéraire : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture cinématographique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture musicale : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture sportive : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture ludique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture récréative : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture éducative : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture professionnelle : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture sociale : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture politique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture économique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture juridique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture religieuse : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture philosophique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture scientifique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture artistique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture littéraire : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture cinématographique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture musicale : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture sportive : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture ludique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture récréative : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture éducative : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture professionnelle : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture sociale : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture politique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture économique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture juridique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture religieuse : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture philosophique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture scientifique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture artistique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture littéraire : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture cinématographique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture musicale : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture sportive : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture ludique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture récréative : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture éducative : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture professionnelle : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture sociale : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture politique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture économique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture juridique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture religieuse : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture philosophique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture scientifique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture artistique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture littéraire : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture cinématographique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture musicale : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture sportive : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture ludique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture récréative : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture éducative : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture professionnelle : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture sociale : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture politique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture économique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture juridique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture religieuse : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture philosophique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture scientifique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture artistique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture littéraire : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture cinématographique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture musicale : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture sportive : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture ludique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture récréative : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture éducative : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture professionnelle : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture sociale : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture politique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture économique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture juridique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture religieuse : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture philosophique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture scientifique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture artistique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture littéraire : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture cinématographique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture musicale : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture sportive : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture ludique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture récréative : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture éducative : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture professionnelle : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture sociale : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture politique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture économique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture juridique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture religieuse : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture philosophique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture scientifique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture artistique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture littéraire : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture cinématographique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture musicale : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture sportive : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture ludique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture récréative : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture éducative : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture professionnelle : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture sociale : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture politique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture économique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture juridique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture religieuse : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture philosophique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture scientifique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture artistique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture littéraire : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture cinématographique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture musicale : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture sportive : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture ludique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture récréative : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture éducative : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture professionnelle : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture sociale : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture politique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture économique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture juridique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture religieuse : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture philosophique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture scientifique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture artistique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture littéraire : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture cinématographique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture musicale : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture sportive : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture ludique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture récréative : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture éducative : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture professionnelle : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture sociale : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture politique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture économique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture juridique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture religieuse : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture philosophique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture scientifique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture artistique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture littéraire : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture cinématographique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture musicale : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture sportive : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture ludique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture récréative : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture éducative : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture professionnelle : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture sociale : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture politique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture économique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture juridique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture religieuse : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture philosophique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture scientifique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture artistique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture littéraire : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture cinématographique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture musicale : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture sportive : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture ludique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture récréative : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture éducative : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture professionnelle : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture sociale : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture politique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture économique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture juridique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture religieuse : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture philosophique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture scientifique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture artistique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture littéraire : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture cinématographique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture musicale : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture sportive : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture ludique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture récréative : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture éducative : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture professionnelle : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture sociale : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture politique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture économique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture juridique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture religieuse : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture philosophique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture scientifique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture artistique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture littéraire : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture cinématographique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture musicale : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture sportive : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture ludique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture récréative : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture éducative : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture professionnelle : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture sociale : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture politique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture économique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture juridique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture religieuse : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture philosophique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture scientifique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture artistique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture littéraire : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture cinématographique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture musicale : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture sportive : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture ludique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture récréative : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture éducative : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture professionnelle : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture sociale : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture politique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture économique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture juridique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture religieuse : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture philosophique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture scientifique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture artistique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture littéraire : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture cinématographique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture musicale : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture sportive : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture ludique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture récréative : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture éducative : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture professionnelle : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture sociale : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture politique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture économique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture juridique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture religieuse : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture philosophique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture scientifique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture artistique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture littéraire : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture cinématographique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture musicale : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture sportive : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture ludique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture récréative : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture éducative : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture professionnelle : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture sociale : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture politique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture économique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture juridique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture religieuse : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture philosophique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture scientifique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture artistique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture littéraire : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture cinématographique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture musicale : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture sportive : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture ludique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture récréative : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture éducative : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture professionnelle : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture sociale : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture politique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture économique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture juridique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture religieuse : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture philosophique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture scientifique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture artistique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture littéraire : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture cinématographique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture musicale : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture sportive : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture ludique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture récréative : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture éducative : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture professionnelle : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture sociale : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture politique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture économique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture juridique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture religieuse : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture philosophique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture scientifique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture artistique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture littéraire : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture cinématographique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture musicale : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture sportive : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture ludique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture récréative : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture éducative : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture professionnelle : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture sociale : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture politique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture économique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture juridique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture religieuse : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture philosophique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture scientifique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture artistique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture littéraire : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture cinématographique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture musicale : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture sportive : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture ludique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture récréative : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture éducative : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture professionnelle : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture sociale : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture politique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture économique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture juridique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture religieuse : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture philosophique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture scientifique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture artistique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture littéraire : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture cinématographique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture musicale : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture sportive : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture ludique : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture récréative : M. Abacha Kano  
Ministre de la Culture éducative : M. Abacha Kano  
Ministre









## Les conditions de vie s'améliorent à Lagos, mais l'insécurité persiste

tu Nigériens, porteur, le pire  
est jamais sûr. Longue est la  
craiture prave. Les hommes  
de vie dans la capitale nigé-  
rine, quoique encore  
sont sensiblement américains.  
Les embouteillages sont moins  
intenses. Le ransage des  
dépenses moins saugrenues.  
Les lignes électriques moins in-  
franchissables. Le port s'est plus  
ingénieur. Les téléphones fonction-  
nent bien. L'aéroport interna-  
tional est une belle réussite  
technique. On rencontre même  
des Nigériens prêts à t'indigner du  
sout de certains comportements  
politiques, comme ceux que l'on  
voit en France. Les agents se sont  
bavés de ind, parce que  
sont-ils. Les hommes  
en tant que. Plus surpris  
que honteux, les nombreux  
nigériens aiment se plaindre...

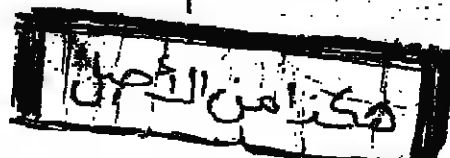
J.-P. L.

# UNITED BANK FOR AFRICA

# U.B.A.

**UNITED BANK FOR AFRICA LTD.**

Adresse du siège : 97/105 Broad Street, P.O. Box 2406, Lagos Nigeria.  
Tél. : 664866. 664010. 664740. 661224. 664980. Tlx : 661224. 664980.





## Le P.C. menace le P.S. de maintenir ses candidats au second tour dans cinq départements

Le conflit qui couvait entre le parti communiste et le parti socialiste à propos des élections sénatoriales du 28 septembre a éclaté à la veille du scrutin. Le P.C., par la voix de Mme Madeleine Vincent, membre du bureau politique, exige la constitution d'une liste commune dans les Côtes-du-Nord, le premier tour. Il menace le P.S., en cas de refus, de maintenir ses candidats au second tour dans cinq départements : Corrèze, Creuse, Dordogne, Doubs et Finistère.

Le P.C. a pris une décision sur le fait que les maires socialistes au second tour des élections sénatoriales, « proposent » dans les départements concernés, la présentation de listes communes. Le bureau exécutif du P.S. avait confirmé pour sa part, le 17 septembre, la consigne donnée aux fédérations socialistes de « faire aux autres formations la gauche la plus large ».

La Fédération socialiste des Côtes-du-Nord s'est tenue à cette position. D'un côté, M. Jean Poperen, membre du bureau national du P.S., a déclaré que le P.C. ne pouvait pas se permettre de « faire aux autres formations la gauche la plus large ».

Rappelons que vingt grands élec-

teurs (quarante mille cent vingt-neuf) ont été élus au premier tour, mille quatre cent trente-huit conseillers généraux et cent cinquante-trois députés. Les appelés à être quatre-vingt-dix-neuf sénateurs, parmi lesquels quatre-vingt-douze candidats dont soixante et un socialistes.

Trente-huit départements mé-

ropolitains (l'Ain, l'Indre, le

compris le Territoire-de-Belfort,

mais à l'exception de l'Essonne et

des Hauts-de-Seine), deux terri-

toires d'outre-mer (la Polynésie

française et les îles Wallis-et-

Futuna) et un département d'ou-

tre-mer (la Guyane) sont concer-

nés. Il en est de même pour deux

des six représentants des Français

vivant hors de France, dont la

désignation interviendra, le 24 juin,

par le conseil supérieur des Fran-

çais de l'étranger sera ratifiée par

le Sénat lors de la première séance

de la session d'automne.

M. Poperen (P.S.) : le P.C. échafaudé des « combinaisons ».

M. Jean Poperen, secrétaire

général du P.S., a déclaré que le

P.C. ne pouvait pas se permettre

de « faire aux autres formations

la gauche la plus large ».

Il a ajouté que le P.C. ne pou-

vait pas se permettre de « faire

aux autres formations la gauche

la plus large ».

Il a ajouté que le P.C. ne pou-

vait pas se permettre de « faire

aux autres formations la gauche

la plus large ».

Il a ajouté que le P.C. ne pou-

vait pas se permettre de « faire

aux autres formations la gauche

la plus large ».

Il a ajouté que le P.C. ne pou-

vait pas se permettre de « faire

aux autres formations la gauche

la plus large ».

Il a ajouté que le P.C. ne pou-

vait pas se permettre de « faire

aux autres formations la gauche

la plus large ».

Il a ajouté que le P.C. ne pou-

vait pas se permettre de « faire

aux autres formations la gauche

la plus large ».

Il a ajouté que le P.C. ne pou-

vait pas se permettre de « faire

aux autres formations la gauche

la plus large ».

Il a ajouté que le P.C. ne pou-

vait pas se permettre de « faire

aux autres formations la gauche

la plus large ».

Il a ajouté que le P.C. ne pou-

vait pas se permettre de « faire

aux autres formations la gauche

la plus large ».

Il a ajouté que le P.C. ne pou-

vait pas se permettre de « faire

aux autres formations la gauche

la plus large ».

Il a ajouté que le P.C. ne pou-

vait pas se permettre de « faire

aux autres formations la gauche

la plus large ».

Il a ajouté que le P.C. ne pou-

vait pas se permettre de « faire

aux autres formations la gauche

la plus large ».

Il a ajouté que le P.C. ne pou-

vait pas se permettre de « faire

aux autres formations la gauche

la plus large ».

Il a ajouté que le P.C. ne pou-

vait pas se permettre de « faire

aux autres formations la gauche

la plus large ».

Il a ajouté que le P.C. ne pou-

vait pas se permettre de « faire

aux autres formations la gauche

la plus large ».

Il a ajouté que le P.C. ne pou-

vait pas se permettre de « faire

aux autres formations la gauche

la plus large ».

Il a ajouté que le P.C. ne pou-

vait pas se permettre de « faire

aux autres formations la gauche

la plus large ».

Il a ajouté que le P.C. ne pou-

vait pas se permettre de « faire

aux autres formations la gauche

la plus large ».

Il a ajouté que le P.C. ne pou-

vait pas se permettre de « faire

aux autres formations la gauche

la plus large ».

Il a ajouté que le P.C. ne pou-

vait pas se permettre de « faire

aux autres formations la gauche

la plus large ».

Il a ajouté que le P.C. ne pou-

vait pas se permettre de « faire

aux autres formations la gauche

la plus large ».

Il a ajouté que le P.C. ne pou-

vait pas se permettre de « faire

aux autres formations la gauche

la plus large ».

Il a ajouté que le P.C. ne pou-

vait pas se permettre de « faire

aux autres formations la gauche

la plus large ».

Il a ajouté que le P.C. ne pou-

vait pas se permettre de « faire

aux autres formations la gauche

la plus large ».

Il a ajouté que le P.C. ne pou-

vait pas se permettre de « faire

aux autres formations la gauche

la plus large ».

Il a ajouté que le P.C. ne pou-

vait pas se permettre de « faire

aux autres formations la gauche

la plus large ».

Il a ajouté que le P.C. ne pou-

vait pas se permettre de « faire

aux autres formations la gauche

la plus large ».

Il a ajouté que le P.C. ne pou-

vait pas se permettre de « faire

aux autres formations la gauche

la plus large ».

Il a ajouté que le P.C. ne pou-

vait pas se permettre de « faire

aux autres formations la gauche

la plus large ».

Il a ajouté que le P.C. ne pou-

vait pas se permettre de « faire

aux autres formations la gauche

la plus large ».

Il a ajouté que le P.C. ne pou-

vait pas se permettre de « faire

aux autres formations la gauche

la plus large ».

Il a ajouté que le P.C. ne pou-

vait pas se permettre de « faire

aux autres formations la gauche

la plus large ».

Il a ajouté que le P.C. ne pou-

vait pas se permettre de « faire

aux autres formations la gauche

la plus large ».

Il a ajouté que le P.C. ne pou-

vait pas se permettre de « faire

aux autres formations la gauche

la plus large ».

Il a ajouté que le P.C. ne pou-

vait pas se permettre de « faire

aux autres formations la gauche

la plus large ».

Il a ajouté que le P.C. ne pou-

vait pas se permettre de « faire

aux autres formations la gauche

la plus large ».

Il a ajouté que le P.C. ne pou-

vait pas se permettre de « faire

aux autres formations la gauche

la plus large ».

Il a ajouté que le P.C. ne pou-

vait pas se permettre de « faire

aux autres formations la gauche

la plus large ».

Il a ajouté que le P.C. ne pou-

vait pas se permettre de « faire

aux autres formations la gauche

la plus large ».

Il a ajouté que le P.C. ne pou-

vait pas se permettre de « faire

aux autres formations la gauche

la plus large ».

Il a ajouté que le P.C. ne pou-

vait pas se permettre de « faire

aux autres formations la gauche

la plus large ».

Il a ajouté que le P.C. ne pou-

vait pas se permettre de « faire

aux autres formations la gauche

la plus large ».

Il a ajouté que le P.C. ne pou-

vait pas se permettre de « faire

aux autres formations la gauche

la plus large ».

Il a ajouté que le P.C. ne pou-

vait pas se permettre de « faire

aux autres formations la gauche

la plus large ».

Il a ajouté que le P.C. ne pou-

vait pas se permettre de « faire

aux autres formations la gauche

la plus large ».

Il a ajouté que le P.C. ne pou-

vait pas se permettre de « faire

aux autres formations la gauche

la plus large ».

Il a ajouté que le P.C. ne pou-

vait pas se permettre de « faire

aux autres formations la gauche

la plus large ».

Il a ajouté que le P.C. ne pou-

vait pas se permettre de « faire

aux autres formations la gauche

la plus large ».

Il a ajouté que le P.C. ne pou-

vait pas se permettre de « faire

aux autres formations la gauche

la plus large ».

Il a ajouté que le P.C. ne pou-

vait pas se permettre de « faire

aux autres formations la gauche

la plus large ».

Il a ajouté que le P.C. ne pou-

vait pas se permettre de « faire

aux autres formations la gauche

la plus large ».

Il a ajouté que le P.C. ne pou-

vait pas se permettre de « faire

aux autres formations la gauche

la plus large ».

Il a ajouté que le P.C. ne pou-

vait pas se permettre de « faire

aux autres formations la gauche

la plus large ».

Il a ajouté que le P.C. ne pou-

vait pas se permettre de « faire

aux autres formations la gauche

la plus large ».

Il a ajouté que le P.C. ne pou-

vait pas se permettre de « faire

aux autres formations la gauche

la plus large ».

Il a ajouté que le P.C. ne pou-

vait pas se permettre de « faire

aux autres formations la gauche

la plus large ».

Il a ajouté que le P.C. ne pou-

vait pas se permettre de « faire

aux autres formations la gauche

la plus large ».

Il a ajouté que le P.C. ne pou-

vait pas se permettre de « faire

aux autres formations la gauche

la plus large ».

Il a ajouté que le P.C. ne pou-

vait pas se permettre de « faire

aux autres formations la gauche

la plus large ».

Il a ajouté que le P.C. ne pou-

vait pas se permettre de « faire

aux autres formations la gauche

la plus large ».



# Le Monde

# Société

## JUSTICE

Procès pour une garde d'enfant

### Le combat-passion de M. Duhautois

Certains hommes vivent pour un métier, d'autres pour une passion. M. Henri Duhautois, cinquante-deux ans, est de la deuxième catégorie. Il est avocat, mais sa véritable passion est la justice, qu'il défend avec une ténacité et une énergie remarquables.

Poursuivi pour la première fois le 10 juin 1977 pour non-représentation d'enfant, il fut condamné à six mois de prison. Il fut libéré après six mois de détention, mais sa passion pour la justice ne s'est pas éteinte.

Assigné à résidence, il a continué de défendre ses idées. Il a écrit de nombreux articles et a participé à de nombreuses conférences sur la justice et la défense des droits de l'homme.

En 1979, il a été condamné à six mois de prison pour la deuxième fois. Il a été libéré après six mois de détention, mais sa passion pour la justice ne s'est pas éteinte.

Les rapports entre M. Duhautois et la justice sont marqués par une lutte constante pour défendre ses idées. Il a été condamné à six mois de prison pour la troisième fois en 1981.

### A LA COUR D'ASSISES DE L'OISE

### Albert Dida est condamné à la réclusion perpétuelle

De notre correspondant

Beauvais. — Vendredi 25 septembre, la cour d'assises de l'Oise a condamné à la réclusion perpétuelle Albert Dida, surnommé Bébert les Clignotants, pour un crime commis le 10 septembre et au cours duquel l'avocat général M. Henri Via a été tué.

Après avoir été condamné à la réclusion perpétuelle, Albert Dida a été condamné à la réclusion perpétuelle.

### « Je n'aime pas ce qui est bête »

« Si vous m'avez dit qu'il y avait un homme qui n'aime pas ce qui est bête, je n'aurais pas cru. C'est un homme qui a une personnalité très forte et qui ne se laisse pas influencer par les autres. »

Un philosophe de l'école de la Nouvelle-Calédonie a été condamné à la réclusion perpétuelle pour un crime commis le 10 septembre et au cours duquel l'avocat général M. Henri Via a été tué.

## UNESCO

Le conseil d'administration de l'UNESCO a adopté une résolution relative à la liberté d'expression. Cette résolution a été adoptée à l'unanimité.

L'arrestation de M. Stule, a été qualifiée de « violation des règles fondamentales de la démocratie ».

Un homme qui a une personnalité très forte et qui ne se laisse pas influencer par les autres. C'est un homme qui a une personnalité très forte et qui ne se laisse pas influencer par les autres.

### Six ans de faits

Lorsque l'on parle de faits, on parle de faits qui ont eu lieu il y a six ans. C'est une période importante de l'histoire de la justice.

Le procès de M. Duhautois a été marqué par une lutte constante pour défendre ses idées. Il a été condamné à six mois de prison pour la troisième fois en 1981.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

### L'affaire du talc Morhange en appel

### L'AVOCAT GÉNÉRAL ÉCARTE LA RESPONSABILITÉ DE LA SOCIÉTÉ GIVAUDAN - FRANCE

Versailles. — M. Jean Delsol, avocat général à la cour d'appel de Versailles, a écarté la responsabilité de la société Givaudan - France dans l'affaire du talc Morhange.

Le tribunal de Versailles a condamné la société Givaudan - France à six mois de prison pour un crime commis le 10 septembre et au cours duquel l'avocat général M. Henri Via a été tué.

En revanche, l'avocat général a écarté la responsabilité de la société Givaudan - France dans l'affaire du talc Morhange.

### NOUVELLE DÉCOUVERTE D'EXPLOSIFS DANS L'ARDÈCHE

Les policiers agissant sur commission rogatoire de la Cour de sûreté de l'Etat, ont découvert dans l' Ardèche une nouvelle cache d'explosifs.

Pour l'instant, les enquêteurs n'ont pas pu appréhender le propriétaire de la cache.

Le hameau de Pion avait été choisi il y a quelques années par deux artistes, un sculpteur et un peintre, pour y installer une école d'été.

### DES POURSUITES SONT ENGAGÉES CONTRE « LIBÉRATION » APRÈS UN ARTICLE CRITIQUANT UN ARRÊT DE LA COUR DE SURETÉ DE L'ÉTAT.

Sur plainte de l'Assemblée générale des magistrats de la Cour de sûreté de l'Etat, le procureur de la République de Paris a engagé des poursuites contre le journal « Libération ».

L'article 228 prévoit des peines d'emprisonnement pour les auteurs de publications diffamatoires.

MAURICE LUBATTL.

## RELIGION

DANS SON RAPPORT INTRODUCTIF AU SYNODE

### Le cardinal Ratzinger réaffirme la nécessité du « respect de la nature dans le domaine biologique »

La première journée du synode mondial des évêques, ouvert à Rome par Jean-Paul II le 26 septembre, a été marquée par le rapport introductif du cardinal Joseph Ratzinger, archevêque de Munich.

Rome. — Le rapport introductif du cardinal Joseph Ratzinger, archevêque de Munich, a été lu devant le synode mondial des évêques.

Le cardinal Ratzinger a réaffirmé la nécessité du respect de la nature dans le domaine biologique.

Le cardinal Ratzinger a réaffirmé la nécessité du respect de la nature dans le domaine biologique.

Le cardinal Ratzinger a réaffirmé la nécessité du respect de la nature dans le domaine biologique.

## SCIENCES

### GRÈVE AU MUSÉUM NATIONAL D'HISTOIRE NATURELLE À PARIS

Le Muséum national d'histoire naturelle de Paris est en grève depuis plusieurs semaines.

Le Muséum national d'histoire naturelle de Paris est en grève depuis plusieurs semaines.

Le Muséum national d'histoire naturelle de Paris est en grève depuis plusieurs semaines.

Le Muséum national d'histoire naturelle de Paris est en grève depuis plusieurs semaines.

## CORRESPONDANCE

### LES MAUVAIS TRAITEMENTS SUBIS PAR DES FRANÇAIS EN NOUVELLE-CALÉDONIE

Nous avons reçu la lettre suivante de M. Paul Carpentier, premier secrétaire aux affaires culturelles et de presse à l'ambassade de France à Paris :

L'article paru dans le Monde du 17 septembre sur le rapport de l'Assemblée générale de la Nouvelle-Calédonie a été lu avec intérêt.

Je souhaite faire deux observations à ce sujet.

### Après huit jours dans l'espace LES COSMONAUTES SOVIÉTIQUE ET CUBAIN SONT REVENUS SUR TERRE

Moscou (A.F.P.). — Les deux cosmonautes soviétique et cubain sont revenus sur terre après huit jours dans l'espace.

Moscou (A.F.P.). — Les deux cosmonautes soviétique et cubain sont revenus sur terre après huit jours dans l'espace.

Moscou (A.F.P.). — Les deux cosmonautes soviétique et cubain sont revenus sur terre après huit jours dans l'espace.

Moscou (A.F.P.). — Les deux cosmonautes soviétique et cubain sont revenus sur terre après huit jours dans l'espace.

## MÉDECINE

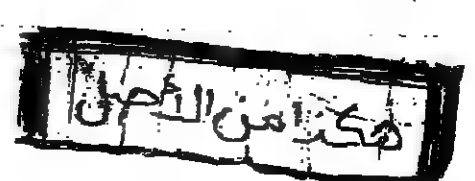
### A la suite d'une nomination jugée arbitraire GRÈVE DES MÉDECINS A L'HÔPITAL DE PERPIGNAN

Perpignan. — La quasi-totalité des médecins de l'hôpital de Perpignan ont décidé de grève.

Perpignan. — La quasi-totalité des médecins de l'hôpital de Perpignan ont décidé de grève.

Perpignan. — La quasi-totalité des médecins de l'hôpital de Perpignan ont décidé de grève.

Perpignan. — La quasi-totalité des médecins de l'hôpital de Perpignan ont décidé de grève.

















**INGRID BERGMAN A « APOSTROPHES » POUR SON LIVRE, « MA VIE »**

## HES » POUR SON LIVRE, « MA VIE »

# Deux voix

Se vie, Ingrid Bergman ne l'a pas menée seule, et s'est bien dommée. Car l'intervention de son mari, le comte Carl Gustaf, est un objectif : se réaliser en tant que la première compositrice de l'actrice, pour le compléter ou le commenter, les deux livres vers une même de passer déjà tout pour une adaptation cinématographique. L'histoire de la jeune actrice, militaire en son pays, faire comprendre les drames intérieurs et les épreuves qu'elle a subies : sa séparation d'avec Pia, la fille née de son premier mariage, ses deux unions superficielles vouées à l'échec, la scolarité d'Isabella, l'une des jumelles Rossellini, et la lutte qu'elle mène, elle, contre le cancer depuis plusieurs années. On respecte sa volonté de donner à ses enfants le témoignage de sa propre vérité.

nature ainsi, il la manière de  
 Deuxième fois vous entendez, mais  
 avec la surprise et la joie. Il  
 en fait, d'habitude, un  
 visage à son sort et du tenter  
 d'imposer à l'homme une  
 même image.

Une si pari qu'a tenu  
 la parole, mais la parole  
 cancer, mais nous a  
 quelques années, mais, si  
 " ", mais, si  
 de la parole, si la dignité.  
 et la parole, mais, si  
 même, on

livre de souvenirs, on a le beau-  
 coup de parler ces  
 derniers, surtout pour ce qui  
 concerne Rassefelin. Dommage  
 qu'on l'ait obligé  
 à la tête. On  
 ainsi pouvoir  
 certaines, mais  
 une carrière, mais  
 ordinairement, mais  
 au  
 Mais qu'aucune  
 Bergman, aujourd-  
 d'hui

CLAUDE SARRAUTE.

Samedi 2

**PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1**

19 h ■ 58 minutes pour vous défendre.  
 19 h 20 Émissions régionales.  
 19 h 45 Série : Frédéric.  
 20 h Journal.  
 20 h 35 Variétés : Stars.  
 21 h 35 Série : Stany et Hullo.  
 22 h 30 Télé-foot 1.  
 23 h 30 Journal.

**DEUXIÈME CHAÎNE : A 2**

**SOURS...**

UN MINUSCULE APPAREIL  
 DANS L'OREILLE POUR  
 ENTENDRE.

SONOTRONX - 7 rue de Homère,  
 75002 Paris - Tél. 742.38.88 -

19 h 50 jeu : Des chiffres et des lettres.  
 19 h 55 Émissions régionales.  
 20 h 45 Ton-à-l'œil.

20 h 15 Journal.  
 20 h 20 Émissions  
 20 h 55 Desain aux  
 21 h Les jeux.  
 21 h 30 Journal : U  
 De J.

22 h 45 Journal.

PREMIERE CHAINE : TF 1		
8 h 15	La source de vie.	de Paris, en direct de O. Attanasiof.
8 h 30	W.I.Z.O. (Women International Zionist Organization.)	■ 8 30 Feuillien.
10 h	Présence protestaire.	17 h 30 Dessin animé.
■ 10 h 30	Le jour du Seigneur.	17 h 40 Le cours de
11 h		■ 18 30 Studio 5.
Célébré l'anniversaire des morts et des mal-		20 h Journal.
entendants à Massy.		20 h 30 Téléfilm : Le
12 h	La séquence du	De M. Raulin, M.
■ 12 h 30	TF 1	A. Dickinson.
13 h	Journal.	■ 13 45 Séances qui décide de
■ 13 h 15	C'est pas sérieux.	ses affaires d'ar-
14 h 15	Les nouveaux	gros somme d'
D.P.E.		21 h 50 Les élections
■ 15 30	Tiercé.	Participent à ce d
16 h 40	Télévisé : Fécundes violent.	■ 16 45 L'été
■ 17 30	première.	MCM. M. Brun (
18 h 45	Dramatique : le Meurt de vipères	(gatche démocr
■ 19 h		■ 19 45 D'après
19 h 25	Les animaux du monde.	J.-F.
Le balourd.		M. Jaquet
20 h	Journal.	■ 20 45 Fobert (D'au
■ 20 h 30	Cinéma : « Rio Lobo ».	M. M. (P.O.
Plus amérique de B. Savary (1970)		■ 21 45 Maman (R.F.M.
J. Wayne, B. Delaney, M. Mitchum, J.		22 h 45 Magazine de
J. Han, V. French, J.		D'A. Friol.
La fin de la guerre de Sécession, un groupe		■ 23 40 Journal.
de Sudistes s'empare d'un convoi chargé d'or.		
Un amercien s'entreprend de chasser		
ses troupe qui a permis l'envoie d'un		
se réapproprie l'or.		
■ 22 h 15	Un remarquable métré, une action	
rapide, étonnantes matinales et la forte		
présence de John Wayne, le héros viril selon		
Wanda, tout est sur le dernier film.		
22 h 30	Special élections sénatoriales.	
■ 23 45	Journal.	
DEUXIEME CHAINE : A ■		
de Paris, en direct		
de O. Attanasiof.		
■ 8 30 Feuillien.		
17 h 30 Dessin animé.		
17 h 40 Le cours de		
■ 18 30 Studio 5.		
20 h Journal.		
20 h 30 Téléfilm : Le		
De M. Raulin, M.		
A. Dickinson.		
■ 13 45 Séances		
qui décide de		
ses affaires d'ar-		
gros somme d'		
21 h 50 Les élections		
Participent à ce d		
■ 16 45 L'été		
MCM. M. Brun (		
(gatche démocr		
■ 19 45 D'après		
J.-F.		
M. Jaquet		
■ 20 45 Fobert (D'au		
M. M. (P.O.		
■ 21 45 Maman (R.F.M.		
22 h 45 Magazine de		
D'A. Friol.		
■ 23 40 Journal.		

11	« <b>Cherchez le faux</b> », de [ ] 65	21	25 Journal.
	« <b>Concerto pour piano et [ ]</b> » 66	21	40 L'Invité de M.
	de M. [ ] par [ ] phil-		La rumeur d'Autun
	harmonique, dir. G. Amy		
12	h 45 Journal.	22	30 Cinéma de
	« <b>20 Série : Shérif, t'es-moi peur.</b>		Tout ça ne
	L'occasion fait le larron.		Film français de
14	h 10 Mors compétition.		M. Lescroart, de
	Jean-Louis Baudouin et l'automobile.		J. Leury, D. Abd.
	De Fernet, réal. C. Vidalia.		Un homme phara
15	h 20 Ballets Syria.		remette une ph
			Répond à [ ]

**BOBINO**  
*Tulos*  
*Beaucarne*

tion (l'« aïeule Rosellini » prend une importance excessive), vers une littérature sentimentale et mélodramatique faussent l'image de cette merveilleuse actrice, de cette femme de caractère qui appelle la plus profonde estime, dans les pages où elle s'exprime personnellement. Hélas ! on est obligé, pour les atteindre, de lire les autres.

JACQUES SCLIER.

★ Éditions Fayard, 600 pages, illustr.

**FRANCE - CULTURE**

29 h. 30. Zénonaute avec... le peintre Brian Val  
30 h. Athénisme à la fois héroïque chez Dostoïevski  
de E. Proust et de G. Bachelard.  
31 h. 15. Maudslayi, l'homme qui ne se laisse pas  
32 h. 15. Ad. Hb. avec M. du Breuil.  
33 h. 8. La fuge du samedi.

**FRANCE - MUSIQUE**

18 h. 2. Comment l'opéra est né ? L'opéra et  
et solitude n. par J. Rigaud, administrateur  
G. F. J. Wagner, Purcell, Bach, Berchovsky,  
J.-S. Bach, Schumann, Brahms, Beethoven,  
Montemayor, Verdi et Mahler. Crusée  
opéra-comique en trois actes de J. Offen-  
bach, livrés d'A. Chabrier et R. Grémontier  
par M. Yvonne Coudreau philharmonie  
les Opéras et la Matinée de Radio-Fran-  
cise. J.-P. Marry, avec F. Souverey, P. Delange  
R. Rigaud.

23 h. Ouvert la nuit : Prélude (Klimovitch), Ma-  
tin, Brillante Jones ; S. h. S. Le  
concert F. Vitalis, les  
converses de G. Any. Lafontaine, Rouman, Boule-

**8 septembre**

de 1978. Avec N. Potel et  
des merveilleuses pierres.  
ur du monde.

Cette comédie du parnas peut guiser quelque peu  
théâtre. Marcel Lehoucq, dans le rôle d'  
pharmacien, y a plus d'importance que Jean-  
Gabriel, très à l'école pourant en petit bonhomme  
ment surgit.

**FRANCE - CULTURE**

10 h. Messe au carmel de Dijon.  
11 h. Regards sur la musique : « Roumanie »  
12 h. L'Europe des Balkans  
13 h. A. Allegri.  
14 h. 45. Voix, théâtre et musiques d'aujourd'hui : Les Perceurs de Strasbourg  
(F. Marnette de Nanterre), et à 16 h. 45  
et 20 h. 45.

15 h. Rome : A l'esprit par le...  
16 h. La Comédie-Française présente : « Cer-  
tains animaux étranges », de G. Aron.  
17 h. 30. Les non stopps. David, F. Tri-  
pan et J. Mona.  
18 h. 15. Les non stopps.  
19 h. 10. Le cinéma sans scénariste.  
20 h. 45. Voix, théâtre et musiques d'aujourd'hui : « Les mangues d'ombre », « Sylla-  
baire pour Frédéric ».  
21 h. Musique de chambre : Bizio, Ulrich,  
Lorenz, Salsgatter.

**N° : FR 3**

est-métrage trompeta.  
trempe brole.

est-midi : Flavio.  
estro port harpe s. in-  
sones : Haud V.  
D. Gline. Une pro-  
mation et tourisme poly-

est-  
de la série de Jean  
trois adolescents et  
du spectacle.

"l'arbre de vie.

nuit (cycle J. Gahly)  
pas pour l'amour.  
Tournure (1891), avec  
M. J. Gahly, M. Berry,  
M. Betti).  
en, collabore endurot.  
Vie qui a une malheur.  
est-métrage trompeta.

■ h. 20. Cantate : B.W.V. 174  
J.-S. Bach ; 10 h. 30, Les classiques favoris :  
Symphonie n° 94, de J. Haydn.

11 h. Concert  
J.-S. Bach, et "Concerto en mi mineur"  
de Telemann, par l'ensemble Scelo Barocco,  
dir. R. Nica.

12 h. 5. Le jeu des penchants : Une person-  
nalité fait état de ses goûts et préma-  
tiques croisés.

13 h. 45. Tous en scène : Judy Garland, l'hé-  
roïne d'une enfant de M. Balla.

14 h. 30. La femme : L'étranger Strug intor-  
preté J.-S. Bach, Chopin et Liszt.

15 h. Les opéra-spécial du  
Orchestra National de France  
(Mendelssohn, Wagner, Mahler, etc.)

16 h. 15. Le théâtre : Opéra de disques  
"Werther" de Massenet, avec M. Maspé,  
V. de Los Angeles, les Chœurs de P.O.R.T.

17 h. 30. "Orchestra National de France"  
minor : Concert : Jazz vivant, et Dodecanosse  
minor : Oratorio de Fr. Jeannaux, créé au  
Festival d'Angoulême par l'Orchestra de  
Chambre et le Quatuor à vent d'Angou-  
leme.

18 h. 15. Le concert de dimanche : Festival de  
mars 1989 : Symphonie n° 43 en ut ma-  
jeur : "Concerto pour violoncelle et orches-  
tre" n° 1 en ut majeur de Beethoven, créé  
en fa dièse mineur (Haydn), par l'Or-  
chestra de Chambre de Stuttgart, dir.  
H. Schlingensiefen. Violoncelle :  
Une semaine de musique vivante.

19 h. Ouvert la nuit : Saturalnes (Vivaldi)

● **Louisière**, feuilleton tiré du roman de Maurice Dumas et adapté pour le radio par Claude Chabrol, sera diffusé tous les jours du lundi au vendredi, à partir du 29 septembre, à 13 h. 30 sur France-Inter, avec Jean - Pierre Aumont, Danièle Lebrun, André Dussolier.

● **Les « ateliers de création radiophonique »** reprennent sur France-Culture le 5 octobre, à 20 h. 45, avec C. M. Ménard, six récitatifs et polyphones, un programme de P.U.R., coordonné par René Farabet, Madeleine Solis, Jean Jusseforges, Daniel Touratière.







Le Monde

## équipement

## ENVIRONNEMENT

Industriels, ingénieurs et chercheurs  
au congrès des techniques propres à Toulouse

La pollution diminue, le chiffre d'affaires augmente...

De notre envoyé spécial

Toulouse. — Malgré une météo décevante, le congrès des techniques propres à Toulouse, qui s'est tenu du 24 au 26 septembre, a été un succès. Les participants, venus de toute la France, ont assisté à une série de conférences et de travaux pratiques. Le thème principal était la pollution de l'air, mais on a aussi abordé la pollution de l'eau, du sol et du bruit. Les participants ont pu constater que la pollution diminue, mais que le chiffre d'affaires augmente. C'est un bon signe pour l'industrie française.

Chaque usine doit respecter des normes strictes. Les entreprises qui ne respectent pas ces normes sont sanctionnées. Les entreprises qui respectent ces normes ont droit à des subventions. C'est un système qui encourage les entreprises à améliorer leur environnement.

Il faut innover  
pour survivre

Le congrès a été très instructif. Les participants ont pu constater que la pollution diminue, mais que le chiffre d'affaires augmente. C'est un bon signe pour l'industrie française. Les entreprises doivent innover pour survivre. Elles doivent trouver des solutions pour réduire la pollution et améliorer leur environnement.

Une solution  
pour chaque usine

Sous le thème « techniques propres », on trouve une série de solutions pour chaque usine. Ces solutions sont basées sur des principes simples : réduire la pollution, améliorer l'efficacité énergétique, et protéger l'environnement. Ces solutions sont applicables à toutes les usines, quelle que soit leur taille.

L'adoption de techniques propres est une obligation pour toutes les usines. Les entreprises qui ne respectent pas ces normes sont sanctionnées. Les entreprises qui respectent ces normes ont droit à des subventions. C'est un système qui encourage les entreprises à améliorer leur environnement.

Le congrès a été très instructif. Les participants ont pu constater que la pollution diminue, mais que le chiffre d'affaires augmente. C'est un bon signe pour l'industrie française. Les entreprises doivent innover pour survivre.

Le congrès a été très instructif. Les participants ont pu constater que la pollution diminue, mais que le chiffre d'affaires augmente. C'est un bon signe pour l'industrie française. Les entreprises doivent innover pour survivre.

Les entreprises doivent innover pour survivre. Elles doivent trouver des solutions pour réduire la pollution et améliorer leur environnement. C'est un système qui encourage les entreprises à améliorer leur environnement.

Les entreprises doivent innover pour survivre. Elles doivent trouver des solutions pour réduire la pollution et améliorer leur environnement. C'est un système qui encourage les entreprises à améliorer leur environnement.

MARC AMBROISE-RENDU.

## Un mois pour vider les soutes du « Tanio » ?

De notre correspondant

Toulon. — Le « Tanio », bien connu des Toulonnais, est un pétrolier qui a été capturé par les forces armées libyennes. Les libyens demandent un mois pour vider les soutes du navire. Les forces armées françaises ont refusé cette demande.

Le « Tanio » est un pétrolier qui a été capturé par les forces armées libyennes. Les libyens demandent un mois pour vider les soutes du navire. Les forces armées françaises ont refusé cette demande.

Le « Tanio » est un pétrolier qui a été capturé par les forces armées libyennes. Les libyens demandent un mois pour vider les soutes du navire. Les forces armées françaises ont refusé cette demande.

Le « Tanio » est un pétrolier qui a été capturé par les forces armées libyennes. Les libyens demandent un mois pour vider les soutes du navire. Les forces armées françaises ont refusé cette demande.

Les forces armées françaises ont refusé cette demande. Les libyens demandent un mois pour vider les soutes du navire. Les forces armées françaises ont refusé cette demande.

Les forces armées françaises ont refusé cette demande. Les libyens demandent un mois pour vider les soutes du navire. Les forces armées françaises ont refusé cette demande.

Les forces armées françaises ont refusé cette demande. Les libyens demandent un mois pour vider les soutes du navire. Les forces armées françaises ont refusé cette demande.

Les forces armées françaises ont refusé cette demande. Les libyens demandent un mois pour vider les soutes du navire. Les forces armées françaises ont refusé cette demande.

Les forces armées françaises ont refusé cette demande. Les libyens demandent un mois pour vider les soutes du navire. Les forces armées françaises ont refusé cette demande.

## TRANSPORTS

La liaison Gare d'Austerlitz — Porte d'Antony  
sera ouverte le vendredi 3 octobre

Boulogne-Billancourt va devenir la seule commune de la banlieue parisienne qui disposera de deux lignes de métro. Vendredi 3 octobre, en début d'après-midi, la liaison Gare d'Austerlitz-Porte d'Antony sera prolongée de 1,4 kilomètre pour atteindre la nouvelle station Boulogne-Jean-Jaurès. Dans un an, elle sera prolongée de 860 mètres jusqu'à son terminus définitif, Rhin-et-Danube, à l'Est de Saint-Clément.

C'est un très vieux projet qui a été prolongé. La liaison Gare d'Austerlitz-Porte d'Antony sera prolongée de 1,4 kilomètre pour atteindre la nouvelle station Boulogne-Jean-Jaurès. Dans un an, elle sera prolongée de 860 mètres jusqu'à son terminus définitif, Rhin-et-Danube, à l'Est de Saint-Clément.

Ce nouveau prolongement permettra de desservir 150 000 habitants de la commune de Boulogne-Billancourt. La R.A.T.P. a calculé que ce prolongement permettra de desservir 150 000 habitants de la commune de Boulogne-Billancourt.

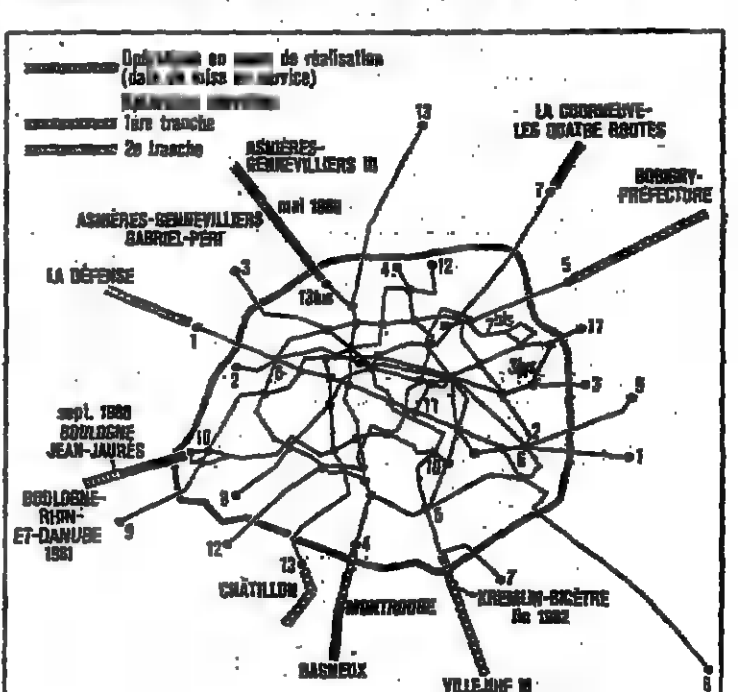
Ce prolongement permettra de desservir 150 000 habitants de la commune de Boulogne-Billancourt. La R.A.T.P. a calculé que ce prolongement permettra de desservir 150 000 habitants de la commune de Boulogne-Billancourt.

Ce prolongement permettra de desservir 150 000 habitants de la commune de Boulogne-Billancourt. La R.A.T.P. a calculé que ce prolongement permettra de desservir 150 000 habitants de la commune de Boulogne-Billancourt.

Ce prolongement permettra de desservir 150 000 habitants de la commune de Boulogne-Billancourt. La R.A.T.P. a calculé que ce prolongement permettra de desservir 150 000 habitants de la commune de Boulogne-Billancourt.

De même les projets de la ville de Paris à Bercy, à la R.A.T.P. a calculé que ce prolongement permettra de desservir 150 000 habitants de la commune de Boulogne-Billancourt.

De même les projets de la ville de Paris à Bercy, à la R.A.T.P. a calculé que ce prolongement permettra de desservir 150 000 habitants de la commune de Boulogne-Billancourt.



## URBANISME

Dans une interview au « Nouvel Observateur »

M. Giscard d'Estaing souhaite  
la « réinvention d'une architecture française »

« J'ai sur l'architecture certaines idées personnelles, mais je ne prétends pas en faire une doctrine. » Dans une interview accordée au « Nouvel Observateur », le président de la République, M. Valéry Giscard d'Estaing, a exprimé ses idées sur l'architecture française.

Le président de la République a exprimé ses idées sur l'architecture française. Il a souligné l'importance de la recherche et de l'innovation dans l'architecture.

Le président de la République a exprimé ses idées sur l'architecture française. Il a souligné l'importance de la recherche et de l'innovation dans l'architecture.

« La France a perdu une grande opportunité de créer une architecture française. » Dans une interview accordée au « Nouvel Observateur », le président de la République, M. Valéry Giscard d'Estaing, a exprimé ses idées sur l'architecture française.

Le président de la République a exprimé ses idées sur l'architecture française. Il a souligné l'importance de la recherche et de l'innovation dans l'architecture.

Le président de la République a exprimé ses idées sur l'architecture française. Il a souligné l'importance de la recherche et de l'innovation dans l'architecture.

## CARNET

## Mariages

Le 27 septembre 1981, à Paris, M. et Mme T. WAGG ont célébré leur mariage. Les témoins étaient M. et Mme J. MLEWSKI.

Le 28 septembre 1981, à Paris, M. et Mme J. FERREGAUX ont célébré leur mariage. Les témoins étaient M. et Mme J. JOSEPH.

Le 29 septembre 1981, à Paris, M. et Mme J. JOSEPH ont célébré leur mariage. Les témoins étaient M. et Mme J. JOSEPH.

Le 30 septembre 1981, à Paris, M. et Mme J. JOSEPH ont célébré leur mariage. Les témoins étaient M. et Mme J. JOSEPH.

Le 1er octobre 1981, à Paris, M. et Mme J. JOSEPH ont célébré leur mariage. Les témoins étaient M. et Mme J. JOSEPH.

Le 2 octobre 1981, à Paris, M. et Mme J. JOSEPH ont célébré leur mariage. Les témoins étaient M. et Mme J. JOSEPH.

Le 3 octobre 1981, à Paris, M. et Mme J. JOSEPH ont célébré leur mariage. Les témoins étaient M. et Mme J. JOSEPH.

Le 4 octobre 1981, à Paris, M. et Mme J. JOSEPH ont célébré leur mariage. Les témoins étaient M. et Mme J. JOSEPH.

Le 5 octobre 1981, à Paris, M. et Mme J. JOSEPH ont célébré leur mariage. Les témoins étaient M. et Mme J. JOSEPH.

Le 6 octobre 1981, à Paris, M. et Mme J. JOSEPH ont célébré leur mariage. Les témoins étaient M. et Mme J. JOSEPH.

## Décès

Le 27 septembre 1981, à Paris, M. et Mme J. JOSEPH ont célébré leur mariage. Les témoins étaient M. et Mme J. JOSEPH.

Le 28 septembre 1981, à Paris, M. et Mme J. JOSEPH ont célébré leur mariage. Les témoins étaient M. et Mme J. JOSEPH.

Le 29 septembre 1981, à Paris, M. et Mme J. JOSEPH ont célébré leur mariage. Les témoins étaient M. et Mme J. JOSEPH.

Le 30 septembre 1981, à Paris, M. et Mme J. JOSEPH ont célébré leur mariage. Les témoins étaient M. et Mme J. JOSEPH.

Le 1er octobre 1981, à Paris, M. et Mme J. JOSEPH ont célébré leur mariage. Les témoins étaient M. et Mme J. JOSEPH.

Le 2 octobre 1981, à Paris, M. et Mme J. JOSEPH ont célébré leur mariage. Les témoins étaient M. et Mme J. JOSEPH.

Le 3 octobre 1981, à Paris, M. et Mme J. JOSEPH ont célébré leur mariage. Les témoins étaient M. et Mme J. JOSEPH.

Le 4 octobre 1981, à Paris, M. et Mme J. JOSEPH ont célébré leur mariage. Les témoins étaient M. et Mme J. JOSEPH.

Le 5 octobre 1981, à Paris, M. et Mme J. JOSEPH ont célébré leur mariage. Les témoins étaient M. et Mme J. JOSEPH.

Le 6 octobre 1981, à Paris, M. et Mme J. JOSEPH ont célébré leur mariage. Les témoins étaient M. et Mme J. JOSEPH.

## Souvenirs

Le 27 septembre 1981, à Paris, M. et Mme J. JOSEPH ont célébré leur mariage. Les témoins étaient M. et Mme J. JOSEPH.

Le 28 septembre 1981, à Paris, M. et Mme J. JOSEPH ont célébré leur mariage. Les témoins étaient M. et Mme J. JOSEPH.

Le 29 septembre 1981, à Paris, M. et Mme J. JOSEPH ont célébré leur mariage. Les témoins étaient M. et Mme J. JOSEPH.

Le 30 septembre 1981, à Paris, M. et Mme J. JOSEPH ont célébré leur mariage. Les témoins étaient M. et Mme J. JOSEPH.

Le 1er octobre 1981, à Paris, M. et Mme J. JOSEPH ont célébré leur mariage. Les témoins étaient M. et Mme J. JOSEPH.

Le 2 octobre 1981, à Paris, M. et Mme J. JOSEPH ont célébré leur mariage. Les témoins étaient M. et Mme J. JOSEPH.

Le 3 octobre 1981, à Paris, M. et Mme J. JOSEPH ont célébré leur mariage. Les témoins étaient M. et Mme J. JOSEPH.

Le 4 octobre 1981, à Paris, M. et Mme J. JOSEPH ont célébré leur mariage. Les témoins étaient M. et Mme J. JOSEPH.

Le 5 octobre 1981, à Paris, M. et Mme J. JOSEPH ont célébré leur mariage. Les témoins étaient M. et Mme J. JOSEPH.

Le 6 octobre 1981, à Paris, M. et Mme J. JOSEPH ont célébré leur mariage. Les témoins étaient M. et Mme J. JOSEPH.

## Remerciements

Le 27 septembre 1981, à Paris, M. et Mme J. JOSEPH ont célébré leur mariage. Les témoins étaient M. et Mme J. JOSEPH.

Le 28 septembre 1981, à Paris, M. et Mme J. JOSEPH ont célébré leur mariage. Les témoins étaient M. et Mme J. JOSEPH.

Le 29 septembre 1981, à Paris, M. et Mme J. JOSEPH ont célébré leur mariage. Les témoins étaient M. et Mme J. JOSEPH.

Le 30 septembre 1981, à Paris, M. et Mme J. JOSEPH ont célébré leur mariage. Les témoins étaient M. et Mme J. JOSEPH.

Le 1er octobre 1981, à Paris, M. et Mme J. JOSEPH ont célébré leur mariage. Les témoins étaient M. et Mme J. JOSEPH.

Le 2 octobre 1981, à Paris, M. et Mme J. JOSEPH ont célébré leur mariage. Les témoins étaient M. et Mme J. JOSEPH.

Le 3 octobre 1981, à Paris, M. et Mme J. JOSEPH ont célébré leur mariage. Les témoins étaient M. et Mme J. JOSEPH.

Le 4 octobre 1981, à Paris, M. et Mme J. JOSEPH ont célébré leur mariage. Les témoins étaient M. et Mme J. JOSEPH.

Le 5 octobre 1981, à Paris, M. et Mme J. JOSEPH ont célébré leur mariage. Les témoins étaient M. et Mme J. JOSEPH.

Le 6 octobre 1981, à Paris, M. et Mme J. JOSEPH ont célébré leur mariage. Les témoins étaient M. et Mme J. JOSEPH.

**S.T. Dupont** a ouvert sa boutique  
84 Faubourg Saint-Honoré Paris 8.



# Le Monde

# économie

## LOGEMENT

### Le projet de budget prévoit une nouvelle baisse de la construction

M. Michel d'Ornano, ministre de l'Équipement et du cadre de vie, présentera à la presse, lundi 29 septembre, le projet de budget de son ministère. En attendant qu'il explique comment il compte utiliser le nouveau fonds d'action conjoncturelle créé pour la construction de logements on peut d'ores et déjà poser quelques questions auxquelles le ministre ne manquera pas de répondre.

L'année 1981 devrait connaître une nouvelle baisse des mises en chantier de logements neufs ou des réhabilitations de logements aidés par l'État. Le projet de budget en prévoit 413 000 alors que celui de 1980 en envisageait 450 750, soit une baisse de 4,1 %.

des logements concernés. Le nombre des prêts locaux aidés (PLA) stagne à 77 000, les prêts aidés à l'accession à la propriété (PAP) chutent de 3,45 %, passant de 145 000 à 140 000 et les aides aux logements anciens à réhabiliter, dans le parc existant, ne concerneront plus que 102 000 logements au lieu de 125 580 un an plus tôt (-18,6 %).

Seuls les prêts conventionnés ouvrent droit à l'aide personnalisée au logement (A.P.L.), et donc sans aide à la pierre passent de 55 000 à 55 000 (+18,3 %). Les prêts conventionnés sans A.P.L. connaissent la même évolution (de 55 000 à 55 000 logements) et les prêts financiers grâce à l'épargne-logement une croissance de 50 %, de 20 000 à 30 000. Au niveau de la masse globale des crédits, la grande nouveauté

de ce projet de budget est la création d'un Fonds d'action conjoncturelle de 2 milliards 348 millions d'autorisations de programme, qui se rajoutent à 5 milliards 495 millions destinés à financer les prêts locaux aidés et à 7 milliards 460 millions consacrés aux PAP aboutissant à une hausse de 32,2 % des autorisations de programme en 1981 (18 milliards 243 millions contre 13 milliards 726 millions prévus pour 1980).

Les crédits de paiement, de leur côté, passent de 11 749 millions de francs à 14 846 millions de francs, connaissant une progression de 26,4 %. En revanche, l'aide à la surcharge foncière en faveur des organismes sociaux (H.L.M. ou sociétés d'économie mixte, agissant au centre des villes) tombe de 145 millions à

80 millions de francs, soit une baisse de 45 %. Cependant, le Fonds d'action conjoncturelle comprendra 63 millions de francs, qui pourront venir s'ajouter à la somme initialement prévue. Les crédits de paiement destinés à financer l'A.P.L. augmentent du tiers, passant de 1,5 milliard à 2,4 milliards de francs, tandis que la contribution de l'État au Fonds national d'aide au logement augmente du quart, de 2 740 millions à 3 410 millions de francs.

Enfin, l'aide à l'amélioration de l'habitat existant augmente de 10 % pour le parc actuel des organismes d'H.L.M. et des priorités institutionnelles pour atteindre 478 millions de francs, tandis que l'aide aux propriétaires occupants baisse de 32 % et s'abatte que 437 millions de francs.

### A quoi servira le fonds d'action conjoncturelle ?

La présentation du projet de budget 1981 laisse perplexes. L'élément le plus important en est sans aucun doute la création du Fonds d'action conjoncturelle (FAC). On pourrait penser, a priori, que celui-ci évitera désormais les traditionnelles mesures de « relance », de « soutien » à l'activité du bâtiment que le gouvernement annonce en juin, pour en débloquer les crédits au retour des vacances. Tout cela, cependant, n'est pas si simple. En effet, il ne faut pas oublier que la réforme du financement du logement, le programme du nombre de logements aidés par l'État n'est qu'un indicateur, en nombre d'unités, l'enveloppe restant globale. Pour en vérifier la réalité, on ne peut guère se baser que sur le logement local aidé (P.L.A.), dont on connaît à la fois le montant moyen des prêts et le taux de subvention (20 % du prêt, à rajouter).

La question qui se pose est donc de savoir si, effectivement, les 5,5 milliards d'autorisations de programme (dont 2 milliards 641 millions de subventions) permettront, en 1981, la mise en chantier de 77 000 logements. Selon des spécialistes, qui mettent en œuvre ces opérations, le prêt moyen (de 183 000 F par logement en 1980) aurait dû augmenter de 21 % pour suivre l'évolution des coûts.

Ce « prêt moyen budgétaire » devrait donc atteindre 221 000 F en 1981. Avec 15 % de hausse consentis dans le budget, il n'atteindra que 210 000 F, dormant droit à une subvention de 42 000 F environ par logement. Au mieux, la subvention globale prévue au budget, hors Fonds d'action conjoncturelle, ne permettra donc la réalisation que de 55 000 logements locaux aidés et non de 77 000. Au cours des deux dernières

années, d'ailleurs, les prêts locaux aidés ont permis la réalisation que de 55 000 logements sur les 77 000 prévus. Si on veut atteindre l'objectif 1981 de 77 000 logements locaux, il faudra donc puiser dans le FAC au minimum 14 000 PLA supplémentaires.

#### Envoies des loyers

Le désengagement de l'État du logement social s'accentue donc. Et c'est surtout grave dans le centre des grandes agglomérations, et notamment dans la région parisienne, où la crise de l'offre de logements amène une envolée folle des loyers libres. Si on ajoute à cela la diminution de l'aide à la surcharge foncière (qui pourrait permettre l'achat de terrains devenus trop coûteux), on voit qu'il n'y a que peu de chances de voir pousser du logement local.

## AFFAIRES

### L'accord Renault-Somua-Toyoda dans la machine-outil

#### S'allier ou s'effacer

Si l'on demandait aux constructeurs français de machines-outils de désigner, parmi leurs concurrents, ceux qu'ils jugent les plus redoutables, nul doute qu'une forte majorité d'entre eux citeraient les japonais. Au demeurant, posséder la même question aux constructeurs allemands qu'ils tarabais sans doute la même réponse, tant est spectaculaire la montée en puissance des industriels nippons dans cette activité vitale.

Dans ces conditions, l'accord conclu entre l'un des grands de la machine-outil français, H. Ernest-Somua (groupe Empein-Schneider), avec l'un des leaders japonais Toyota Machine Works, contrôlé par le puissant groupe Toyota, n'en prend que plus de relief.

Cet accord, rappelle-t-il, prévoit la constitution d'une filiale, H.E.S.-Toyota, dont le capital sera détenu à 55 % par Ernest-Somua. Cette nouvelle firme a pour objet :

- De construire les centres d'usinage conçus par Toyota dont la licence de fabrication lui est concédée ;
- De fabriquer les trauses à commande numérique et les centres d'usinage verticaux conçus par H.E.S. ;
- D'installer les systèmes informatiques et électroniques associés à ces productions ainsi que les ateliers ;
- De vendre (par l'intermédiaire de H.E.S. Europe et AFMO), les trauses dans le monde entier et les centres d'usinage en Europe (hors U.R.S.S.), en Afrique (hors Afrique du Sud) et au Proche-Orient.

C'est donc bien d'une alliance qu'il s'agit et qui touche à deux activités promises à un développement considérable dans les années à venir : les centres d'usinage et au-delà les ateliers flexibles, systèmes appelés à bouleverser l'organisation du travail puisant leur motivation dans la combinaison de plusieurs machines-outils programmées.

M. Georges Marchais a dénoncé jeudi 25 septembre, à La Rochelle (Charente-Maritime), la « responsabilité totale et éternelle » du premier ministre, du chef de l'État, des « politiciens gauchistes et de leurs amis officiers de tout poil » dans la situa-

Dans ce secteur, la France a pris un retard important. Actuellement 80 % des centres d'usinage vendus dans l'Hexagone sont importés. On comprend, dès lors, qu'Ernest-Somua ait tenté de s'associer à une firme qui, dans ce domaine, est l'une des toutes premières mondiales. On le comprend mieux encore, si l'on se souvient qu'Ernest-Somua a connu des succès commerciaux difficiles qui ont conduit le groupe Empein-Schneider à une opération de rachat coûteuse de 180 millions de francs. « Développer une gamme de centres d'usinage coûte au moins 200 millions de francs », rappelle M. Jean-Claude Albrecht, P.-D. G. d'Ernest-Somua, justifiant ainsi l'accord passé.

La filiale japonaise y trouve également son compte. En premier lieu, il offre et impose sa technologie, ce qui n'est pas peu de chose. En second lieu, il s'implante en France et se bénéficie pour conquérir le marché européen du réseau d'Ernest-Somua. Bref, un « bon accord » qui satisfait tout le monde... y compris, dit-on, les pouvoirs publics.

La satisfaction de ces derniers est à la vérité quelque peu surprenante. Certes, l'alliance H.E.S.-Toyota va permettre de créer quelques emplois, mais plus encore d'améliorer la balance commerciale dans ce secteur, puisque la nouvelle firme entend non seulement conquérir le marché national mais encore exporter une bonne partie de sa production. Il n'est pas moins que l'existence de H.E.S.-Toyota risque fort de décourager les vocations nationales déjà si peu nombreuses.

Or, ce n'est pas faire preuve de nationalisme étroit que d'insister sur l'importance que revêt pour un pays la maîtrise de sa technologie dans des secteurs en pleine évolution, comme le sont les centres d'usinage et les ateliers flexibles. Nécessité fait loi, diront certains. Reste qu'en 1981 d'Ernest-Somua qui vendait une licence à Toyota, pour la construction de trauses... — Ph. L.

tion de Manufrance. Exigeant que le pouvoir applique les mesures d'urgence, M. Marchais a affirmé : « Manufrance, ça commence ! »

### La société d'études Eurofinance est menacée de disparition

La Société européenne d'analyse économique et financière, plus connue sous le nom d'Eurofinance, est menacée de disparition à la fin de l'année : la direction a annoncé au comité d'entreprise qu'elle avait déposé à l'inspecteur du travail une demande de licenciement collectif affectant soixante-dix-neuf personnes sur quatre-vingt-six.

Dans un communiqué, la direction annonce qu'« en raison des difficultés croissantes pour développer l'exploitation d'Eurofinance, et du fait du développement de leurs services propres d'analyse financière et de recherche économique, les actionnaires ont décidé de procéder à une profonde restructuration des activités et de l'organisation de la société. À l'avenir, Eurofinance se concentrera essentiellement sur les activités de rapprochement d'entreprises et de conseil financier et industriel. (Corporates Finance) qui ont toujours été bénéficiaires ».

Créée en 1961, l'initiative de seize grandes banques européennes et américaines, pour mener une recherche de part et d'autre de l'Atlantique, des études fondamentales économiques et financières portant sur des so-

ciétés, des groupes de sociétés ou des secteurs complets, Eurofinance offre une large gamme de services qui comprennent, outre la gestion de portefeuilles, le conseil financier et l'assistance en matière de fusions, associations, acquisitions et cessions. À la fin de 1972, son fondateur, M. Marc Alexandre, démissionnait de ses fonctions en raison de son « désaccord sur la politique de gestion et de développement préconisée par la majorité des actionnaires ».

À la fin de l'année, les actionnaires étaient revenus au nombre de quatre : Crédit suisse, Dresdner Bank, Société générale de Belgique et Société générale. Leur décision de mettre fin, pratiquement aux activités d'Eurofinance, ne garderait que sept personnes sur quatre-vingt-six, serait motivée par deux éléments. Les banques, tout d'abord, se sont équipées progressivement de services d'études et de recherches, notamment la Société générale à Paris. En outre, et surtout, les résultats d'Eurofinance étaient décevants depuis de longues années (1,3 million de francs en 1978, 6 millions de francs en 1979), 600 000 F (estimés) en 1980, ce qui obligeait les actionnaires à bonifier les trous.

Les syndicats du personnel mettent vigoureusement en cause la gestion de la direction, qu'ils accusent de n'avoir fait aucun effort sérieux pour trouver des clients et également de prélever une part excessive des rémunérations : selon eux, la part des cinq dirigeants dépasserait 25 % des 16 millions de francs de dépenses de salaires (sur un chiffre d'affaires de 21,4 millions de francs).

M. Michel Blumenthal, ancien secrétaire du Trésor américain, devenu président-directeur général de Eurofinance, à partir du 1<sup>er</sup> janvier prochain, succédant à M. Paul Mirabito. M. Blumenthal avait appartenu au cabinet du président Carter, entre 1977 et août 1979, avant de devenir directeur exécutif chez Burroughs à la fin de 1979.

Le budget « prévisionnel » du ministère de l'Industrie prévoit pour 1981 un volume de crédits de paiement de 417,1 millions de francs se répartissant entre la nouvelle Agence de l'Informatique (401 millions de francs), la Direction des industries électroniques et de l'informatique (DIEI) (17,4 millions de francs) et la société anonyme à la fin de 1979, 36,6 millions de francs.

En matière d'autorisations de programmes, chiffres respectifs, toujours pour le budget 1981 de l'informatique, sont de 150 millions de francs pour l'Agence, de 35 millions de francs pour la DIEI, 41,6 millions de francs pour l'INRIA, soit un total de 226,6 millions de francs.

## SOCIAL

### La société Linvosges décide de licencier plus de la moitié de son personnel

De notre correspondant

Epinal. — La société Linvosges de Gérardmer, mise en règlement judiciaire depuis le 15 septembre dernier, a annoncé vendredi 26 septembre la décision de licencier deux cent trente-deux des quatre cent vingt-six salariés. En fait, le plan de sauvetage de Linvosges, qui a obtenu l'aval du conseil d'administration, consiste à supprimer totalement le secteur productif (150 personnes), à réduire le nombre des administratifs de quatre-vingt-dix à quarante-cinq salariés et à conserver intégralement la branche commerciale.

Le P.D.G., M. Butor, a expliqué que Linvosges avait la possibilité de se sauver seul, à condition « de faire preuve de discipline et

de courage ». Il a proposé de diminuer les salaires, notamment ceux des cadres, et a ajouté : « Désormais, Linvosges rependra à sa vocation première : vendre plutôt que produire ».

Toutefois, un sous-traitant, vraisemblablement la société M.R.T.L. de Rambervillers pourrait s'installer dans les locaux de Linvosges et réembaucher une quarantaine d'ex-Linvosges et fabriquer des produits de haut de gamme.

Les syndicats C.G.T., C.F.D.T. et F.O. qui refusent tout licenciement, ont accueilli avec « scepticisme » le plan présenté par la direction. Ils ont aussitôt décidé de « surveiller » durant le week-end stocks et outil de travail. Lundi 29 septembre, ils se prononceraient sur l'opportunité d'occuper ou non les locaux de production.

Dans les Vosges également, la direction des établissements Fleuret (Le Val d'Ajol), en règlement judiciaire depuis le 2 septembre dernier, a annoncé, vendredi 26 septembre qu'elle était amenée à licencier l'ensemble de son personnel, soixante-seize salariés. — Y. C.

### CENT DIX-NEUF NORMANDES CHERCHENT UN PATRON

« Nous sommes cent dix-neuf Normands à travailler, dont les qualités professionnelles sont reconnues. Nous disposons d'une formation nous permettant de nous adapter facilement à d'autres fabrications dans l'habillement ou la lingerie, ainsi qu'à d'autres activités exigeant une grande dextérité. C'est le S.O.S. que venons de lancer les cent dix-neuf salariés de l'Atelier Cyclone (Imperméables), à Avranches (Manche), en adressant « aux chefs d'entreprises » une lettre dans laquelle nous exprimons notre espoir de reprendre l'usine et son personnel ».

Le 25 septembre, cent quinze licenciements ont été décidés dans cet établissement qui appartient au groupe Boumca-Saint Tréa.

JOSÉE DOYRE.

### LE C.N.P.F. : il faut compenser la cinquième semaine de congé par la réduction de l'absentéisme.

Force ouvrière « n'a rien contre le principe de l'aménagement du temps de travail », a déclaré M. Bergeon au déjeuner-débat de l'« Opinion » en 24 heures, le 26 septembre. Mais il a souligné que la revendication essentielle doit rester centrée sur la durée, en particulier par l'obtention d'une cinquième semaine de congé.

Pour sa part, M. Yvon Chopard, au nom du G.N.P.F., a affirmé que, face au coût d'une réduction du temps de travail, il fallait « faire des économies ailleurs, notamment sur l'absentéisme, qui est en moyenne de vingt à trente jours par an. Si chacun, dit-il, veut bien y mettre du sien (...), eh bien, il y aura une cinquième semaine de congé ».

## CORRESPONDANCE

### Les difficultés de la société Magnum

Dans un article consacré aux difficultés de la société Magnum (Le Monde du 25 septembre), une erreur de transmission nous a fait croire, en citant la C.G.T., que cette firme avait payé 11 millions de francs de commissions à la société Courson, dirigée par M. Trillot, le mari de la P.-D.G. de Magnum.

Dans une lettre, la société Courson précise : La société Courson assure la charge des relations commerciales de la société Magnum depuis 1928, soit depuis cinquante-quatre ans, et est rémunérée sur la base d'un pourcentage de 1 % du chiffre d'affaires de la société Magnum. Ce pourcentage, pour l'année 1979, 1 015 375,85 F de commissions, et non 11 millions de francs, comme il est indiqué.

Ce 1 % de commissions couvre à peine toutes les charges commerciales, y compris les charges de structure réglées pour le compte de la société Magnum, à M. Louis R. Ross, vice-président de Courson, reviennent plus cher s'il était assuré directement par la société Magnum. D'autre part, M. Trillot ne dirige pas la société Courson, il n'en est que le directeur commercial.

Des curiers licenciés de Magnum arrivent deux trains. — Une trentaine d'ouvriers licenciés de l'usine Magnum (garnitures automobiles) à Bonchamp, en Haute-Saône, ont immobilisé, vendredi 26 septembre, pendant une demi-heure, dans cette localité, deux trains internationaux de la ligne Paris-Bâle. Ils ont fait une collecte et distribué des tracts dans les voitures, rappelant qu'ils occupent les diverses usines du groupe Magnum depuis le 1<sup>er</sup> septembre à la suite du licenciement de l'ensemble du personnel, soit huit cent cinquante-sept salariés.

## AUTOMOBILE

### LE PRÉSIDENT DE TOYOTA ESPÈRE CONCLURE UN ACCORD DE COOPÉRATION AVEC FORD AVANT LA FIN DE L'ANNÉE

Le président du groupe japonais Toyota a déclaré vendredi 26 septembre qu'il souhaitait achever les négociations entamées avec Ford dans le but de produire en commun aux États-Unis une petite voiture de conception japonaise avant la fin de l'année. M. Louis R. Ross, vice-président de Ford, doit arriver au Japon le 1<sup>er</sup> octobre pour discuter de ce projet avec la direction de Toyota.

En France, le marché intérieur a légèrement diminué en juillet-août (-4,2 %) par rapport à l'an passé, ce qui représente néanmoins une stabilisation au regard des résultats enregistrés en mai (-25,6 %) et en juin (-16,3 %). Au total, pour les huit premiers mois, les ventes d'automobiles en France ont reculé de 5,7 %. En revanche, les exportations françaises ont chuté au cours de l'été de 15,4 % et les expéditions de voitures en pièces détachées de 10,6 %, ce qui, au total, entraîne une réduction de la production de 16,8 % par rapport à l'an passé. Sur huit mois, la diminution des exportations s'établit à -8 %, celle de la production à -5,6 %.

(Publié)

L'Institut National des Sciences et Techniques Nucleaires et l'Université de Paris-X-Clamart proposent

un D.E.A. en Économie de la Production

- modèles d'aide à la décision appliqués à l'économie
- évaluation et planification technologiques
- innovation et stratégies de développement industriel

Inscriptions et renseignements (avant le 30 octobre)

I.N.S.T.N.  
B.P. 6 - 91190 GIP-SUR-YVETTE  
Tél. : 941-25-00 - telex 52.54











# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

### ÉTRANGER

- 2-3. LA GUERRE ENTRE L'IRAK ET L'IRAN.
- 3. PROCHE-ORIENT.
- EGYPTE : dix ans après le mort de Nasser.
- 4. EUROPE.
- ITALIE : M. Barlingieri envisage l'occupation des îles Fioi.
- GRANDE-BRETAGNE : deux dirigeants syndicaux modérés perdent leur poste.

### LA FÉDÉRATION DU NIGÉRIA VINGT ANS APRES L'INDÉPENDANCE

Pages 5 à 14.

### POLITIQUE

- 15. Les élections sénatoriales.
- Football et politique à Strasbourg.

### SOCIÉTÉ

- 16. RELIGION : le rapport introductif du synode : le cardinal Ratzinger réaffirme la nécessité du respect de la nature dans le domaine biologique.
- 16. JUSTICE.

### CULTURE

- 18. FORMES.
- CINÉMA : « Nijinsky », d'Herbert Ross.
- MUSIQUE : la fin du Festival Berlioz à Lyon.

### EQUIPEMENT

- 22. ENVIRONNEMENT : le congrès des techniques propres à Toulouse.
- TRANSPORTS : la liaison gare d'Austerlitz-Porte d'Auteuil sera ouverte le 3 octobre.

### ECONOMIE

- 23. LOGEMENT : le projet de budget prévoit une nouvelle baisse de la construction.
- 24. CONJONCTURE : la hausse des prix de détail en août.
- LA SEMAINE FINANCIÈRE.
- 25. LA REVUE DES VALEURS.

### RADIO-TELEVISION (20)

- INFORMATIONS.
- SERVICES : (21).
- La maison : Météorologie : Météo croisée ; « Journal officiel ».
- Carnet (22) : Programmes spectacles (19 et 23).

### Après les déclarations de M. Debré

### M. MITTERRAND : les conditions de l'union nationale.

M. François Mitterrand, qui était vendredi 26 septembre à La Rochelle, a commenté les déclarations de M. Michel Debré (dans l'interview parue dans le Monde du 27 septembre) sur la nécessité de préparer un rassemblement de « saint public » englobant, notamment, « la part nationale du courant socialiste ».

Le premier secrétaire du P.S. s'est déclaré hostile à tout formule de gouvernement « d'union nationale » comprise « comme un appel à la gauche à venir en renfort de la droite lorsque celle-ci a échoué, ainsi qu'on l'a déjà vu dans le passé. Si, en revanche, il s'agit d'une union élargie entre la gauche et telle ou telle formation qui désirent se joindre à elle, nous ne refusons personne à condition que nos objectifs principaux soient respectés, et dès lors qu'il y a consentement pour les réformes de structures que nous proposons. Tout cela suppose une évolution sociologique, mais si la prise de conscience attend M. Debré nous sommes prêts ».

## « Nous accepterons de parler avec les dirigeants afghans dès le retrait des troupes soviétiques »

déclare le général Zia

### Au Pakistan

Deux hélicoptères afghans ont attaqué, vendredi 26 septembre, un poste des forces pakistanaises dans la région de Ghakhal (à environ 100 kilomètres au nord-ouest de Peshawar) tuant deux personnes. L'un des appareils a été abattu par la D.C.A. pakistanaise.

Rawalpindi. — Le général Zia Ul Haq, qui avait lui-même sollicité une question du journaliste soviétique présent à un « briefing » organisé, vendredi 26 septembre, par le président pakistanais à l'intention de la presse étrangère, a démenti catégoriquement, d'une part, que des postes frontalières afghans aient été attaqués récemment par des éléments venus du territoire pakistanais ; d'autre part, qu'un camp d'entraînement des combattants afghans ait été mis en place à Afranah, au Pakistan. Il a d'ailleurs proposé au journaliste soviétique qui avait évoqué l'existence d'un tel camp de se rendre à sa disposition un avion afin qu'il puisse se rendre sur place et constater par lui-même s'il y avait là-bas un camp d'entraînement ou un camp de réfugiés.

« Mais, a insisté le général Zia, il vous faut réaliser qu'il y a entre le Pakistan et l'Afghanistan, 1400 miles de frontières constituées essentiellement de montagnes sauvages (rugged) ». « Cette zone, a-t-il ajouté, a toujours été peuplée par des tribus qui, de tout temps, se sont déplacées des deux côtés de la frontière. Ainsi, si un combattant appartenant à une tribu afghane entend pénétrer au Pakistan, je n'ai aucun moyen de l'en empêcher. J'ai d'ailleurs proposé à mon ami le précédent ambassadeur d'U.R.S.S. de lui donner carte blanche pour, si son pays le désirait, fermer et sceller la frontière entre les deux pays. Faites-le, nous en prie, lui ai-je dit, car c'est ce que nous souhaitons également. » « Mais c'est tout simplement impossible », a déclaré encore le général Zia.

De notre envoyé spécial

Le général Zia, qui estime qu'il serait également sans effet, pour les Soviétiques, de disposer, tout au long de la frontière, des mines ou autres engins anti-personnels. « Il arriverait un jour par-ci, une jambe par-là, mais ils seront finalement inefficaces. On ne peut, a-t-il insisté, sceller une frontière de 1400 miles constituée de porosités montagneuses ».

Pour le président pakistanais, la première chose à faire, c'est de reconnaître qu'il y a des combattants afghans. La seconde chose, c'est de reconnaître que ces qu'on qualifie de « réfugiés » ne sont pas des réfugiés. Ils sont des combattants. Par exemple, le long de la frontière soviétique, près de Kaboul avec les Hazaras, dans le Sud, près de Herat, dans le Nord, près de Chitral.

« La frontière étant incontrôlable, a poursuivi le chef de l'Etat, les moudjahedins (combattants) continueront à pénétrer au Pakistan. Nous ne leur donnons aucune aide matérielle, a-t-il affirmé, ni ne les entraînons dans des camps constitués à cet effet, mais nous les traitons comme des êtres humains et les accueillons en tant que frères musulmans. A ce titre, nous leur ouvrons nos portes. »

Revenant sur la visite à Moscou, M. Piracha, directeur général au ministère des affaires étrangères, qui assistait également au briefing, a expliqué que, si des contacts réguliers avaient

eu lieu entre les deux pays, il s'agissait maintenant d'élever le niveau du dialogue entre les deux pays. « Il s'agit, a-t-il déclaré, du début d'un processus conduisant à un dialogue direct entre nos deux pays. » Il a précisé que les ministères des affaires étrangères soviétique et pakistanaise se rencontreraient dans quelques jours aux Nations unies.

Pour le général Zia, « la clé du problème afghan se trouve non pas à Kaboul mais à Moscou ». D'où la nécessité d'un dialogue avec l'U.R.S.S. Il a ajouté à ce sujet : « Nous n'avons jamais hésité à avoir des contacts directs avec les dirigeants afghans. Nous en avons eu avec le président Daoud, puis avec Taraki, puis avec Amis. Mais M. Karmal, lui, est entré en Afghanistan sur les chers amitiés, et quelque quatre-vingt mille soldats russes ont occupé ce pays. Nous demandons donc aux grandes puissances de laisser l'Afghanistan être un pays musulman, non aligné et indépendant. »

« Des que les troupes soviétiques se seront retirées, nous accepterons de parler avec les dirigeants afghans. Si nous sommes prêts à accepter l'exigence — le principe — formulée par Moscou d'avoir en Afghanistan un régime amical vis-à-vis de l'Union soviétique, a-t-il conclu, le général Zia, avec, à Kaboul, un gouvernement, non pas prosoviétique mais libre disposant de l'U.R.S.S., avec un Afghanistan indépendant et musulman, avec de bonnes relations avec le Pakistan, le problème peut être résolu. »

PATRICK FRANCES.

### UN DIPLOMATE TURC DE PARIS VICTIME D'UN ATTENTAT

Un diplomate turc, M. Seluk Bakirbas, âgé de cinquante-trois ans, conseiller de presse à l'ambassade de Turquie à Paris, a été grièvement blessé par balles, vendredi 26 septembre, vers 19 h 15, dans le hall de l'hôtel de la République, 3, boulevard Pierre-Grenier, à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine). Cet attentat, revendiqué par un groupe armé, a été suivi de la démolition de la résidence de l'Arménie, à la fin de la semaine.

Atteint de plusieurs balles, dont une derrière l'oreille, M. Bakirbas est dans un état grave, mais selon un membre de l'ambassade, ses jours ne sont pas en danger. Il a pu donner un signal de son agresseur, un homme jeune et portant une barbe, qui a pu prendre la fuite.

Une déclaration a été communiquée par l'ambassade de France à Paris. Elle disait : « Nous assumons la responsabilité de l'assassinat de l'agent diplomatique turc qui a eu lieu vers la porte de Billancourt, à 19 h 15. L'Arménie se déclare ainsi motivée son action : « Derrière l'ennemi et l'impérialisme, partout où ils se trouvent, nous continuerons notre lutte jusqu'à la réalisation des aspirations de notre peuple opprimé. Il est facile de remonter et de s'emparer du pouvoir, mais il est très difficile de remonter la voie de l'histoire et de continuer l'inspiration de nos terres. »

### M. GEORGES MARCHAIS PRIS A PARTIE A LA FNAC

M. Georges Marchais a signé son livre, l'Espoir au présent, vendredi 26 septembre, au magasin FNAC du Forum des Halles à Paris. Le secrétaire général du P.C.F. a accepté ensuite de participer à un débat qui, selon l'« Humanité », n'était pas prévu (une indication contraire nous a été donnée, samedi matin, à la FNAC).

Le quotidien communiste indique que M. Marchais « a été pris à partie par des provocateurs, qui se sont enroulés autour de lui » et qu'il a « refusé de rester dans ces conditions et a quitté la salle ». Le responsable de la librairie de la FNAC, que nous avons pu joindre, n'était pas en mesure d'indiquer ou de confirmer cette version des faits.

Quatre ressortissants roumains ont quitté leur pays cachés dans le plancher d'un wagon du train Bucarest-Vienne, samedi 27 septembre, le quotidien viennois Kurier. Agés de vingt-trois à vingt-neuf ans, ils étaient entrés dans leur pays il y avait plus de vingt heures avant d'être démasqués. Ils ont été déportés vers la zone des chemins de fer roumains. (A.F.P.)

## LES ATTENTATS ANTISÉMITES

### • Six personnes gardées à vue • Une dizaine de perquisitions dans les milieux néo-nazis

Six membres des Faisceaux nationalistes européens, groupe néo-nazi qui remplace la FANE, dissoute le 3 septembre, ont été interpellés et placés en garde à vue, vendredi 26 septembre, après la série d'attentats antisémites commis dans la nuit de jeudi à vendredi, contre des édifices de la communauté juive de Paris, notamment des écoles (« le Monde » du 27 septembre). Ces attentats ont suscité de nombreuses réactions. Le chef de l'Etat a exprimé sa « vive indignation ». Le porte-parole de l'Elysée, M. Jean-Marie Poirier, a indiqué que M. Valéry Giscard d'Estaing avait souligné le « caractère particulièrement odieux » des attaques contre les bâtiments scolaires.

C'est dans l'après-midi de vendredi, peu de temps après que les attentats ont été revendiqués à l'A.F.P. par un correspondant anonyme affirmant parler au nom des « Faisceaux nationalistes européens » (F.N.E.), que M. Christian Le Gumelec, procureur de la République au tribunal de grande instance de Paris, a demandé personnellement à la police judiciaire de se livrer immédiatement à des enquêtes et des contrôles dans le cadre d'une procédure de flagrant délit. Des 15 heures, des policiers de la brigade criminelle effectuaient une perquisition au siège de cette association, située au numéro 28 de la rue Jean-Moïse (19<sup>e</sup> arrondissement).

Les enquêtes devaient interpellier six membres des F.N.E. — cinq hommes et une femme — dont le secrétaire général de l'ex-FANE, M. Marc Friedmann, qui tenaient une réunion en troisième étage de l'immeuble. Un fusil de chasse et des manchettes de policiers ont été saisis.

Dix autres perquisitions ont été effectuées dans les collèges de militants néo-nazis de Paris et de la région parisienne. Cependant, les policiers semblent n'avoir trouvé aucun élément permettant la découverte rapide des auteurs des attentats commis dans la nuit de jeudi à vendredi. M. Friedmann et ses compagnons, qui ont été placés en garde à vue, n'ont participé au mitrailage des deux écoles, de la rue Lemaître (18<sup>e</sup> arrondissement) et de la rue Sébastien (19<sup>e</sup> arrondissement), de la synagogue de la rue de la Victoire (9<sup>e</sup> arrondissement) et du Mémorial du martyr juif inconnu, dans le 4<sup>e</sup> arrondissement.

Les policiers, après une journée d'enquête, peuvent posséder part d'indices : seul un témoin affirmait avoir vu trois inconnus disparaître à bord d'une petite voiture rouge. Les auteurs des attentats auraient pu utiliser des fusils d'origine américaine. D'autres perquisitions devaient être effectuées ce samedi 27 septembre : les policiers pourraient, en effet, chercher à établir l'emploi du temps

de tous les membres connus de l'ex-FANE.

Rien n'indique, cependant, que ces attentats aient été commis par ce groupe néo-nazi. Dans les mois qui ont précédé la dissolution de la FANE, plusieurs correspondants anonymes avaient revendiqué des actions au nom de cette organisation, sans qu'on l'ait jamais imputé formellement à ses membres.

### LES RÉACTIONS

• M. JACQUES CHIRAC. — Le maire de Paris, qui s'est rendu sur les lieux de l'attentat commis contre l'école Lucien-Lévy, rue Sébastien (19<sup>e</sup> arrondissement), a déclaré que le racisme était « le mauvais démon de l'humanité ». Le président du R.P.F. a estimé que « tout doit être fait pour rechercher les auteurs des odieuses attentats de la nuit » et a demandé « des sanctions exemplaires ».

• LE PARTI COMMUNISTE. — M. Paul Laroche, député de Paris, membre du secrétariat du comité central du P.C.F., a exprimé sa « vive émotion ». « Ces nouvelles manifestations racistes nous obligent à nous interroger sur la mesure des pouvoirs publics, les mesures urgentes les plus rigoureuses pour réprimer l'activité des groupes fascistes ».

• LE PARTI SOCIALISTE. — Le P.S. considère qu'il est urgent que soit organisée la riposte de tous les démocrates, de tous ceux qui luttent contre le racisme et l'antisémitisme pour mettre fin aux agissements des groupuscules et pour exiger du gouvernement qu'il fasse son devoir ».

• LA C.G.T. — Le bureau confédéral de la C.G.T. estime que « ces attaques ne peuvent être considérées que comme une tentative d'intimidation au moment où les organisations démocratiques manifestent publiquement, après l'attentat contre la synagogue de la rue de la Victoire, leur volonté d'agir vigoureusement pour défendre les libertés ».

• L'U.D.F. — M. Georges Dumas, vice-président de l'U.D.F., a lancé un appel de son parti « à un appel à la vigilance des citoyens français devant la multiplication des actes terroristes visant les institutions juives ». « Le mouvement des R.A. DICAUX DES GAUCHES, la multiplication des attentats néo-nazis, estime le secrétariat du M.R.G., apparaît chaque jour comme plus stupide et plus odieuse ».

• LA F.N.E. — La Fédération de l'éducation nationale a exprimé « sa condamnation des lâches agissements, qui traduisent une régression dangereuse de l'antisémitisme en France ».

• LA LIGUE INTERNATIONALE CONTRE LE RACISME ET L'ANTISÉMITISME (LICRA). — Il est souligné que la LICRA a demandé que soient poursuivies les auteurs de ces actes ne pouvant que les encourager à une escalade dans l'acte terroriste. La LICRA demande aussi d'organiser la lutte des pouvoirs publics à l'égard des organisations se réclamant de la doctrine nazie et faisant notamment l'apologie du génocide hitlérien ».

• LE M.R.A.P. (Mouvement contre le racisme et l'antisémitisme) : les attentats de vendredi sont considérés dans un climat général de montée de la violence raciste favorisée par l'impunité des néo-nazis, qui font preuve d'une insolence croissante, souligne le M.R.A.P.

### M. BARRE A VIENNE

### « En matière de ventes d'armes la France n'a pas de leçons à recevoir »

affirme le premier ministre

De notre envoyé spécial

Vienne. — Le dernier entretien de M. Barre, qui a quitté Vienne vendredi 26 septembre, avec le chancelier autrichien, M. Kreisky, a été consacré presque uniquement aux affaires internationales, et plus particulièrement au dialogue Nord-Sud.

« Nous regrettons que ce dialogue rencontre beaucoup d'obstacles qui ne sont pas le fait des pays industrialisés, et que ce problème soit traité de façon confuse sans tenir compte des réalités de situation entre les pays en voie de développement », a déclaré M. Barre. Nous espérons qu'après les discussions déconstructives qui ont lieu aux Nations unies, des progrès seront enregistrés et d'autres initiatives prises en considération. »

C'est donc « avec sympathie » que la France a pris note de l'initiative de l'Autriche et du Mexique, abondant dans le sens de sa propre suggestion en proposant un sommet réunissant les pays industrialisés. M. Barre et Kreisky n'ont évoqué qu'un bref instant le seul dossier bilatéral, encore non exploré, le projet de vente de vingt-quatre Mirage 50 à l'Autriche. « J'ai simplement dit au chancelier que si l'Autriche venait à prendre une décision positive en la matière, nous étions tout à fait décidés à ce que cette opération s'accompagne de compensations qui, pour nous, s'exprimeraient par une coopération industrielle plus poussée dans le domaine aéronautique et dans celui des technologies avancées », a indiqué M. Barre. Interrogé sur les livraisons d'armes françaises à l'Irak, M. Barre a souligné avec sécheresse que la coopération de l'Autriche et de Bagdad n'est pas seulement une question de coopération militaire. Le problème des ventes d'armes n'est qu'un problème limité dans l'ensemble de la coopération franco-allemande, a-t-il ajouté. Je voudrais dire, une fois pour toutes, à ceux qui s'inter-

ressent aux ventes d'armes par la France, de bien vouloir considérer les ventes d'armes faites par les autres pays. Je dis de la manière la plus nette que nous n'avons, sur ce point, de leçon à recevoir de personne ».

M. Barre a souligné que le conseil européen (sommet des Neuf) adopte dans sa réunion de décembre une « attitude positive et efficace » sur la question israélo-palestinienne en conclusion de la mission au Proche-Orient de son président, M. Thom.

Parlant du désarmement, la France, a dit M. Barre « demande des mesures de confiance significatives et pas seulement militaires ».

En matière économique, elle appuiera la proposition autrichienne d'une rencontre Est-Ouest sur les problèmes énergétiques. Certaines questions ont donné à M. Barre l'occasion de procéder à quelques comparaisons relevant plus de la politique internationale que des affaires économiques. Ainsi le premier ministre s'est-il pu à noter que le régime économique et social autrichien « donne la preuve que la stabilité monétaire n'est pas exclusive d'un niveau élevé d'emploi ». A l'adresse de ceux qui lui reprochent de sacrifier en France l'emploi au soutien de la monnaie, M. Barre a ajouté : « J'espère que l'exemple autrichien pourra dissiper certaines conceptions erronées qui conduisent à apparaître comme brillante, tout au moins progressistes, dans l'esprit de quelques milieux français. » De même le premier ministre s'est-il réjoui du caractère « actif » de ses conversations avec le vice-président de l'Internationale socialiste, avant de déclarer en contrepoint que la courtoisie qui prévaut dans les échanges internationaux « ne soit malheureusement pas toujours possible selon des usages nationaux ». Une façon de dire : « Ah ! si les socialistes français étaient aussi gentils que les socialistes autrichiens ! »

ALAIN ROLLAT.

**POUR BIEN S'ASSEoir ET BIEN DORMIR**

Sans l'éloigner du mur, la banquette-lit STENER se transforme en vrai lit pour 2 personnes, par un simple basculement

**CAPÉLOU**

DISTRIBUTEUR

37, AV. DE LA REPUBLIQUE ■ PARIS X<sup>e</sup> ■ Métro Parmentier

TEL. 357 45 35

Le numéro du « Monde », daté 27 septembre 1980 a été tiré à 573 179 exemplaires.

**LENTILLES DE CONTACT**

Le 1<sup>er</sup> fabricant mondial lenc des lentilles souples. Un progrès technique pour plus de confort et plus de possibilités d'emploi.

Toujours le même principe. Rapports avec vos lentilles de jour.

**Pour tous les sports**

**596**

Adaptation par ordinateur, 200% d'efficacité, 100% de confort, 100% de sécurité.

Bon pour un seul traitement contre les lentilles endométriques, pour un traitement, durée 30-40 jours.

Consultez votre opticien.

Lentilles de Contact

Stéphane Bédier Opticien